

OBSERVATOIRE
pour la Défense du Droit
à la Différence en Tunisie

RAPPORT D'ANALYSE DE DONNÉES CAS DE DISCRIMINATIONS COLLECTÉS PAR LES PÔLES

DE L'OBSERVATOIRE POUR LA DÉFENSE DU DROIT À LA DIFFÉRENCE

— Octobre - Décembre 2022 —



RAPPORT D'ANALYSE DE DONNÉES
CAS DE DISCRIMINATIONS COLLECTÉS PAR LES PÔLES
DE L'OBSERVATOIRE POUR
LA DÉFENSE DU DROIT À LA DIFFÉRENCE

Octobre - Décembre 2022



OBSERVATOIRE
pour la Défense du Droit
à la Différence en Tunisie

Cette étude a été réalisée dans le cadre du projet Observatoire pour la défense du droit à la différence en Tunisie (O3DT)

L'Observatoire pour la défense du droit à la Différence, lancé en 2018 par L'Association pour la promotion du Droit à la Différence (ADD), est un espace de coordination entre groupes discriminés, acteurs publics et société civile pour repenser et traiter des injustices criantes en mettant en place des réformes structurelles. En ce sens, l'Observatoire assume un rôle de veille, de sensibilisation auprès des autorités et du grand public sur les inégalités exercées sur les minorités. La formation d'un réseau d'influence relatif à un projet de loi en faveur de la protection des minorités et le renforcement des capacités des parties prenantes pour un meilleur engagement dans le projet sont aussi planifiés.

1. INTRODUCTION

2. CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE

- I. Analyse des données de discrimination collectées entre Octobre 2022 et décembre 2022
- II. Analyse des données de discrimination basée sur l'ethnie Et/ou la région
- III. Analyse des données de discrimination basées sur le genre
- IV. Analyse des données de discrimination raciale et/ou basée Sur la nationalité
- V. Analyse des données de discrimination basée sur le handicap
- VI. Analyse des données de discrimination basée sur l'orientation Sexuelle, l'identité et l'expression de genre, les caractéristiques Sexuelles (osiegcs)
- VII. Analyse des données de discrimination basée sur la liberté de conscience la liberté d'expression, l'état civil et les antécédents judiciaires
- VIII. Analyse des données de discrimination/ discours haineux sur les réseaux sociaux

3. BILAN

4. RECOMMANDATIONS

1. INTRODUCTION

En mai 2020, a été publié le premier rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination collectées entre janvier et décembre 2019 par le réseau des Points Anti-Discrimination (PAD)¹. En mars 2021, a été publié le deuxième rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination collectées entre janvier et décembre 2020 par le réseau des PAD², qui s'est associé, en juillet 2020, au réseau de l'Observatoire de Défense du Droit à la Différence (l'O3DT), dans le cadre du projet All4All . En juillet 2021, a été publié le troisième rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination collectées entre juillet 2020 et juin 2021 par les Pôles de l'O3DT³. En septembre 2022, a été publié le quatrième rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination collectées entre juillet 2020 et juin 2022 par les Pôles de l'O3DT. En octobre 2022, a été publié le 5ème rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination collectées entre juillet 2022 et septembre 2022 par les Pôles de l'O3DT⁴.

Ce rapport constitue le 6 rapport en son genre, couvrant la période allant d'octobre 2022 à décembre 2022.

1 Rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination récoltés par les Points Anti Discrimination, Dr Mohamed Amine Jelassi, Mai 2020. A consulter ici : <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2020/05/MRG-.pdf>

2 Rapport d'analyse des données sur les cas de discrimination récoltés par les PAD et l'O3DT, Insaf Bouhafs, Mars 2021. À consulter ici <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2021/03/REPORT-MRG-Final-5.0.pdf>

3 À consulter ici : <https://o3dt.org/wp-content/uploads/2022/01/rapport-a4-.pdf>

4 À consulter ici : <https://o3dt.org/rapport-danalyse-de-donnees/>

L'observatoire comprend **96 ONG** couvrant tout le territoire tunisien, qui sont réparties en **6 pôles** suivant le découpage territorial :

- **Pôle nord-est** : Bizerte-Tunis-Ariana-Mannouba-Ben Arous-Zaghouan-Nabeul
- **Pôle nord-ouest** : Béja-Jendouba-Kef-Siliana
- **Pôle centre-est** : Sousse-Monastir-Mahdia-Sfax
- **Pôle centre-ouest** : Kairouan-Kasserine-Sidi Bouzid
- **Pôle sud-est** : Gabès-Médenine-Tataouine
- **Pôle sud-ouest** : Gafsa-Tozeur-Kébili

I. CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE

D'octobre à décembre 2022, 12 documentalistes faisant partie des associations composantes du réseau O3DT ont documenté 286 cas de discrimination touchant 8 groupes cibles : les personnes discriminées sur la base de leur couleur de peau et/ou nationalité (49 cas), sur la base de leur OSIEGCS (76 cas), sur la base de leur genre (56 cas), sur la base de leur ethnie et/ou région (23 cas), sur la base du port d'un handicap (32 cas), dans le cas de publications haineuses/discriminantes sur les réseaux sociaux (10 cas) et d'autres types de situations (40 cas) incluant la liberté d'expression, la liberté de conscience, l'état civil, les libertés individuelles, etc.

Il est à noter que certaines discriminations peuvent être difficiles à classer selon cette catégorisation. Il existe ainsi une confusion entre les discriminations basées sur le genre et celles basées sur l'OSIEGSC. La discrimination basée sur le genre non normatif est parfois placée dans la section OSIEGSC et parfois dans la section genre.

Cette confusion s'inscrit dans un débat plus large et implique des questions théoriques car la classification SOGI implique les personnes transgenre, c'est-à-dire les personnes discriminées sur la base d'un genre non normatif. Or la section genre ici présentée a été définie pour des individus au genre normatif. Il serait intéressant de discuter de cette question et d'y inclure notamment une réflexion féministe.

Ce rapport présente une nouveauté en incluant désormais les discriminations/discours haineux sur les réseaux sociaux qui prennent une ampleur importante et sont de plus en plus dénoncées. Ces publications,

messages et commentaires haineux sur les réseaux sociaux se basent généralement sur le genre, la race, la nationalité et portent souvent atteinte aux libertés individuelles et à la liberté d'expression. La démarche des documentalistes prend alors une forme différente, car elle implique une initiative pour joindre la personne concernée. De plus, ces publications visent régulièrement des communautés de personnes (sur la base de leur genre, leur nationalité ou leur couleur de peau). Le dépôt de plainte ou le signalement doit donc être fait du côté associatif.

De nouveaux éléments ont aussi été apportés sur questions posées pendant l'entretien aux répondant-es. Il leur est par exemple demandé si ils ou elles souhaitent que l'affaire soit médiatisée ou encore que O3DT porte l'affaire en justice au nom (anonyme) de la victime. En ce qui concerne les éventuelles prises en charge, O3DT s'organise avec les associations du réseau. Par exemple, pour assurer la prise en charge juridique/légale, les répondant-es sont pris-es en charge par ASF. Ils et elles sont également orienté-es vers d'autres associations du réseau (ATFD, Damj, ATP+, etc.) pour tout type de prise en charge comme l'aide sociale, psychologique, médicale, etc.

L'O3DT est également très vigilant sur la manière dont les documentalistes rapportent et collectent les témoignages. Il est essentiel que les documentalistes aient conscience de ce qui constitue une discrimination et comment elles peuvent être vécues par les personnes qui en sont victimes, surtout quand les documentalistes ne sont pas eux-mêmes concerné-es par ce type de discrimination. Ils et elles doivent aussi comprendre ce qu'impliquent les violations de droits humains, aussi bien civils et politiques qu'économiques, sociaux et culturels. L'intersection des discriminations est également un concept essentiel.

Deux cas de figure se présentent aux documentalistes : le plus courant est la prise d'une charge de personnes victimes qui se présentent d'elles-mêmes pour raconter leurs témoignages. Dans d'autres cas, la prise de contact se fait par le ou la documentaliste dans le cadre de son travail de veille.

Il est important de se préparer pour les différentes phases d'entretien : avant, pendant et après. Le ou la documentaliste doit tenir compte des discriminations vécues par la victime. Avant l'entretien, il est nécessaire de préparer le choix du lieu et l'heure de la rencontre, si celle-ci se fait en présentiel. Par exemple, il est important de tenir compte des conditions d'accessibilité pour une personne en fauteuil roulant. Le ou la documentaliste doit aussi tenir compte du cadre et respecter la confidentialité qu'exige ce type de témoignage. Il est important d'également anticiper l'éventuel besoin d'interprétation, que ce soit en langue étrangère ou en langue des signes. Enfin, si la personne est mineure, il faut privilégier un entretien avec ses tuteur-trices (sauf si la situation représente un danger pour la victime).

Les entretiens prennent en moyenne 20 minutes. Le ou la documentaliste doivent se présenter et mettre le ou la répondant-e en confiance, surtout dans le cas où ce-tte dernier-e n'a pas contacté l'association de son propre chef-fe. Le ou la documentaliste doit trouver un équilibre entre respecter l'enchaînement des questions, noter les réponses et avoir une attitude ouverte, à l'écoute d'une histoire.

Les éléments documentés concernant chaque groupe sont les suivants :

- **Genre**
- **Discrimination signalée**
- **Intersection de la discrimination signalée avec d'autres discriminations**
- **Région**
- **Âge**
- **Auteur.e/ lieu de la discrimination**
- **Nature/ répercussion de la discrimination**
- **Précédents similaires à la discrimination signalée**
- **Continuité de la discrimination signalée**
- **Existence de témoins**
- **Entités auxquelles le cas de discrimination a été signalé**
- **Plainte/ procédures judiciaires initiées**
- **Services offerts à la victime de discrimination**
- **Volonté que l'O3DT porte l'affaire en justice pour la victime**
- **Volonté de médiatiser l'affaire**
- **Mois auquel la discrimination a été signalée**

Les documentalistes doivent porter une attention particulière à la volonté de la victime. Dans le cas où cette dernière pourrait subir des pressions ou des violences pour avoir contacté une ONG, il est possible de déterminer une personne de confiance à contacter pour éviter d'exposer encore plus la victime.

Après l'entretien, le ou la documentaliste encode les informations récoltées en commençant par les éléments de référence (qui permettent de faciliter le suivi des dossiers entre les différentes organisations du réseau) avant d'entrer les différentes informations selon la classification de l'O3DT.

I. Analyse des données de discrimination basée sur l'ethnie et/ou le régionalisme

23 cas de discrimination basée sur l'ethnie et/ou le régionalisme ont été signalés au pôle de l'observatoire du droit à la différence entre octobre et décembre 2022. 15 concernent des discriminations régionalistes, 6 concernent des discriminations ethniques et 2 concernent des discriminations ethniques et régionalistes.

Les discriminations ethniques rapportées concernent des discriminations commises sur la base de l'appartenance à une personne à une communauté. Par exemple, plusieurs répondant·e Amazigh·es témoignent avoir été discriminé·es quand ils et elles s'expriment dans leurs langues ou envisagent de se marier avec une personne d'une autre communauté.

Les discriminations régionalistes concernent celles exercées à l'encontre de personnes appartenant à une région spécifique, par des personnes (physiques ou morales) appartenant à des régions différentes. Dans les cas présentés ici, cela concerne par exemple un jeune homme moqué par ses camarades de classe en raison de son accent ou cette jeune femme qui subit un harcèlement un caractère sexuel par un chauffeur de taxi qui évoque son accent. Dans ce dernier cas, la discrimination régionaliste vécue est en intersection avec un harcèlement basé sur son genre.

Genre

Sur les 23 cas collectés, la répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé, est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Homme	13	56.52%
Femme	9	39.13%
Inconnu	1	4.35%

Intersection des discriminations

Une victime a subi des violences verbales et psychologiques de la part de son voisinage à Djerba en raison de son appartenance à la communauté amazighe de Matmata. Cette discrimination, basée sur l'ethnie, est en intersection avec la langue (amazighe) et la religion, car, le motif évoqué pour l'expulser était notamment sa consommation d'alcool.

Une autre personne a vécu une discrimination basée sur l'appartenance à une ethnie, en intersection avec la religion et 4 autres sur la base de leur ethnie/région en intersection avec la langue.

En plus d'une discrimination basée sur le régionalisme, une victime a vécu une discrimination en intersection avec la langue et son expression de son genre. Une autre personne a vécu des violences en raison de son identité de genre.

Une autre personne a subi des violences verbales de la part d'un chauffeur de taxi en raison sur la base d'une discrimination régionaliste en intersection avec sa nationalité.

Enfin, une personne de Agareb dénonce les violences verbales et économiques vécues dans sa région, en intersection avec la violation de son droit à bénéficier d'un environnement propre et sain.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Ethnie	6	26.09%
Langue	4	17.39%
Religion	2	8.7%
Nationalité	1	4.35%
Identité de genre	1	4.35%
Expression de genre	1	4.35%
Régionalisme	1	4.35%
Atteinte au droit à un environnement sain	1	4.35%

Âge

La moyenne d'âge est de 26 ans. L'âge des victimes va de 15 à 45 ans. Un seul cas concernant un mineur de 15 ans a été rapporté.

Répartition par région

11 cas, soit près de la moitié des témoins, ont vécu une discrimination dans le Sud-Est (Médenine et Gabès). 5 dans le Centre-Est (Sfax, Mahdia et Monastir), 4 dans le Nord-Est (Tunis et Manouba), 2 dans le Centre-Ouest (Kasserine) et 1 dans le Nord-Ouest (Silana).

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Sud-Est	11	47.83%
Centre-Est	5	21.74%
Nord-Est	4	17.39%
Centre-Ouest	2	8.7%
Nord-Ouest	1	4.35%

Lieu/Auteur de la discrimination

9 cas, soit presque 40% des victimes, ont été discriminé-es dans un taxi. 5 l'ont été dans un lieu scolaire ou universitaire, 2 l'ont été au travail, 2 dans un bar/café/resto et 2 dans un lieu privé. On constate ainsi une surreprésentation des lieux publics.

Parmi les discriminations recensées, 8, soit une discrimination sur trois a été commise par un-e chauffeur-e de taxi. Il est à noter qu'une autre discrimination a été commise par un conducteur de moyen de transport public : 9 discriminations ont ainsi été commises dans les transports. Dans la totalité des cas, cela s'est traduit par de la violence verbale, voire de la violence physique, psychologique et du harcèlement sexuel dans un cas.

3 cas concernent des professeurs/administration et 2 des camarades de classe, portant à 5 le nombre de discriminations ayant eu lieu dans un cadre scolaire. Un élève a ainsi été victime de harcèlement par ses camarades de classe, en raison de son accent.

2 concernent l'employeur, 1 concerne un-e collègue de travail, 2 ont eu lieu dans le cadre du travail, portant à 4 le nombre de violences commises dans le cadre du travail. Dans le cas des violences commises par l'employeur-e, deux personnes ont été licenciées en raison de leur ethnie et une autre a vécu un harcèlement sexuel répété.

4 discriminations ont été commises par des individus, qui se sont principalement traduites par des violences verbales.

Les autres cas, chacun rapporté par une victime, concernent la famille ou la famille du/de la conjoint-e, le ou la propriétaire ou encore une institution publique, ici un hôpital. Dans ce dernier cas, la victime s'est vu refuser l'obtention d'une carte de soin.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Chauffeur-e de taxi	8	34.78%
Individu(s)	4	17.39%
Profs ou administration	3	13.04%
Camarades à l'école/lycée/fac	2	8.7%
Au travail	2	8.7%
Employeur.e	2	8.7%
Famille	1	4.35%
Conducteur de moyen de transport public	1	4.35%
Propriétaire	1	4.35%
Institution publique	1	4.35%
Collègues de travail	1	4.35%
Famille de sa copine	1	4.35%
Taxi	9	39.1%
Dans un lieu scolaire/universitaire	5	21.74%
Dans un lieu privé	2	8.7%
Bar/café/resto	2	8.7%

Transport public	1	4.35%
Dans un lieu public	1	4.35%
Hôpital	1	4.35%
Au travail	2	8.7%
Musée	1	4.35%
Dans une parapharmacie	1	4.35%
Lors d'un événement dans un hôtel	1	4.35%
Institut supérieur des arts et métiers de Gabès	1	4.35%

Nature, répercussion de la discrimination

Parmi les personnes interrogées, près des trois quarts (18 cas sur 23) rapportent avoir vécu une violence verbale. 8 ont vécu des violences psychologiques, 4 des violences physiques et 3 des violences économiques.

Dans 2 cas, du harcèlement a été recensé dont deux cas de harcèlement sexuel. Deux victimes ont fui/été chassées de leur domicile ; une personne a vécu une agression et deux ont été licenciées.

Enfin, une personne s'est vue refuser le mariage avec sa conjointe ; une autre n'a pas pu obtenir son diplôme et une troisième n'a pas reçu une carte de soin.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbale	18	78.26%
Psychologique	8	34.78%
Physique	4	17.39%
Économique	3	13.04%
Licenciement	2	8.7%
Harcèlement sexuel	2	8.7%
Fuite de la maison	1	4.35%
Chassé.e de la maison	1	4.35%
Agression	1	4.35%
Harcèlement	1	4.35%
Refus de mariage avec sa conjointe	1	4.35%
Refus de délivrer le diplôme	1	4.35%
Refus de fournir une carte de santé	1	4.35%

Antécédents et continuité de la discrimination

Un peu plus de la moitié des personnes interrogées (13) affirment que la discrimination vécue n'a pas eu de précédent.

15 personnes considèrent ne pas vivre de discrimination continue ; 7 estiment que la discrimination vécue est continue et une personne n'a pas souhaité répondre.

Témoins

13 répondant·e·s (56,2%) assurent que des témoins étaient présent·es au moment où ils et elles ont vécu une discrimination.

12 rapportent que les témoins seraient prêt·e·s à témoigner.

Suivi des cas de discriminations

Les répondant·es ont rapporté leurs cas de discrimination aux entités suivantes : 17 auprès d'une ONG ; 3 auprès d'une autre entité (ADD, ATFD et O3DT) 1 auprès d'un poste de police et 4 n'ont contacté personne. Les personnes rapportent ainsi presque systématiquement leur situation à une ONG, même dans le cas où elles contactent aussi un poste de police.

N.B : 25 cas sont ici rapportés, car certaines personnes ont témoigné de leur discrimination auprès de plusieurs entités.

Suivi sur le plan judiciaire :

Seule une victime a porté plainte et une seule autre a exprimé le souhait de le faire par la suite. Cependant, 3 personnes acceptent l'éventualité que O3DT entame une procédure judiciaire au nom des victimes.

Une seule personne envisage de demander l'asile.

Services offerts :

Les services offerts par les associations et institutions concernées sont, pour 9 cas, un service d'écoute. Les 14 autres n'ont reçu aucun service.

Médiatisation de l'affaire :

17 personnes acceptent l'éventualité que leur affaire soit médiatisée sans que leur nom ne soit mentionné.

II. Analyse des données de discrimination basée sur le genre

56 cas de discrimination exercée sur la base de l'identité de genre ont été signalées aux pôles de l'Observatoire du droit à la Différence entre octobre et décembre 2022. Comme mentionné dans l'introduction, certaines discriminations basées sur le genre constituent également des violences sur la base de l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles et vice-versa.

Genre

Sur les 56 cas collectés, la répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé est comme suit :

Plus de la moitié des répondant-es (31) sont des femmes ; 10 sont des femmes trans ; 6 sont des hommes trans ; 4 sont queer ; 4 sont des hommes, tous s'identifiant comme homosexuels, et une est une personne non-binaire.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Femme	31	55.36%
Trans F	10	17.86%
Trans H	6	10.71%
Queer	4	7.14%
Homme	4	7.14%
Non binaire	1	1.79%

Âge

La moyenne d'âge est de 29,2 ans. L'âge des victimes va de 16 à 56 ans. 4 cas de mineur-es ont été rapportés.

Intersection des discriminations

Parmi ces 56 cas, 18 rapportent que la discrimination basée sur le genre s'est accompagnée d'une discrimination basée sur l'orientation sexuelle (32.14%), la nationalité (2), la religion (2) ou encore la race (2). 6 autres personnes rapportent une intersection respectivement avec : le port d'un handicap ; l'état civil, l'origine régionale, le fait d'être une ex-détenue et son état de santé.

Dans le cas des discriminations basées sur le genre, il est très rare que les violences ne prennent qu'une seule forme. Les agressions verbales s'accompagnent presque systématiquement de violences psychologique et physique, de harcèlement - généralement à caractère sexuel - voire de viol.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Orientation sexuelle	18	32.14
Nationalité	2	3.57
Religion	2	3.57
Race	2	3.57
Handicap	1	1.79
Genre	2	3.57
État civil	1	1.79
Origine régionale	1	1.79
Ex-détenue	1	1.79
Santé	1	1.79

Répartition par région

La répartition des régions dans lesquelles les signalements ont été faits est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Sud-Est	18	32.14%
Nord-Est	16	28.57%
Nord-Ouest	10	17.86%
Centre-Est	7	12.5%
Centre-Ouest	5	8.93%

Plus de la moitié des cas ont eu lieu dans le Sud-Est (Gabès et Médenine) et dans le Nord-Est (Tunis, Ariana, Ben Arous). 10 personnes ont été discriminées dans le Nord-Ouest (Siliana, Le Kef, Jendouba, Bèjà), 7 dans le Centre-Est (Sfax, Mahdia, Sousse) et 5 dans le Centre-Ouest (Kasserine, Sidi Bouzid).

Lieu/Auteur de la discrimination

La majorité des discriminations sont commises par la famille, qui concerne un quart des cas mentionnés (14 cas). Dans plusieurs cas, cela concerne l'inégalité dans l'héritage.

7 cas, soit 12,5% des discriminations concernent le partenaire actuel ou ex-conjoint qui ont commis des actes de harcèlement, de violences verbales et psychologiques.

8 personnes ont subi des violences de la part d'individus et 8 personnes dénoncent les violences émanant de la société. Cela concerne par exemple une personne qui se replie énormément sur elle-même et le reste du monde depuis les discriminations subies ; ou une personne victime de diffamation et de violences à la suite de la publication d'une vidéo.

Dans le cadre du travail, 6 personnes ont été victimes de violences de la part de l'employeur.e. Une femme dénonce ainsi l'inégalité salariale entre elle et ses collègues masculins, qui sont payés 25% de plus qu'elle. Les autres dénoncent un refus d'emploi en raison de son genre ainsi que du harcèlement sexuel. 2 autres ont subi des violences dans le cadre d'un travail public et une autre au sein de la société des Ciments de Gabès.

5 personnes dénoncent des violences commises par des agents de police. Dans 3 cas, les policiers ont refusé de faire leur travail et de prendre la plainte de la victime qui avait été menacée plus tôt par des individus. Par la suite, les policiers eux-mêmes ont fait preuve de violence verbale, voire de menaces à l'encontre des victimes, déjà fragilisées.

2 personnes ont été discriminées dans des restaurants et ont subi des violences verbales ainsi que du harcèlement et de la violence psychologique. 2 personnes ont aussi subi du cyberharcèlement.

2 personnes ont été discriminées dans un taxi et une personne témoigne avoir été discriminée par le conducteur d'un louage, portant à 3 le nombre de personnes discriminées dans les transports.

2 personnes ont été discriminées dans le cadre scolaire, l'une par un professeur, l'autre par un enseignant de l'Institut supérieur des arts et métiers de Gabès

Les autres personnes discriminées ont respectivement été violentées par une institution publique et un infirmier.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Famille	14	25%
Individu(s)	8	14.29%
Partenaire/ ex	7	12.5%
Employeur.e	6	10.71%
Agents de police	5	8.93%
Bar/café/resto	2	3.57%
Sur internet	2	3.57%
Au travail (public)	2	3.57%
Taxi	2	3.57%
Au travail	2	3.57%
Institution publique	1	1.79%

Société	8	14.29%
Conducteur de louage	1	1.79%
Enseignant à l'Institut Supérieur des Arts et Métiers de Gabès	1	1.79%
Infirmier	1	1.79%
Cadre dans la société des Ciments de Gabès	1	1.79%
Professeur	1	1.79%
Dans un lieu privé	16	28.57%
Dans un lieu public	16	28.57%
Dans un lieu scolaire/universitaire	8	14.29%
Bar/café/resto	4	7.14%
Transport public	4	7.14%
Hôpital	2	3.57%
Taxi	1	1.79%
Sur internet	1	1.79%

par téléphone	1	1.79%
Centre national de sécurité à Gabès	1	1.79%
clinique privée	1	1.79%
La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux	1	1.79%
Famille/cartier	1	1.79%
Inconnus	1	1.79%
Société	1	1.79%
Local d'une radio associative	1	1.79%
Centre de détention de Bouchoucha	1	1.79%
Société des Ciments de Gabès	1	1.79%

Nature, répercussion de la discrimination

39 personnes, soit quasiment 70% des cas rapportent avoir vécu des violences verbales ; 38 des violences psychologiques ; 13 des violences physiques et 8 des violences économiques. Une autre personne rapporte ainsi une agression. 15 personnes ont subi un harcèlement, 6 ont vécu un harcèlement sexuel. 1 personne rapport avoir été violée et une autre forcée à exercer le travail du sexe.

5 personnes ont été menacées, dont une de outing. 3 personnes ont subi un chantage. 1 autre a vécu du cyber harcèlement et une autre a été persécutée. 2 ont vécu un harcèlement un travail et 2 se sont vues refuser un emploi.

Dans le cadre familial, 3 ont vu leur héritage dénié et une personne a été chassée du domicile.

Les discriminations basées sur le genre prennent généralement de multiples formes. Il est très rare qu'elles ne s'incarnent que sous une forme verbale : très souvent, les victimes subissent aussi des violences psychologiques, du harcèlement, du chantage et des violences sexuelles.

NB : Le nombre de types de discriminations est supérieur au nombre de cas en raison de l'intersection de certaines violences. Ceci explique le caractère cumulatif de la discrimination lorsqu'une victime présente plusieurs éléments d'identité

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbale	39	69.64%
Psychologique	38	67.86%
Harcèlement	15	26.79%
Physique	13	23.21%

Économique	8	14.29%
Harcèlement sexuel	6	10.71%
Menace	4	7.14%
Héritage dénié	3	5.36%
Chantage	3	5.36%
Harcèlement au travail	2	3.57%
Refus d'employer	2	3.57%
Chassé.e de la maison	1	1.79%
Cyberharcèlement/ violence	1	1.79%
Menace de outing	1	1.79%
Persécution	1	1.79%
Travail de sexe	1	1.79%
Agression	1	1.79%
Viol	1	1.79%

Antécédents et continuité de la discrimination

33,9% des répondantes , soit un tiers des personnes interrogées, ont indiqué avoir vécu des précédents de discriminations basées sur leur genre. Pour plus de la moitié des personnes interrogées (31 cas), ces discriminations sont continues dans le temps.

Témoins

37 répondantes (66,1%) affirment que des témoins étaient présent-es au moment où elles ont vécu une discrimination. Dans 25% des cas, elles considèrent que les témoins seraient prêts à témoigner.

Suivi des cas de discriminations

Après avoir vécu une discrimination, la majorité des concernées (32 personnes) se sont tournées vers des ONG. 14 se sont rendues auprès de l'O3DT et 2 auprès de l'ADD. 1 autre a rencontré O3DT, ASF et DAMJ.

2 sont allées voir un·e avocat·e. Certain·es sont allé·es voir les instances officielles : commissariat régional de la famille, de la femme, de l'enfance et des personnes âgées de Siliana, la déléguée des affaires des femmes ou encore le procureur de la République du tribunal de Première instance de Siliana.

Suivi sur le plan judiciaire :

7 victimes, soit une personne sur 8 ont porté plainte et 13 ont exprimé le souhait de le faire par la suite. Dans 5 cas, le cas a été présenté devant un tribunal. 7 personnes acceptent l'éventualité que O3DT entame une procédure judiciaire au nom des victimes. Une seule personne envisage de demander l'asile.

Services offerts :

Le principal service offert a été le service d'écoute pour 34 victimes. 22 ont aussi bénéficié d'un soutien psychologique ; 9 d'une consultation juridique et 6 d'une assistance judiciaire. 3 ont eu une assistance sociale et 2 une aide médicale. 5 personnes ont été orientées par l'ATP+, 3 pour une formation ; une a eu une prise de rendez-vous et une autre a obtenu une rencontre pour l'obtention d'une aide sociale.

Une autre personne a été orientée vers une association ; un homme trans est quotidiennement contacté pour suivre l'évolution de son état, car il est en opposition avec son père après s'être rasé les cheveux et avoir commencé une prise d'hormones. Une autre a bénéficié d'une demande d'aide au logement, d'aide alimentaire et d'assistance psychologique.

Médiatisation de l'affaire :

18 personnes, soit 32,1% des victimes, acceptent l'éventualité que leur affaire soit médiatisée sans que leur nom ne soit mentionné.

III. Analyse des données de discrimination basée sur la race/nationalité

49 cas de discrimination basée sur la race/nationalité ont été signalés au pôle de l'observatoire du droit à la différence entre octobre et décembre 2022.

Ici, la discrimination basée sur la race concerne les personnes noires tunisiennes et subsahariennes. La discrimination basée sur la race est une violence subie en raison de la couleur de peau des individus. La discrimination basée sur la nationalité se rapporte à une violence exprimée en raison du pays dont la victime est ressortissante.

Sur les 49 personnes interrogées, la moitié rapporte avoir été victimes de discrimination sur la base de leur race et de leur nationalité ; 17 pour leur race uniquement et 6 pour leur nationalité.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Race & nationalité	27	55.1%
Race	17	34.69%
Nationalité	6	12.24%

Le haut pourcentage de personnes discriminées sur la base de leur race et sur la base de leur race et nationalité témoigne de l'importance des discriminations en raison de la couleur de peau, indépendamment du pays d'origine.

Genre

Sur les 49 cas collectés, la répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Homme	28	57.14%
Femme	21	42.86%

Intersection des discriminations

8 personnes discriminées rapportent avoir vécu une discrimination en intersection avec la langue ; 5 avec la religion ; 3 avec l'identité de genre ; une avec l'ethnie et une avec l'orientation sexuelle.

Dans plusieurs cas, ce sont des personnes subsahariennes qui sont discriminées en raison de leur couleur de peau, la pratique d'une langue étrangère ou l'exotisation dont peuvent être victimes les femmes noires. Des hommes témoignent subir des violences économiques (refus de paiement ou de travail).

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Langue	8	16.33%
Religion	5	10.2%
Identité de genre	3	6.12%

Ethnie	1	2.04%
Orientation sexuelle	1	2.04%

Âge

La moyenne d'âge est de 31,5 ans. L'âge des victimes va de 20 à 50 ans. Aucun cas concernant un mineur n'a été rapporté.

Répartition par région

La répartition des régions dans lesquelles les signalements ont été faits est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Nord-Est	19	38.78%
Sud-Est	15	30.61%
Centre-Est	8	16.33%
Nord-Ouest	7	14.29%

La plupart des discriminations (19 cas) ont lieu dans le Nord-Est (Tunis, Ariana, Ben Arous) puis dans le Sud-Est (Gabès et Médenine) avec 30,6% des cas. 8 personnes ont été discriminées dans le Centre-Est

(Sfax, Mahdia, Sousse) et 7 dans le Nord-Ouest (Siliana, Le Kef, Jendouba, Bêjà).

Lieu/Auteur de la discrimination

11 des cas de discriminations ont été commis par des individus, généralement dans des lieux publics. Les victimes dénoncent des insultes, des commentaires racistes, voire des jets de pierre. La plupart des individus font référence à des clichés concernant les "Africains" et présumant forcément qu'une personne à la peau noire ne peut être tunisienne.

Les violences commises par le voisinage (5 cas) entravent le droit à bénéficier d'un logement : plusieurs victimes témoignent que leurs voisins ou propriétaires commettent des violences ou contactent même la police pour empêcher des personnes noires de vivre dans leur immeuble ou leurs quartiers.

13 personnes rapportent par ailleurs avoir subi des violences dans un lieu privé. 2 violences ont été commises par l'ex ou le partenaire actuel et 1 par la famille. Dans ce dernier cas, la victime avait rencontré un homme sur Facebook et la mère de ce dernier a fait preuve de violence verbale et psychologique en la rencontrant, arguant que les "Africains, c'était pour le travail, pas pour se marier avec son fils".

6 violences ont été commises par des agents de police et 1 dans un commissariat. Les personnes subsahariennes sont régulièrement discriminées par la police, notamment en ce qui concerne les cartes de séjour, qui sont parfois refusées sans raison. Une victime a ainsi été sommée de quitter le territoire tunisien sans en comprendre la raison et a dû signer un papier en arabe sans en comprendre le contenu.

En ce qui concerne les transports, 5 cas émanent de chauffeurs de taxi et 3 sont survenues dans les transports publics. Cela se traduit par un refus de la course et des violences verbales.

12 cas sont survenus dans le cadre du travail : 6 émanant de l'employeur ; 2 des collègues de travail et 1 ayant eu lieu au travail (public). Cela se traduit par du harcèlement, une discrimination à l'embauche ou encore une exploitation économique, avec un faible salaire.

5 violences ont été vécues dans une institution publique et 2 à l'hôpital, dont une par l'infirmière de l'hôpital universitaire Mohamed Ben Sassi de Gabès. Une autre discrimination est survenue au sein de l'unité locale de promotion sociale de Siliana.

3 ont eu lieu dans le cadre scolaire par des camarades de classes qui entravent l'intégration d'un ressortissant subsaharien, notamment à travers l'utilisation de la langue.

2 ont été commises dans des bars/café/restos et une autre discrimination a été commise par le gérant du restaurant 400 Food à Sfax.

Pour les autres cas, deux victimes rapportent avoir été discriminées respectivement par le propriétaire d'une maison et une agence immobilière ; une autre par le croissant rouge et une dernière par un agent de sécurité dans une banque.

La moitié des discriminations (24 cas) ont eu lieu dans un lieu public et 13 dans un lieu privé. 7 ont eu lieu dans des transports dont 5 dans un taxi et 2 dans un transport public (louage). 5 sont survenus dans un lieu scolaire/universitaire, 2 dans un hôpital et 3 dans un bar/café/resto. Les autres violences ont eu lieu avec le propriétaire et au sein du local du croissant rouge.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Individu(s)	11	22.45%
Agents de police	6	12.24%
Employeur.e	6	12.24%
Voisinage	5	10.2%
Taxi	5	10.2%
Institution publique	5	10.2%
En milieu scolaire/ université (camarades)	3	6.12%
Partenaire/ ex	2	4.08%
Collègues de travail	2	4.08%
Hôpital	2	4.08%
Transport public	2	4.08%
Poste de police	1	2.04%
Famille	1	2.04%

En milieu scolaire/ université (profs ou administration)	1	2.04%
Au travail (public)	1	2.04%
Le propriétaire de la maison	1	2.04%
Croissant rouge	1	2.04%
Une agence immobilière	1	2.04%
Gérant du restaurant 400 Food à Sfax	1	2.04%
L'unité locale de promotion sociale de Siliana	1	2.04%
Infirmière à l'hôpital universitaire Mohamed Ben Sassi de Gabès	1	2.04%
Agent de sécurité dans une banque	1	2.04%
Dans un lieu public	24	48.98%
Dans un lieu privé	13	26.53%
Dans un lieu scolaire/universitaire	5	10.2%
Bar/café/resto	3	6.12%
Hôpital	2	4.08%

Nature, répercussion de la discrimination

Parmi les personnes interrogées, 67,3% (33 cas) ont vécu des violences verbales, émanant d'agents de police, d'individus, d'employeurs, etc.

23 personnes, soit près de la moitié des victimes, ont vécu des violences psychologiques, 11 ont vécu des violences physiques et 6 ont par ailleurs été agressées. 4 ont été persécutées et 2 ont subi des menaces. Une autre a été maltraitée. Une personne a été harcelée sexuellement et une autre a été violée. Une personne a également vécu du cyberharcèlement.

8 personnes ont subi des violences économiques, 5 se sont vues refuser un emploi, 2 ont dû démissionner et 3 ont vécu du harcèlement au travail. Cela se traduit par des arnaques, des discriminations à l'embauche et des refus de versement de salaire.

Dans le cadre familial, 2 personnes ont été chassées de leur domicile et une a fui sa maison.

Une personne a été arrêtée et poursuivie en justice, de manière arbitraire. Le répondant explique avoir été arrêté en plein centre-ville sans en connaître les raisons.

Les autres victimes n'ont pas eu accès à leurs droits comme : l'obtention d'une carte de séjour, le service d'une agence immobilière, le droit à obtenir des informations de la part de l'agence de promotion sociale de Siliana, l'accès au soin et l'accès à une banque du centre-ville de Tunis.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbale	33	67.35%
Psychologique	23	46.94%
Physique	11	22.45%
Économique	7	14.29%
Agression	6	12.24%
Refus d'employer	5	10.2%
Harcèlement	4	8.16%
Persécution	4	8.16%
Harcèlement au travail	3	6.12%
Chassé.e de la maison	2	4.08%
Démission	2	4.08%
Menace	2	4.08%
Cyberharcèlement/ violence	1	2.04%

Poursuite judiciaire	1	2.04%
Fuite de la maison	1	2.04%
Viol	1	2.04%
Harcèlement sexuel	1	2.04%
Refus d'octroi de carte de séjour	1	2.04%
Arrestation	1	2.04%
Refus d'accès aux services d'une agence immobilière	1	2.04%
Refus de fournir des informations	1	2.04%
Refus de soigner	1	2.04%
Refus de laisser entrer	1	2.04%
Maltraitance	1	2.04%

Antécédents et continuité de la discrimination

Plus de la moitié des répondant-es (28 cas) rapportent que les discriminations subies ont été précédées par d'autres. 42,9% rapportent que ces discriminations ont été subies pour la première fois.

La moitié des répondant-es (25 cas) témoignent que ces discriminations sont continues. 22,7% (10 cas) affirment que les discriminations vécues ont cessé.

Témoins

75,5% des répondant-es (37 cas) rapportent que des témoins étaient présent-es lorsqu'ils et elles ont vécu une discrimination, confirmant l'importance fréquence des violences subies dans un cadre public.

24,5% des répondant-es (12 cas) rapportent qu'aucun témoin n'était présent-e.

63,3 des répondant-es (31 cas) indiquent que leurs témoins ne souhaitent pas témoigner. Seules 15 personnes rapportent que les témoins seraient disposés à témoigner.

Suivi des cas de discriminations

Les répondant-es ont rapporté leurs cas de discrimination aux entités suivantes : ONG, O3DT, poste de police, Ambassade de France en Tunisie, des médias.

Les victimes se tournent en grande majorité vers des ONG. Ainsi 48 personnes ont rapporté leur expérience à une ONG ou à l'O3DT.

Les victimes n'osent pas toujours se tourner vers la police. Une femme subsaharienne victime de harcèlement par un homme dans son quartier craint de porter plainte par peur d'être détenu par les policier-es alors même que tous ses papiers sont en règle

Suivi sur le plan judiciaire :

Seul 3 personnes (6,1% des cas) ont porté plainte, une seule a été présentée devant un tribunal et une personne a ensuite retiré sa plainte.

L'écrasante majorité n'a pas porté plainte et 79,6% des victimes n'envisagent pas de le faire. Seules 10 personnes compte initier des procédures par la suite.

De la même manière, 69,4% des victimes ne souhaitent pas que O3DT entame des procédures pour elles, même anonymement.

Personne n'envisage de demander l'asile.

Services offerts :

Les services offerts par les associations et institutions concernées ont été, pour la moitié des victimes (25 personnes) un service d'écoute. 6 ont bénéficié d'un suivi psychologique, 5 d'une assistance sociale, 3 de moyens de protection, 2 d'aide médicale.

En tout, trois personnes ont pu être aidées d'un point de vue judiciaire, 2 grâce à une consultation judiciaire et 1 avec une assistance judiciaire.

1 personne a bénéficié d'une intervention digitale, 1 d'un dépistage gratuit et une dernière d'une médiation. Il est à noter que 18 personnes n'ont bénéficié d'aucun service.

Médiatisation de l'affaire :

Une grande partie des personnes (22) ne souhaitent pas que leur affaire soit médiatisée. Il est à noter que seul 32 personnes ont répondu à cette question, sur 49 répondant·es.

IV. Analyse des données de discrimination basée sur le port d'un handicap

32 cas de discrimination basée sur le handicap ont été signalés aux Pôles de l'Observatoire du droit à la différence entre juin et septembre 2022.

19 cas concernent des discriminations basées sur un handicap moteur (59,4%), 4 concernent des discriminations basées sur un handicap mental (12,5%) et 10 cas concernent un autre type de handicap (31,2%).

Genre

Sur les 32 cas collectés, la répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Homme	19	59.38%
Femme	12	37.5%

Intersection des discriminations

L'intersection avec une discrimination basée l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles a été mentionné à plusieurs reprises : trois personnes vivant avec le VIH, une personne avec son identité de genre et une avec son orientation sexuelle. Une femme avec un handicap moteur dénonce avoir vécu une discrimination en intersection avec un autre handicap. 2 autres victimes dénoncent une discrimination en intersection respectivement avec le niveau social et avec la région d'origine.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
PVVIH	3	9.38%
Handicap	1	3.12%
Identité de genre	1	3.12%
Orientation sexuelle	1	3.12%
Niveau social	1	3.12%
région	1	3.12%

Âge

La moyenne d'âge est de 34 ans. L'âge des victimes va de 7 à 54 ans. Le cas d'une mineure a été rapporté : il concerne une enfant porteuse d'autisme dont la scolarisation a été refusée.

Répartition par région

La plupart des discriminations (8 cas) ont lieu dans le Nord-Est (Tunis, Manouba) puis dans le Nord-Ouest (Siliana, Le Kef) avec 7 cas. 6 personnes ont respectivement été discriminées dans le Centre-Est (Sfax) et le Centre-Ouest (Kasserine, Kairouan). Enfin 5 personnes ont vécu des discriminations dans le Sud-Est (Tataouine, Gabès et Médenine).

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Nord Est	8	25%
Nord Ouest	7	21.88%
Centre Est	6	18.75%
Centre Ouest	6	18.75%
Sud Est	5	15.62%

Lieu/Auteur de la discrimination

Les institutions publiques sont les premiers lieux et responsables de discriminations basées sur le port du handicap (6 cas). 3 autres personnes ont été discriminées dans d'autres instances officielles. A la douane de Kairouan, une femme a tenté d'importer une voiture adaptée à ses besoins et à son handicap et qui est exonérée de droits douaniers. La direction générale du service de douane lui a affirmé qu'une circulaire imposait que l'importateur soit un membre de la famille et l'a accusé de "profiter de son handicap pour profiter des lois". Les deux autres cas de discrimination ont respectivement été commis par la déléguée régionale de l'office national de la famille et de la population à la Manouba et le chef d'un bureau d'élection et l'ISIE de Kasserine.

Les autres victimes ont vécu des violences de la part de leur famille pour 4 répondant-es. Une victime a été discriminée par la famille de son fiancé.

3 personnes ont été discriminées dans un hôpital par le personnel soignant. Une personne témoin raconte que des infirmier-es ont refusé de désinfecter les blessures de son cousin, porteur d'un handicap mental, par peur qu'il ne les frappe. Une autre femme témoigne que les droits à la priorité de son père n'ont pas été respectés, malgré la détention d'une carte de handicap. Une troisième personne n'a pas été prise en charge après avoir découvert sa séropositivité. Une répondante porteuse d'un handicap moteur témoigne avoir été discriminée par une patiente dans un hôpital.

Dans le cadre du travail, 2 personnes ont été discriminées par l'employeur-e : un jeune homme s'est vu ainsi refuser un emploi, malgré sa capacité à travailler, en raison de son insuffisance rénale. Un-e autre répondant-e a été discriminé-e par le responsable RH d'une entreprise, une autre dans le cadre du travail (public) et une dernière par des collègues de travail.

Trois personnes ont été discriminées dans le milieu scolaire, ce qui a notamment refusé un refus de scolarisation.

Un homme porteur d'un handicap moteur témoigne que les agents de police n'ont pas renouvelé son passeport.

Enfin, une personne a été discriminée dans un transport et une autre par son voisinage.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Institution publique	6	18.75%
Individu(s)	4	12.5%
Famille	4	12.5%
Hôpital	3	9.38%
En milieu scolaire/ université (profs ou administration)	2	6.25%
Employeur.e	2	6.25%
Taxi	2	6.25%
Transport public	1	3.12%
Dans un lieu public	1	3.12%
Au travail (public)	1	3.12%
Collègues de travail	1	3.12%
Voisinage	1	3.12%
Agents de police	1	3.12%

Louage	1	3.12%
Famille du fiancé	1	3.12%
Direction régionale de la douane de Kasserine	1	3.12%
Employeur	1	3.12%
Chef d'un bureau d'élection	1	3.12%
ISIE Kasserine	1	3.12%
Responsable RH dans une entreprise	1	3.12%
Patiente dans un hôpital	1	3.12%
Déléguée régionale à Manouba de l'Office National de la Famille et de la Population	1	3.12%
Dans un lieu public	7	21.88%
Hôpital	5	15.62%
Dans un lieu scolaire/universitaire	3	9.38%
Dans un lieu privé	3	9.38%
Transport public	2	6.25%

Bar/café/resto	1	3.12%
Taxi	1	3.12%
Direction générale de la douane	1	3.12%
Dans une clinique	1	3.12%
Station de transport terrestre (louage) de Tataouine	1	3.12%
Dans une entreprise	1	3.12%
Dans une boutique	1	3.12%
Union Nationale de la femme à Tataouine	1	3.12%
Poste de police El Ksour	1	3.12%

Nature, répercussion de la discrimination

Parmi les personnes interrogées, 18 personnes rapportent avoir vécu des violences psychologiques, 17 des violences verbales ; 5 ont vécu des violences physiques et 4 des violences économiques.

4 ont subi une forme de harcèlement, 2 ont été victimes de chantage.

Dans le cadre du travail, une personne s'est vu refuser un emploi et une autre s'est fait harceler au travail.

Côté santé, une personne a subi une complication sanitaire et une autre n'a pas été prise en charge par une sage-femme.

D'autres victimes ont été privées de leurs droits, l'une s'est vue refuser un service administratif, l'une s'est vue refuser une course par un taxi et une troisième n'a pas pu participer au sein d'une organisation de la société civile. Une autre n'a pas pu obtenir son passeport. Enfin les droits électoraux de deux victimes ont été bafoués : le droit de vote n'a pas été respecté et le secret du vote n'a pas été respecté.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Psychologique	18	56.25%
Verbale	17	53.12%
Physique	5	15.62%
Économique	4	12.5%
Harcèlement	4	12.5%
Chantage	2	6.25%
Refus d'employer	1	3.12%

Harcèlement au travail	1	3.12%
complication sanitaire	1	3.12%
privation de la participation dans la société civile	1	3.12%
Refus de fournir un service administratif	1	3.12%
Privé de son droit au respect du secret du vote	1	3.12%
Privation de son droit de vote	1	3.12%
Refus d'une course	1	3.12%
Refus d'être prise en charge par la sage-femme	1	3.12%
Refus de traiter la demande d'obtention de passeport	1	3.12%

Antécédents et continuité de la discrimination

53,1% des répondant·es (17 cas) rapportent que les discriminations subies ont été précédées par d'autres. 46,9% (14 cas) rapportent que ces discriminations ont été subies pour la première fois.

56,2% des répondant·es (18 cas) témoignent que ces discriminations sont continues. 43,8% (14 cas) affirment que les discriminations vécues ont cessé.

Témoins

59,4% des répondant·es (19 cas) rapportent que des témoins étaient présent·es lorsqu'ils et elles ont vécu une discrimination.

40,6% des répondant·es (12 cas) rapportent qu'aucun témoin n'était présent·e.

Seul 7 répondant·es indiquent que leurs témoins seraient prêt·es à témoigner. 68,5% (7 personnes) indiquent que les témoins ne souhaitent pas témoigner.

Suivi des cas de discriminations

L'écrasante majorité des victimes ont rapporté leur expérience à une ONG ou à l'O3DT. Seule une personne s'est tournée par une instance officielle, en l'occurrence, le gouvernorat de Kairouan.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
ONG	20	87,5%
O3DT	3	9,4%
Le gouvernorat de Kairouan	1	3,1%

Suivi sur le plan judiciaire :

Seule 4 personnes (12,5%) parmi les répondant·es ont porté plainte. L'écrasante majorité - 87,5%, soit 28 cas - ne l'a pas fait.

Deux personnes ont même retiré leur plainte et seul un cas a été présenté devant un tribunal.

Seul 9,4% des répondant·es (3 cas) envisagent de porter plainte par la suite. 90,6% (29 cas) ne le souhaitent pas.

7 personnes accepteraient que O3DT entame une procédure judiciaire pour leur cas.

Une seule personne envisage de demander l'asile.

Services offerts :

D'après 22 répondant·es (68,7%), aucun service ne leur a été offert. 10 ont reçu un service d'écoute, 5 une assistance sociale, 2 un suivi psychologique. 4 personnes ont bénéficié d'une aide juridique : 3 ont une assistance judiciaire et une personne a bénéficié d'une consultation juridique. Enfin, une personne a obtenu un appui économique.

Médiatisation de l'affaire :

Un peu plus de la moitié des répondant·es (53,1%) accepterait que leur affaire soit médiatisée.

V. Analyse des données de discrimination basée l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles (OSIEGCS)

76 cas de discrimination basée contre des personnes LGBTQI+ ont été signalés aux Pôles de l'Observatoire du droit à la différence entre octobre et décembre 2022.

Les différentes discriminations se rapportent de la manière suivante : 57 personnes (soit 75%) ont été discriminées sur la base de leur identité de genre ; 31 en raison de leur orientation sexuelle (40.79%) et 1 en raison de leurs caractéristiques sexuelles (1.32%).

Comme mentionné précédemment dans l'introduction, certaines discriminations basées sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles constituent également des violences sur la base du genre et vice-versa.

Genre

Sur les 76 cas collectés, la répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Homme	18	23.68%
Trans F	18	23.68%
Queer	12	15.79%
Non-binaire	12	15.79%

Trans H	8	10.53%
Femme	6	7.89%
Intersex	1	1.32%
Autre	1	1.32%

Les hommes cis (entendus ici comme hommes cis-genres) et les femmes trans sont surreprésentés par rapport aux femmes cis (entendues ici comme femmes cis-genres) et aux hommes trans. Tous les hommes cisgenres interrogés s'identifient comme homosexuels.

Ceci peut être dû à la visibilité supérieure des hommes gays, aux actions mêmes de visibilité des discriminations homophobes et transphobes subies par les hommes gays et les femmes trans, ou encore aux stigmates visibles ou invisibles (marqueurs sociaux explicites ou implicites) supposés plus récurrents chez les hommes gays et les femmes trans.

Mais de nombreuses personnes queer (12 cas) et non-binaires (12 cas) sont également visées par des discriminations. Ces dernières sont généralement visées par des discriminations en raison de leur expression de genre qui constitue un objet de discrimination.

Les hommes trans victimes de discrimination sont au nombre de 8 et les femmes cis sont au nombre de 6. Enfin, une personne intersexe et une personne genderfluid ont également été victimes de discrimination.

Intersection des discriminations

11 personnes rapportent que la discrimination vécue a été en intersection avec l'orientation sexuelle (11 cas) et 5 avec l'identité de genre. 4 personnes ont subi une discrimination en intersection avec leur nationalité.

Deux autres personnes ont été discriminées respectivement en raison de leur séropositivité et en raison de leur ethnie.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Orientation sexuelle	11	14.47%
Identité de genre	5	6.58%
Nationalité	4	5.26%
PVVIH	1	1.32%
Ethnie	1	1.32%

Âge
La moyenne d'âge est de 23,9 ans. L'âge des victimes va de 9 à 48 ans. 4 cas de mineur·es sont mentionné·es. Un enfant transgenre subit par exemple du harcèlement de la part de ses camarades.

Répartition par région

La répartition des régions dans lesquelles les signalements ont été faits est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Nord Est	57	75%
Centre Est	8	10.53%
Nord Ouest	6	7.89%
Sud Est	5	6.58%

La plupart des discriminations (57 cas) ont lieu dans le Nord-Est (Tunis, Ariana, Ben Arous) puis dans le Centre-Est (Sfax, Mahdia, Sousse) avec 10.53% des cas. 6 personnes ont été discriminées dans le Nord-Ouest (Siliana, Le Kef, Jendouba, Bêjâ) et 5 dans le Sud-Est (Gabès et Médenine)

Lieu/Auteur de la discrimination

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Famille	16	21.05%
Individu(s)	15	19.74%

Agents de police	13	17.11%
Dans un lieu public	13	17.11%
En milieu scolaire/ université (camarades)	7	9.21%
Dans un lieu privé	3	3.95%
Employeur.e	3	3.95%
Institution publique	3	3.95%
Collègues de travail	3	3.95%
Au travail (public)	2	2.63%
En milieu scolaire/ université (profs ou administration)	2	2.63%
Chauffeur de taxi	2	2.63%
Transport public	2	2.63%
Sur internet	1	1.32%
Voisinage	1	1.32%
Propriétaire	1	1.32%

Videur de boîte de nuit	4	5.26%
Agent de sécurité dans un hôtel	3	3.95%
Gérant d'un café	2	2.63%
Agents hôteliers	2	2.63%
Agent administratif à la Wilaya - Sfax	1	1.32%
Membre du syndicat policier de Sfax	1	1.32%
Colocataires	1	1.32%
Responsables de la station métro de la place de la République	1	1.32%
Employé dans la Ste de transport de Gabes	1	1.32%
Agent de sécurité dans un centre commercial	1	1.32%
Personnes appartenant à la communauté LGBTQI+	1	1.32%
Dans un lieu public	25	32.89%
Dans un lieu privé	21	27.63%
Bar/café/resto	11	14.47%

Dans un lieu scolaire/universitaire	9	11.84%
Transport public	6	7.89
Sur internet	2	2.63
Taxi	2	2.63%
Hôtel Marco Polo Hammamet	3	3.95%
Dans un salon d'esthétique	2	2.63%
Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis	1	1.32%
Dans un centre commercial	1	1.32%
Garde nationale de Gabes	1	1.32%
Au travail	1	1.32%

La majorité des discriminations (25 cas) surviennent dans un lieu public, en grande partie dans des cafés ou des gares et des aéroports.

Une grande partie des violences est aussi commise par la famille (16 cas). Cela se traduit par de la violence verbale, physique et économique, comme c'est souvent le cas dans le cadre des violences au sein du domicile.

Les agents de police sont responsables de 13 cas de discrimination. Un membre du syndicat de policier de Sfax a également été dénoncé et un cas a été recensé dans un post de police.

7 cas de discriminations ont été recensés dans le cadre scolaire/universitaire.

15 cas de discriminations ont été commises par des individus. Un autre discrimination a été commise par le voisinage et une autre par un propriétaire. Il est à noter qu'un cas de discrimination commis par une personne de la communauté LGBTQI+ a été recensé.

11 sont survenus dans des bars/café/restos. 1 cas de violence a été commis par les employés de la station de métro «République» à Tunis et un autre cas par un employé dans la société de transport de Gabès et un taxi

Un agent hôtelier ainsi que 3 cas de fouille arbitraire commis par des agents de sécurité dans un hôtel ont également été recensés. Un autre agent de sécurité d'un commercial a commis des violences verbales et interdit l'entrée du centre commercial.

En ce qui concerne le cadre professionnel, 3 personnes ont subi des violences de la part de leur employeur ; 2 dans le cadre du travail (public) et 3 par les collègues de travail. 5 cas sont survenus dans un lieu privé.

3 personnes ont été discriminées dans une institution publique et une personne a vécu des violences verbales de la part d'un agent administratif à Wilaya.

Enfin, une personne a été discriminée sur internet.

Nature, répercussion de la discrimination

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbale	59	77.63%
Psychologique	42	55.26%
Harcèlement	33	43.42%
Physique	23	30.26%
Autre	9	11.84%
Outing	8	10.53%
Chassé.e de la maison	7	9.21%
Harcèlement sexuel	6	7.89%
Agression	6	7.89%
Travail de sexe	5	6.58%
Licenciement	4	5.26%

Menace	4	5.26%
Économique	4	5.26%
Menace de outing	3	3.95%
Cyberharcèlement/ violence	2	2.63%
Tentative de viol	2	2.63%
Viol	2	2.63%
Harcèlement au travail	1	1.32%
Chantage	1	1.32%

Parmi les personnes interrogées, 59 personnes rapportent avoir vécu des violences verbales, soit 77,63% des répondant-es. 42 ont subi des violences psychologiques et 23 ont vécu des violences physiques. 6 personnes ont par ailleurs été agressées. 5 victimes ont subi des violences économiques.

33 ont été harcelés, et 6 l'ont été sexuellement. 2 personnes ont subi un viol et 2 ont subi une tentative de viol.

4 personnes ont reçu des menaces dont 3 des menaces de outing. 8 personne a subi un outing.

Dans le cadre familial, 7 personnes ont été chassées de chez elles.

Dans le cadre professionnel, 4 personnes ont été licenciées et une a été harcelée au travail.

Enfin, trois personnes ont vécu des fouilles arbitraires dont une accompagnée de violence morale. Des victimes ont respectivement vécu du chantage ; du cyberharcèlement ; une thérapie de conversion ; une interdiction d'entrer dans un centre commercial ; n'a pas pu monter dans un métro et une autre n'a pas pu entrer dans un café.

La violence subie par une des victimes a entraîné des pensées suicidaires.

Antécédents et continuité de la discrimination

72,37% des répondant·es (55 cas) rapportent avoir déjà vécu ce type de discriminations auparavant. 58 personnes estiment que ces discriminations sont continues, soulignant le caractère systématique des violences qu'ils et elles subissent.

27,3% des répondant·es (21 cas) rapportent avoir vécu ces discriminations pour la première fois. 23,68% des personnes interrogées estiment que la discrimination n'est pas vécue de manière continue.

Témoins

71,05% des répondant·es (54 cas) rapportent que des témoins étaient présent·es lorsqu'ils et elles ont vécu une discrimination. 53,95%, soit 41 personnes, rapportent que ces témoins seraient prêts à témoigner.

22 répondant·es rapportent qu'aucun témoin n'était présent·e.

Suivi des cas de discriminations

L'écrasante majorité des répondant·es ont rapporté leurs cas de discrimination à des ONG et des associations comme ADD/O3DT, Damj et ASF. 4 ont donné leur témoignage à un·e avocat·e.

Suivi sur le plan judiciaire :

Seul 7 personnes (9,21%) parmi les répondant·es ont porté plainte. Deux personnes ont retiré leur plainte. L'écrasante majorité - 90.79%, soit 69 cas - n'a pas porté plainte.

7 cas ont été présentés à un tribunal, dont un au Tribunal de Première Instance de Tunis.

Seul 19.74% des répondant·es (15 cas) envisagent de porter plainte par la suite. La majorité, soit 80.26% des répondant·es (61 cas), ne l'envisage pas.

5 personnes envisagent de demander l'asile.

Seul 43.42% des personnes interrogées - soit une personne sur trois - accepterait que O3DT entame une procédure judiciaire en leur nom.

Services offerts :

51 personnes témoignent avoir reçu un service d'écoute, soit 67,11% des victimes. D'un point de vue juridique, 8 personnes ont bénéficié d'une assistance et 5 d'une consultation juridique. 6 ont pu obtenir un suivi psychologique, 2 une aide médicale et une personne a pu être aidée par une assistance sociale. Une personne a bénéficié de l'intervention digitale.

D'après 21 répondant·es, aucun service n'a été offert après qu'ils et elles aient subi une discrimination.

Médiatisation de l'affaire :

Un peu plus de la moitié des répondant·es (53.95%) accepterait que leur affaire soit médiatisée.

IV. Analyse des données de discrimination sur la base de la liberté de conscience, la liberté d'expression, l'état civil, les antécédents judiciaires et autres types de discrimination

39 cas de discrimination basée sur plusieurs discriminations ont été répertoriées. Les discriminations recensées se basent sur la liberté d'expression ; la liberté de conscience ; la liberté de manifestation ; les libertés individuelles ; le statut pénal ; l'état civil, le statut sérologique, etc.

Sur les 39 personnes interrogées, 11 dénoncent avoir une atteinte à leur liberté de conscience et 10 à la liberté d'expression.

5 ont été discriminées pour leurs libertés individuelles et 5 pour leur liberté de pensée. 3 ont été discriminées pour une raison liée à leur état de santé ; 2 sur la base de leur état civil et 2 en raison de leur religion.

Les autres victimes ont subi une violence qui portent atteinte à leur liberté de circuler ; ont été discriminée en raison de leur maladie ; leur classe sociale ; le port du voile ; leur illettrisme ou encore leur nom de famille.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Liberté de conscience	11	28.21%
Libertés d'expression	10	25.64%
Libertés individuelles	7	17.95%
Liberté de pensée	5	12.82%

Santé	3	7.69%
État civil	1	2.56%
religion	2	5.13%
Liberté de circulation	1	2.56%
Santé	1	2.56%
Classe sociale	1	2.56%
Port du voile	1	2.56%
Illettrisme	1	2.56%
Nom de famille	1	2.56%

Genre

Sur les 40 cas collectés, la répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé, est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Homme	19	48.72%
Femme	17	43.59%
Non binaire	1	2.56%
Trans F	1	2.56%

Les personnes cisgenres constituent ainsi la majorité des répondant-es.

Intersection des discriminations

Parmi les répondant-es, 6 personnes témoignent que la discrimination vécue était en intersection avec la religion ; 4 avec leur identité de genre ; 3 avec leur race ; 2 avec leur orientation sexuelle ; 1 avec son handicap ; 1 en raison d'une maladie dermatologique et 1 en intersection avec la liberté d'association.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Religion	6	15.38%
Race	3	7.69%
Identité de genre	3	7.69%

Orientation sexuelle	2	5.13%
Handicap	1	2.56%
liberté d'association	1	2.56%

Âge

La moyenne d'âge est de 30,4 ans. L'âge des victimes va de 10 à 52 ans. Un cas de mineur-es sont mentionnés.

Répartition par région

La répartition des régions dans lesquelles les signalements ont été faits est comme suit :

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Centre Est	11	28.21%
Nord Est	11	28.21%
Sud Est	8	20.51%
Nord Ouest	8	20.51%
Centre Ouest	1	2.56%

La plupart des discriminations - 11 cas - ont lieu dans le Nord-Est (Tunis, Ariana, Manouba, Nabeul, Ben Arous) et dans le Centre-Est - 11 cas - (Sfax, Mahdia, Monastir, Sousse). 9 personnes ont été discriminées dans le Sud-Est (Medenine, Gabès et Médenine), 8 personnes dans le Nord-Ouest (Siliana, Le Kef, Jendouba, Bêjâ) et 1 et dans le Centre-Ouest (Kairouan).

Lieu/Auteur de la discrimination

Une grande partie des discriminations (28,21% des cas) sont commises par des agents de police, notamment durant des manifestations. Deux autres cas de violence ont été recensés dans un poste de police.

7 discriminations ont été commises par une institution publique. Une autre discrimination a été commise par le gouverneur de Kairouan et une par le directeur d'une maison de culture.

14 ont eu lieu dans un lieu public. Un cas a été répertorié dans un bar/café/resto. Un autre cas dans un taxi. 7 cas de violence ont été commis par des individus. Un autre cas de violence commis par le voisinage a été recensé.

5 cas de violence ont été recensés au sein de la famille. Une personne a notamment vécu des violences et a reçu des menaces de sa famille pour s'être convertie. Il a dû quitter le foyer familial.

Dans le cadre scolaire, 5 personnes ont été discriminées : 3 par des camarades et 2 par les professeurs ou l'administration. Une jeune femme juive a été discriminée dans ses examens et ses cours en raison de son judaïsme dans son lycée à Monastir.

Dans le cadre du travail, une personne a été discriminée par son employeur et une autre par ses collègues de travail.

Deux victimes ont été discriminées au sein de l'hôpital.

Enfin, les autres personnes ont été discriminées respectivement sur internet ; par un agent de sécurité dans un hôtel ; et par deux amis.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Agents de police	11	28.21%
Institution publique	7	17.95%
Individu(s)	7	17.95%
En milieu scolaire/ université (camarades)	3	7.69%
Famille	3	7.69%
Poste de police	2	5.13%
En milieu scolaire/ université (profs ou administration)	2	5.13%

Hôpital	2	5.13%
Taxi	1	2.56%
Voisinage	1	2.56%
Sur internet	1	2.56%
Employeur.e	1	2.56%
Bar/café/resto	1	2.56%
Collègues de travail	1	2.56%
Un ami	2	5.13%
Lycée Hedi Khfacha Monastir	1	2.56%
L'oncle de la victime	1	2.56%
Les parents de la victime et son frère	1	2.56%
Le gouverneur de Kairouan	1	2.56%
Agent de sécurité dans un hôtel	1	2.56%
Dans un lieu public	14	35.9%

Dans un lieu privé	5	12.82%
Hôpital	3	7.69%
Bar/café/resto	2	5.13%
Transport public	1	2.56%
Sur internet	1	2.56%
Lycée Hedi Khfacha Monastir	1	2.56%
Dans une agence de voyage	1	2.56%
Dans une administration tunisienne	1	2.56%
Dans un hôtel à Nabeul	1	2.56%
Au travail	1	2.56%
Coordination du mouvement du 25 juillet	1	2.56%

Nature, répercussion de la discrimination

Parmi les personnes interrogées, la majorité des cas (70%) rapportent avoir vécu des violences verbales.

38.46% des répondant-es rapportent avoir vécu des violences psychologiques (15 cas). 6 personnes ont vécu des violences physiques et deux cas d'agression ont aussi été recensés. 1 personnes ont subi des

violences économiques et une a été déshéritée.

Le harcèlement compose 15% des violences constatées (6 cas). Une victimes a subi un harcèlement sexuel. Deux personnes ont par ailleurs été menacées.

Côté judiciaire, deux personnes ont été poursuivie en justice. Une personne a également été arrêtée arbitrairement.

En ce qui concerne le travail, une personne a subi des violences dans le cadre de son travail dans une agence de voyage en raison du port du voile.

Une victime a été expulsée de son foyer universitaire.

Une personne a subi un outing et une autre a été menacée de l'être. Une autre personne a été interdite de nager et expulsée d'un hôtel en raison du port du voile.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbale	27	69.23%
Psychologique	15	38.46%
Physique	6	15.38%

Harcèlement	5	12.82%
Menace	2	5.13%
Agression	2	5.13%
Chassé.e de la maison	2	5.13%
Économique	2	5.13%
Poursuite judiciaire	1	2.56%
Héritage dénié	1	2.56%
Harcèlement au travail	1	2.56%
Outing	1	2.56%
Menace de outing	1	2.56%
Refus d'employer moi-même (réseau personnel) et comme un documentaliste	1	2.56%
Poursuite judiciaire	1	2.56%
Refus de fournir un papier administratif	1	2.56%

Interdiction de nager et virée de l'hôtel à cause de son voile	1	2.56%
Arrestation arbitraire	1	2.56%
Viré du foyer universitaire	1	2.56%

Antécédents et continuité de la discrimination

35% des répondant-es (14 cas) rapportent avoir déjà vécu ce type de discriminations auparavant et 45% estiment que ces discriminations sont continues.

65% des répondant-es (26 cas) rapportent avoir vécu ces discriminations pour la première fois et 55% estiment que la discrimination n'est pas vécue de manière continue.

Témoins

62,5% des répondant-es (25 cas) rapportent que des témoins étaient présent-es lorsqu'ils et elles ont vécu une discrimination et 37,5% des répondant-es (15 cas) rapportent qu'aucun témoin n'était présent-e.

40% des répondant-es (16 cas) indiquent que leurs témoins seraient prêt-es à témoigner. 60% des répondant-es (24 cas) indiquent que les témoins ne souhaitent pas témoigner.

Suivi des cas de discriminations

90% des répondant-es ont rapporté leurs cas de discrimination aux ONGs et 3 personnes ont plutôt

contacté un avocat-e.

Suivi sur le plan judiciaire :

Seul 3 personnes (7,5%) parmi les répondant-es ont porté plainte. La majorité - 92,5%, soit 37 cas - ne l'a pas fait. Aucune personne n'ayant porté plainte ne l'a retirée et 3 cas ont été présentés devant un tribunal. 8 personnes, soit 20% des cas, accepterait que O3DT entame une procédure judiciaire pour les victimes. 12,5% des répondant-es (5 cas) envisagent de porter plainte par la suite. 87,5% des répondant-es (43 cas), ne l'envisage pas.

Seule une personne envisage de demander l'asile.

Services offerts :

19 répondant-es (47,5%) ont bénéficié d'un service d'écoute. 10 personnes ont pu bénéficier d'un suivi psychologique, 2 d'une assistance sociale et 1 d'une aide médicale. Une autre a été orientée vers l'ATFD. Côté juridique, 3 personnes ont obtenu une consultation juridique et 2 ont eu une aide judiciaire. 17 personnes n'ont cependant bénéficié d'aucun suivi.

Médiatisation de l'affaire :

Un peu plus de la moitié des répondant-es (55%) accepterait que leur affaire soit médiatisée.

VII. Analyse des données de discrimination haineuses sur les réseaux sociaux

10 cas de discriminations haineuses sur les réseaux sociaux ont été signalées aux pôles de l'Observatoire du droit à la Différence entre octobre et décembre 2022. Les discriminations recensées se basent sur la race, la nationalité, l'état civil, le genre, la liberté d'expression ou encore les libertés individuelles.

La discrimination et les discours haineux sur les réseaux sociaux se caractérisent par des publications, messages et commentaires haineux sur les réseaux sociaux se basent généralement sur le genre, la race, la nationalité et portent souvent atteinte aux libertés individuelles et à la liberté d'expression.

La haine sur les réseaux sociaux vise régulièrement des communautés, le facteur de l'âge et du lieu ne sont donc pas généralement pertinents.

Personnes/Victimes visées par le discours haineux

Dans les situations de discrimination sur les réseaux sociaux, il est intéressant de noter que les personnes visées par ce type de publications. Ici, on constate que 3 cas concernent les personnes noires et 3 concernent des femmes. 2 visent des hommes et une dernière vise toutes les catégories. La moitié des cas recensés concernent ainsi la race/nationalité et le genre.

Base des discriminations

Parmi ces 10 cas, 5 - soit la moitié des cas - concerne la race et 3 avec la nationalité. Les cas de discriminations recensées sont par exemple des insultes à l'encontre des joueurs noirs de l'équipe de France ou encore des messages haineux contre les Subsahariens résidant en Tunisie ainsi que les associations dont le travail est en lien avec la migration.

2 types de publication visaient des femmes et une publication portait atteinte aux droits des femmes.

Enfin, un cas de discrimination est basé sur le régionalisme.

Intersection des discriminations

Parmi les cas recensés, la moitié sont en intersection, respectivement avec le genre ; la liberté associative ; la race ; et la liberté d'expression.

Lieu/Auteur de la discrimination

Les discriminations sont principalement commises par des groupes d'internautes ou des individus. On peut aussi voir des publications à caractère haineux sur des pages de communauté ; partis politiques ; ou dans les messages privés.

Certaines personnes ayant une notoriété importante sur les réseaux (figure publique, page de partis) sont également responsables d'une partie des discriminations.

Certaines pages sont même créées pour véhiculer des messages de haine comme celles dont le but est de défendre un "nationalisme tunisien" qui serait soi-disant menacée par l'immigration subsaharienne.

Suivi des cas de discriminations

Dans ce cas de figure, peu de services sont offerts aux victimes. Si la publication discriminante concerne un groupe d'individus -qu'il n'est pas forcément nécessaire de contacter, comme les joueurs noirs de l'équipe de France- l'O3DT cherchera plutôt à attenter une action en justice ou signaler les publications, que chercher à offrir une assistance aux victimes.

Dans le cas où des individus sont spécifiquement visés, il faut pouvoir déjà entrer en contact avec la personne concernée, ce qui n'a été fait qu'à deux reprises. Aucun service n'a été fourni dans les deux cas.

Suivi sur le plan judiciaire :

Une plainte a été portée dans le cas de Sondes, qui a été menacée en ligne et physiquement après annoncé qu'elle comptait épouser deux hommes. Son cas illustre les risques des réseaux sociaux et leurs conséquences, au-delà de la violence causée par les messages postés en ligne.

Une plainte est envisagée pour 50% des cas répertoriés.

Bilan des analyses - O3DT

D'après le bilan dressé par ce rapport sur la base des 286 cas recensés, de nombreuses difficultés subsistent concernant les droits et les libertés individuelles sur le plan légal ainsi que sur le plan de l'application des lois. Il reprend les mêmes constats et critiques adressés par le précédent, en rappelant le statut légal très précaire des personnes victimes de discrimination.

Pour réellement appréhender ces discriminations et notamment celles qui concernent le droit de manifester, il est important de tenir compte du contexte politique et des nombreuses mesures répressives à l'encontre de la société civile ou des journalistes. Cela a un impact important sur le droit à manifester, la liberté d'expression et les droits et libertés individuelles. De plus, la société civile dénonce une invisibilisation de plus en plus marquée des minorités, ce qui empire leur précarité. Les actions et mesures politiques prises par Kaïs Saïed, comme le gel et la dissolution du Parlement, entravent par ailleurs les espaces de débats et la possibilité de la société civile de s'exprimer sur les questions de droits humains. Sans Parlement ni débat public, le combat pour les avancées législatives ou la mise en visibilité des discriminations sont entravées.

Sans être exhaustives, ces analyses permettent d'appréhender des tendances concernant les discriminations basées sur le genre ; l'ethnie/la région ; la race/la nationalité ; l'orientation sexuelle, l'identité de genre et les caractéristiques sexuelles (OSIGCS); le port d'un handicap, etc. Ce rapport inclut une nouvelle section autour de la discrimination/haine sur les réseaux sociaux. Selon le type de violences subies, les auteurs des discriminations, leur suivi judiciaire et les services fournis par les ONG, il est possible de dresser un bilan par catégories de personnes discriminées puis un bilan global.

Bilan par catégories :

Contrairement au précédent rapport, les femmes cisgenres ne sont pas les seules victimes mentionnées dans la section sur les violences de genre. Plusieurs hommes et femmes trans ont apporté leur témoignage, ainsi que des hommes cisgenres, des personnes queers et des personnes non-binaires.

Les violences rapportées par les victimes prennent généralement plusieurs formes : verbales, psychologiques, économiques, etc. Le harcèlement sexuel, voire le viol, est également mentionné à plusieurs reprises, principalement par les femmes. La majorité de ces violences - près de 40% - sont commises dans la sphère privée, par la famille. Plusieurs cas concernent les injustices envers les femmes autour de l'héritage. Ceux concernant le partenaire ou l'ex-partenaire impliquent généralement des menaces et violences.

Une personne sur huit a porté plainte suite à la violence subie. Ce chiffre bas est peu surprenant quand on sait que la police elle-même est responsable de plusieurs discriminations (violences, refus de plainte, etc.) rapportées à l'O3DT. Les victimes ont principalement bénéficié d'écoute et d'assistance psychologique. Une petite dizaine a été orientée vers le partenaire ASF pour obtenir une assistance et consultation juridique. 5 personnes ont aussi été orientées vers l'ATP+.

Les répondantes ayant subi des discriminations sur la base de leur genre sont toutes des femmes. Elles dénoncent principalement des violences psychologiques et économiques, émanant pour un tiers d'entre elles de la famille, puis des relations gravitant autour d'elles, comme l'employeur-e, le partenaire, ou les collègues de travail. Dans presque 3 cas sur 4, cette discrimination est vécue continuellement dans le temps, ce qui souligne son côté structurel.

Comme dans le précédent rapport, les répondant-es discriminées sur la base de leur région/ethnie, sont en majorité des hommes, ayant subi principalement du régionalisme. Les cas recensés sont surtout survenus dans le Sud-Est et les victimes rapportent ainsi avoir été moquées, insultées voire expulsées de leur domicile dans un cas en raison de leur accent ou région d'origine. À plusieurs reprises, ces violences ont été en intersection avec des discriminations basées sur la religion ou encore le genre. Dans ce dernier cas, une femme a par exemple été harcelée sexuellement par un chauffeur de taxi qui mentionnait notamment son accent.

Les transports constituent d'ailleurs un lieu privilégié pour ce type de discrimination. Une violence sur trois en moyenne a ainsi été recensée dans un taxi. Cinq cas de discriminations en milieu scolaire ont aussi été recensés. Les discriminations basées sur la région/ethnie surviennent aussi généralement dans les lieux publics et les lieux de socialisation et moins dans la sphère privée. Dans les $\frac{3}{4}$ cas, cela se traduit par de la violence verbale, qui peut aller jusqu'à de la violence psychologique, physique et économique.

Ces violences sont avant tout rapportées à des ONGs. Sur le plan judiciaire, seule une personne a porté plainte, ce qui témoigne du peu d'espoir dans la procédure judiciaire alors même que ce type de discrimination pourrait être condamnable. Les victimes privilégient des services d'écoute et sont plus enclins à médiatiser l'affaire qu'à engager une procédure judiciaire.

En ce qui concerne la race/nationalité, les personnes tunisiennes noires et subsahariennes constituent le plus grand nombre de cas signalés aux pôles de l'O3DT. Les chiffres montrent que de nombreuses personnes sont discriminées sur la base de leur couleur de peau, indépendamment du pays d'origine. La langue ou l'identité de genre sont des facteurs aggravants dans les discriminations. Les femmes dénoncent un harcèlement sexuel conséquent tandis que les hommes mentionnent plusieurs

violences économiques (refus de paiement ou de travail). De nombreux cas de discrimination surviennent dans des lieux publics, ce qui montre la prégnance des préjugés au sein de la société.

Le refus d'octroyer la carte de séjour sans raison valable est aussi une discrimination régulièrement subie par les Subsahariens vivant en Tunisie. Cette pression administrative constitue une véritable pression qui pourrait être considérée comme une violence psychologique et qui affecte la confiance de ces personnes envers les autorités. Par exemple, une femme ayant subi des violences n'a pas souhaité porter plainte par peur d'être expulsée alors même que ses papiers sont en règle. Cet exemple témoigne de la crainte suscitée par les autorités et des conséquences sur leurs droits. Ainsi, seules 3 personnes ont porté plainte et près de 80% des répondants n'envisagent pas de le faire. Les victimes de discriminations basées sur la race/nationalité sont les personnes qui souhaitent le moins voir leur affaire être médiatisée, même anonymement. Cela souligne d'autant plus les craintes autour de l'exposition de leur situation, tant du côté des autorités que des médias.

En ce qui concerne les personnes discriminées par le port d'un handicap, la majorité des cas concernent des individus porteurs d'un handicap moteur. Encore une fois, les institutions publiques et officielles sont majoritairement concernées par les discriminations, n'offrant pas l'accessibilité ou les droits qu'elles sont censées fournir à chaque citoyen-ne. Comme pour beaucoup d'autres personnes discriminées - notamment sur la base de leur genre, leur race/nationalité, ou encore leur identité ou orientation sexuelle -, les répondant-es affirment que ces discriminations sont continues et sont subies régulièrement, ce qui souligne le caractère systématique de ces violences.

Contrairement aux témoignages récoltés pour le dernier rapport, les répondant-es sont cette fois très peu à avoir porté plainte et une infime minorité envisage de porter plainte. Cela montre que malgré la présence

d'un arsenal juridique relativement favorable, les personnes porteuses de handicap n'envisagent pas qu'elles puissent obtenir justice.

Les cas de personnes discriminées sur la base de leur orientation sexuelle, identité et expression de genre ou caractéristiques sexuelles sont au nombre de 76, environ le triple qu'au cours de la précédente enquête. La répartition des répondant-es selon le genre, qui comptent une grande partie d'hommes et de personnes non-binaire et queers, témoigne de la forme des discriminations qui ont tendance à viser les hommes gays, souvent plus visibles, ou à viser particulièrement l'expression de genre dans le cas des personnes non binaires.

Mais les trans femmes sont aussi très fortement représentées dans cet échantillon : elles subissent en effet de nombreuses violences. Dans les cas concernés, ces femmes ont subi des violences verbales et psychologiques, du harcèlement, ou ont été chassées de leur domicile. 15 personnes sur 18 ont subi des violences sous de multiples formes. Par ailleurs, sur l'ensemble des 76 cas, les³ rapportent que les discriminations sont continues dans le temps, ce qui souligne le caractère systémique de ces violences et souligne la précarité de ces populations.

En ce qui concerne la prise en charge et le suivi judiciaire, l'écrasante majorité des personnes se tournent vers des ONG, ce qui est peu surprenant compte tenu de l'arsenal juridique condamnant l'homosexualité. 7 personnes ont tout de même porté plainte

40 autres personnes interrogées dénoncent une atteinte à leurs droits fondamentaux tels que la liberté de manifester ; la liberté d'expression, la liberté de la presse ; la liberté de conscience. Ces cas sont moins nombreux que dans le précédent rapport, probablement en raison du fait que moins de

manifestations ont été organisées. Or, c'est principalement durant ces événements que les victimes interrogées étaient empêchées d'exercer leur droit à manifester ou étaient réprimées par les forces de l'ordre. Cela ne signifie cependant pas que ces violences sont moins nombreuses : un faible nombre de manifestations peut aussi être l'incarnation d'un renforcement autoritaire et d'une autocensure.

Par ailleurs, il reste qu'une grande partie des violences recensées sont commises par des agent-es de police, notamment pendant les manifestations. Viennent ensuite les institutions publiques, responsables de 8 discriminations. Dans les cas où les violences ont lieu dans le cadre privé et familial, les discriminations se basent sur des questions morales et religieuses : c'est par exemple le cas d'une mère ostracisée par ses proches en raison de son célibat ou de cette victime discriminée en raison de sa religion (chrétienne). Une autre victime a été discriminée sur son lieu de travail en raison du port du voile.

Enfin, les 10 cas de discrimination sur les réseaux sociaux constituent une nouveauté dans ce rapport. Les publications concernées sont recensées dans le cadre de la veille menée par les documentalistes de l'O3DT et le discours de haine se base généralement sur l'identité de genre, la race ou les libertés individuelles. Ici, la moitié des cas visaient des communautés sur la base de leur couleur de peau. Deux visaient des femmes, à travers des propos misogynes.

Parmi les dix cas recensés, seule une plainte a été portée. Il sera intéressant de voir par la suite comment l'O3DT peut tenter des actions en justice face à ce type de contenu.

Bilan global :

Comme dans le précédent rapport, ces témoignages montrent que l'arsenal juridique est défaillant en Tunisie pour protéger les citoyen·nes. Les discriminations se basant sur le genre ou la race/nationalité constituent les principales discriminations recensées malgré l'existence de la loi 58 ou la loi relative à l'élimination des discriminations raciales. Le très faible nombre de plaintes intentées au sein de cet échantillon montrent que la confiance en la justice est encore faible. On peut même supposer qu'elle tend à empirer.

Ces cas montrent également les défaillances des institutions publiques, particulièrement mises en cause par les victimes de discriminations sur la base du handicap. Ces structures constituent les premiers auteurs de discrimination pour cette catégorie de la population alors même qu'elles sont censées répondre à leurs besoins. Cela est particulièrement visible au moment des élections, qui constituent un événement anticipable : plusieurs répondant·es témoignent avoir été empêché·es d'exercer leur droit de vote.

Dans le suivi des discriminations, les ONG sont la première structure d'écoute pour les personnes discriminées. L'O3DT mène une attention particulière à améliorer la prise en charge, notamment pendant l'entretien. Le consentement de la victime est systématiquement vérifié ; un module de bonnes pratiques a été mis en place et l'O3DT prend un rôle plus actif dans les actions à tenter par la suite. Pour les 286 cas concernés dans ce rapport, il a été systématiquement proposé de porter plainte ou de médiatiser l'affaire au nom de la victime, en respectant bien évidemment son anonymat. Ce type d'action peut être un moyen d'éviter un processus douloureux aux victimes déjà fragilisées par les discriminations subies et de trouver d'autres moyens de défendre leur cas, notamment en le diffusant au grand public. Par ailleurs, la prise en charge psychologique, sociale, médicale ou judiciaire des victimes est prise en charge par les

membres du réseau, tels qu'ASF, DAMJ ou ATP+. Il faut cependant noter que plusieurs personnes n'ont reçu aucune prise en charge : il serait intéressant de voir si cela est dû à une défaillance dans les services proposés ou si c'est en seulement en raison de la volonté de la victime.

RECOMMANDATIONS

Recommandations à l'intention des institutions tunisiennes :

Au vu du contexte politique chamboulé, du paysage institutionnel recomposé, ces recommandations sont surtout tributaires du bon vouloir de la Présidence de la République qui jouit d'un pouvoir hégémonique dans le cadre de la nouvelle constitution.

Veiller à ce que toutes les allégations de torture et de violence commises par les forces de sécurité lors de manifestations fassent l'objet d'une enquête impartiale, rapide, sérieuse et indépendante ;

L'application stricte des garanties fondamentales prévues par la loi n°5 de 2016 aux personnes arrêtées ;

Assurer la mise en œuvre de la loi n° 58-2017, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes ;

Assurer la mise en œuvre de la loi n° 2018-50 du 23 octobre 2018, relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ;

Adoption du projet de loi sur l'égalité successorale, présenté depuis 2018 ;

Mettre en place la Cour Constitutionnelle qui doit veiller à jouer son plein rôle dans la protection des droits et des libertés et créer une jurisprudence audacieuse et respectueuse

des droits humains ;

Le nouveau législateur doit veiller à sauvegarder les lois protectrices des droits et des libertés et à proposer et à adopter des textes garants de ces droits et de ces libertés, dans la continuité de l'esprit de la constitution de 2014 ;

Harmoniser les lois avec les instruments internationaux de droits humains ratifiés ;

Se référer aux recommandations de la Commission des Libertés individuelles et de l'égalité, ainsi qu'à celles contenues dans le rapport de l'Instance Vérité et Dignité, dans l'élaboration de lois relatives à la protection et à la promotion des libertés individuelles ;

Abroger l'article 230 et arrêter toute forme d'incrimination des personnes LGBTQI+ ;

Élaborer et adopter, en étroite collaboration entre les institutions publiques compétentes et la société civile, une politique pénale respectueuse de l'universalité des droits humains, établissant clairement la responsabilité et la redevabilité des différents maillons de la chaîne de direction et d'exécution de ladite politique ;

Adopter les mécanismes nécessaires à la mise en œuvre des lois de lutte contre les discriminations (telles que la loi n° 2018-50 du 23 octobre 2018 relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que la loi organique n° 2017-58 du 11 août 2017, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes) : décret de mise en application de la Commission nationale de lutte contre la discrimination raciale ; modules de

formation pour les unités spécialisées pour enquêter sur les infractions de violence à l'égard des femmes ainsi que pour les magistrat.e.s ;

Inclure, dans les programmes éducatifs et à tous les niveaux, des composantes sur la santé et les droits corporels, sexuels et reproductifs, les questions de genre et le droit à la diversité ;

Implanter des cellules de veille par l'État en partenariat avec la société civile sur l'exemple des pôles de documentation O3DT, pour signaler les discriminations et assurer le suivi nécessaire ;

Faire respecter le droit à la liberté de religion ou de croyance afin de mettre la pratique en conformité avec les dispositions constitutionnelles et avec l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment par la reconnaissance de communautés telles que les Baha'is, ainsi que le droit de ne pratiquer aucune religion ou de se convertir ;

Ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et garantir des conditions de vie dignes et décentes ;

Modifier la loi n° 2005-83, notamment en y intégrant la définition du handicap contenue dans la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées (CDPH).

Recommandations à l'intention de la société civile :

La société civile doit redoubler d'effort et de vigilance face à la nouvelle constitution de 2022 afin de faire face à des menaces de régressions lourdes de conséquences ;

Plaider à l'échelle régionale et internationale pour créer une force de pression sur la Tunisie, afin que l'État fasse face à ses engagements internationaux en matière de droits humains et les honore ;

Accompagner les nouvelles institutions dans leur prise de pouvoir/ fonction afin que celle-ci se fasse indépendamment du pouvoir exécutif et en respect total des droits et des libertés ;

Orienter les actions de sensibilisation et de renforcement de capacités vers la nouvelle classe politique pour contribuer à l'imprégner des valeurs des droits humains ;

Veiller à inclure les bénéficiaires des services des associations (assistance sociale, légale, psychologique, etc.) comme partenaire direct et effectif du développement des projets en leur faveur ainsi qu'à la mise en œuvre des diverses activités de la société civile ;

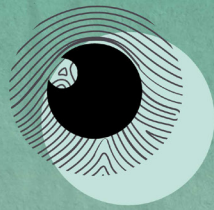
Au-delà du renforcement des capacités des différents acteurs de la société civile, intégrer l'autonomisation légale des bénéficiaires comme objectif primordial. La connaissance des lois de lutte contre la discrimination, garantissant des mécanismes de protection, peut rétablir la confiance des personnes discriminées dans le système judiciaire et renforcer la volonté du

recours à la justice ;

Saisir les mécanismes de droits humains internationaux, tel que l'examen périodique universel, afin d'examiner l'étendue du respect de l'État tunisien de ses engagements internationaux en matière de droits humains.



OBSERVATOIRE
pour la Défense du Droit
à la Différence en Tunisie



OBSERVATOIRE
pour la Défense du Droit
à la Différence en Tunisie

DATA ANALYSIS REPORT CASES OF DISCRIMINATION COLLECTED BY THE VARIOUS DIVISIONS OF THE OBSERVATORY FOR THE DEFENSE OF THE RIGHT TO DIFFERENCE

— October – December 2022 —



DATA ANALYSIS REPORT
CASES OF DISCRIMINATION COLLECTED BY THE VARIOUS DIVISIONS
OF THE OBSERVATORY FOR THE DEFENSE OF THE RIGHT TO DIFFERENCE

October – December 2022



OBSERVATOIRE
pour la Défense du Droit
à la Différence en Tunisie

This study was carried out as part of the project “The Observatory for the Defense of the Right to Difference (O3DT)”

Launched in 2018 by the Association for the Promotion of the Right to Difference (ADD), the Observatory for the Defense of the Right to Difference, is a space for coordination between discriminated groups, public stakeholders, and civil society, to rethink, and deal with, glaring injustices by implementing structural reforms. In this sense, the Observatory embraces a monitoring role, raising awareness among the authorities and the general public on the inequalities to which minorities are subjected. The creation of a network of influence to advocate for a bill in favor of the protection of minorities, and the capacity-building of the stakeholders for a better commitment to the project are also planned.

1. INTRODUCTION

2. BACKGROUND

- I. Data analysis of discrimination collected between**
- II. October 2022 and december 2022**
- III. Data analysis of discrimination based on region and/or ethnicity**
- IV. Data analysis of gender-based discrimination**
- V. Data analysis of discrimination based on race and/or nationality**
- VI. Data analysis of discrimination based on disability**
- VII. Data analysis of discrimination based on sexual orientation, gender identity and expression, sexual characteristics (sogiesc)**
- VIII. Data analysis of discrimination based on freedom of conscience, freedom of expression, civil status and judicial record**
- IX. Data analysis of discrimination/hate speech on social networks**

3. OUTCOME

4. RECOMMENDATIONS

1. INTRODUCTION

In May 2020, the first report analyzing data on cases of discrimination collected between January and December 2019 by the network of Anti-Discrimination Points (PAD) was published¹. In March 2021, the second report analyzing the data on cases of discrimination collected between January and December 2020 by the PAD network was published, knowing that, in July 2020, PAD joined forces with the network of the Observatory for the Defense of the Right to Difference (O3DT) within the framework of the All4All project². In July 2021, the third report analyzing the data on cases of discrimination collected between July 2020 and June 2021 by the various O3DT divisions was published³. In September 2022, the fourth report analyzing data on cases of discrimination collected between July 2021 and June 2022 by the various O3DT divisions was published. In October 2022, the fifth report analyzing the data on discrimination cases collected between July 2022 and September 2022 by the O3DT divisions was published⁴.

¹ Data analysis report on cases of discrimination collected by the Anti Discrimination Points, Dr Mohamed Amine Jelassi, May 2020. See: <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2020/05/MRG-.pdf>

² Data analysis report on cases of discrimination collected by PADs and the O3DT, Insaf Bouhafs, March 2021. See: <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2021/03/REPORT-MRG-Final-5.0.pdf>

³ Consult here: <https://o3dt.org/wp-content/uploads/2022/01/rapport-a4-.pdf>

⁴ Consult here: <https://o3dt.org/rapport-danalyse-de-donnees/>

This report is the sixth of its kind, covering the period from October to December 2022

.The observatory encompasses **96** NGOs covering the entire Tunisian territory and divided into **6** divisions following territorial division:

- **Northeast division: Bizerte-Tunis-Ariana-Mannouba-Ben Arous-Zaghouan-Nabeul**
- **Northwest division: Béja-Jendouba-Kef-Siliana**
- **East-central division: Sousse-Monastir-Mahdia-Sfax**
- **Mid-west division: Kairouan-Kasserine-Sidi Bouzid**
- **Southeast division: Gabès-Médenine-Tataouine**
- **Southwest division: Gafsa-Tozeur-Kébili**

1. CONTEXT

Between October and December 2022, 12 documentalists belonging to the constituent associations of the O3DT network documented 286 cases of discrimination, affecting 8 target groups: people discriminated against on the basis of their skin color and/or nationality (49 cases), on the basis of their SOGIESC (76 cases), on the basis of their gender (56 cases), on the basis of their ethnicity and/or region (23 cases), on the basis of carrying a disability (32 cases), hate/discriminatory publications on social networks (10 cases), and other types of situations (40 cases) including freedom of expression, freedom of conscience, civil status, personal freedoms, etc.

It should be noted that some forms of discrimination may be difficult to classify according to this categorization. For example, there is confusion between gender-based discrimination and SOGIESC based discrimination. Discrimination based on non-normative gender is sometimes placed in the SOGIESC section and sometimes in the gender section.

This confusion is part of a larger debate and involves theoretical questions because the SOGI classification involves transgender people, i.e., people discriminated against on the basis of non-normative gender. However, the gender section presented here has been defined specifically for individuals with a normative gender. It would be interesting to discuss this issue and incorporate a feminist perspective.

This report includes a new feature, discrimination/hate speech on social networks, which is becoming increasingly widespread and denounced. These hateful publications, messages, and comments on social networks are generally based on gender, race, and nationality and often infringe on individual freedoms and the freedom of expression. The documentalists' approach thus takes a different form, as it involves an initiative to reach the person concerned. In addition, these publications regularly target communities of people (on the basis of their gender, nationality, or skin color). Complaints or reports must therefore be filed on the part of the association.

New elements have also been added to the questions asked during the interview to the respondents. For example, they were asked whether they wanted the case to be published in the media or whether O3DT should pursue the case in court on behalf of the (anonymous) victim. As far as potential support is concerned, O3DT makes arrangements with the network's associations. For example, in order to provide legal support, respondents are referred to ASF. They are also oriented towards other associations in the network (ATFD, DAMJ, ATP+, etc.) for any type of support such as social, psychological or medical assistance, etc.

The O3DT is also very vigilant about the way in which documentalists report and collect evidence. It is essential that documentalists are aware of what constitutes discrimination and how it can be experienced by those who are discriminated against, especially when the documentalists are not themselves affected by said discrimination. They also need to understand the implications of human rights violations, be it civil and political, or economic, social and cultural. The intersection of discrimination is also a key concept.

Documentalists are faced with two scenarios: the most common is taking on cases of victims who come

forward on their own to tell their stories. In other cases, contact is made by the documentalists as part of their monitoring work.

It is important to be prepared for the different phases of the interview: before, during and after. The documentalists must take into account the discrimination experienced by the victim. Before the interview, it is necessary to prepare the choice of the location and time of the meeting, and whether it should take place physically. For example, it is important to take into account the accessibility conditions for a person in a wheelchair. The documentalists must also take into account the setting and respect the confidentiality required for this type of testimony. It is also important to anticipate the possible need for interpreting, whether in a foreign language or in sign language. Finally, if the person is a minor, the interview should be conducted with their guardian (unless this poses a danger to the victim).

The interviews last 20 minutes on average. The documentalists should introduce themselves and put the respondent at ease, especially if the respondent has not contacted the association on their own. The documentalist must find a balance between respecting the sequence of questions, noting the answers and maintaining an open attitude while listening to a story.

The elements documented regarding each group are as follows:

- **Gender**
- **Reported discrimination**
- **Intersection of reported discrimination with other types of discrimination**
- **Region**
- **Age**
- **Perpetrator/ location of discrimination**
- **Nature/impact of the discrimination**
- **Precedents similar to the reported discrimination**
- **Continuity of the reported discrimination**
- **Existence of witnesses**
- **Entities to which the discrimination was reported**
- **Complaint/legal proceedings initiated**
- **Services offered to the victim of discrimination**
- **Willingness that the O3DT take the case to court on behalf of the victim**
- **Willingness to make the case public**
- **Month in which the discrimination was reported**

Documentalists should pay particular attention to the victim's desires. In cases where the victim might be pressured or abused for contacting an NGO, a trusted contact person must be selected to avoid further exposing the victim.

After the interview, the documentalist must encode the information collected, starting with the reference elements (which facilitate the follow-up of cases between the different organizations in the network) before entering the different information according to the classification of the O3DT.

I. DATA ANALYSIS OF DISCRIMINATION BASED ON REGION AND/OR ETHNICITY

23 cases of discrimination based on ethnicity and/or region were reported to the Observatory for the Defense of the Right to Difference between October and December 2022. 15 involve regional discrimination, 6 involve ethnic discrimination, and 2 involve both ethnic and regional discrimination.

The ethnic discriminations reported refer to discriminations committed on the ground of a person's belonging to a community. For example, several Amazigh respondents testify that they have been discriminated against when they speak their language or consider marrying someone from another community.

Regional discrimination refers to discrimination against people from a specific region by people (normal or legal) from different regions. In the cases presented here, this involves, for example, a young man who is mocked by his classmates because of his accent or a young woman who is sexually harassed by a cab driver who mentions her accent. In the latter case, the discrimination experienced on the basis of the region intersects with harassment on the basis of gender.

Gender

Of the 23 cases collected, the distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:

Value	Frequency	Percentage
Man	13	56.52%
Woman	9	39.13%
Unknown	1	4.35%

Intersection of discriminations

A victim suffered verbal and psychological violence from their neighbors in Djerba because of their belonging to the Amazigh community of Matmata. This discrimination, based on ethnicity, intersects with language (Amazigh) and religion, because the reason given for expelling them was their consumption of alcohol.

Another person experienced discrimination based on ethnicity, intersecting with religion, and 4 others on the basis of their ethnicity/region intersecting with language.

In addition to discrimination based on regionalism, one victim experienced discrimination intersecting with language and their gender expression. Another person experienced violence based on their gender identity.

Another person experienced verbal abuse from a cab driver based on regionalist discrimination intersecting with their nationality.

Finally, a person from Agareb reports verbal and economic violence in their region, intersecting with the violation of their right to a clean and healthy environment.

Value	Frequency	Percentage
Ethnicity	6	26.09%
Language	4	17.39%
Other	3	13.04%
Religion	2	8.7%
Nationality	1	4.35%
Gender identity	1	4.35%
Gender expression	1	4.35%
Regionalism	1	4.3%5
Infringement of the right to a healthy environment	1	4.35%

Age

The average age is 26 years. The age of the victims ranges from 15 to 45 years. Only one case involving a 15-year-old minor has been reported.

Regional distribution

11 cases, nearly half of the witnesses, experienced discrimination in the South East (Medenine and Gabes) 5 in the Center East (Sfax, Mahdia and Monastir), 4 in the North East (Tunis and Manouba), 2 in the Center West (Kasserine) and 1 in the North West (Silana).

Value	Frequency	Percentage
South East	11	47.83%
Center East	5	21.74%
North East	4	17.39%
Center West	2	8.7%
North West	1	4.35%

Perpetrator/ location of discrimination

9 cases, i.e., almost 40% of the victims, were discriminated against in a taxi. 5 were discriminated against in a school or university, 2 were discriminated against at work, 2 were discriminated against in a bar/café/restaurant and 2 were discriminated against in a private place. Thus, we note an over-representation of public places.

Among the discriminations recorded, 8, or one out of three, were committed by a taxi driver. It should be noted that another discrimination was committed by a public transport driver: 9 discriminations were

thus committed in means of transport. In all these cases, this resulted in verbal violence, or even physical and psychological violence and sexual harassment in one case.

Three cases involve teachers/administration and two involve classmates, bringing the number of cases of discrimination in a school setting to a total of five. One student was harassed by his classmates because of his accent.

2 involve the employer, 1 involves a co-worker, 2 occurred in the workplace, bringing the number of workplace assaults to 4. In the case of violence committed by the employer, two people were dismissed because of their ethnicity and another experienced repeated sexual harassment.

Four cases of discrimination were committed by individuals, which mainly took the form of verbal abuse.

The other cases, each reported by a different victim, concern the family or the partner's family, the landlord or a public institution, in this case a hospital. In the latter case, the victim was denied a healthcare card.

Value	Frequency	Percentage
Taxi driver	8	34.78%
Individual(s)	4	17.39%
Teachers or administration	3	13.04%

Friends at school/secondary school/university	2	8.7%
In the workplace	2	8.7%
Employer	2	8.7%
Family	1	4.35%
Driver of public transportation	1	4.35%
Homeowner	1	4.35%
Other	1	4.35%
Public institution	1	4.35%
Colleagues at work	1	4.35%
Partner's family	1	4.35%
Taxi	9	39.13%
In a school/university environment	5	21.74%
In a private place	2	8.7%
Bar/cafe/restaurant	2	8.7%

Public transportation	1	4.35%
In a public place	1	4.35%
Hospital	1	4.35%
In the workplace	2	8.7%
Museum	1	4.35%
In a pharmacy	1	4.35%
During an event in a hotel	1	4.35%
Higher Institute of Arts and Crafts of Gabes	1	4.35%

Nature/ impact of the discrimination

Of those interviewed, nearly three-quarters (18 out of 23 cases) reported having suffered verbal abuse. Eight experienced psychological violence, four experienced physical violence and three experienced economic violence.

Harassment was reported in two cases, both of which involved sexual harassment. Two victims were driven away from their homes; one person was assaulted and two were fired.

Finally, one person was denied marriage to his partner; another was not able to obtain their diploma and a third did not receive a healthcare card.

Value	Frequency	Percentage
Verbal	18	78.26%
Psychological	8	34.78%
Physical	4	17.39%
Economic	3	13.04%
Other	3	13.04%
Dismissal	2	8.7%
Sexual harassment	2	8.7%
Fleeing from home	1	4.35%
Driven away from home	1	4.35%
Assault	1	4.35%
Harassment	1	4.35%
Denial of marriage to partner	1	4.35%
Refusal to issue diploma	1	4.35%
Refusal to provide a healthcare card	1	4.35%

History and continuity of the discrimination

Slightly more than half of the respondents (13) said that the discrimination they experienced had no precedent.

15 people consider that they do not experience ongoing discrimination; 7 consider that the discrimination they experience is ongoing and one person chose not to answer.

Witnesses

13 respondents (56.2%) say that witnesses were present when they experienced discrimination.

12 report that witnesses would be willing to testify.

Follow-up of discrimination cases

Respondents reported their cases of discrimination to the following entities: 17 to an NGO; 3 to another entity (ADD, ATFD and O3DT) 1 to a police station and 4 did not contact anyone. Thus, people almost always report their situation to an NGO, even when they also contact a police station.

N.B.: 25 cases are listed here, because some people reported their cases of discrimination to several entities.

- Judicial follow-up:

Only one victim has filed a complaint and only one other has expressed a desire to do so afterwards. However, 3 victims accept the possibility that the O3DT starts legal procedures on their behalf.

Only one person is considering seeking asylum.

Services offered:

The services offered by the associations and institutions concerned are, for 9 cases, a counselling service. The other 14 did not receive any services.

Media coverage of the case:

17 people accept the possibility that their case be covered by the media without their name being mentioned.

II. DATA ANALYSIS OF GENDER-BASED DISCRIMINATION

56 cases of discrimination on the basis of gender identity were reported to the divisions of the Observatory of the Right to Difference between October and December 2022. As mentioned in the introduction, some gender-based forms of discrimination also constitute violence on the basis of sexual orientation, gender identity and expression, sexual characteristics and vice versa.

Gender

Of the 56 cases collected, the distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:

More than half of the respondents (31) are women; 8 are trans women; 6 are trans men; 4 are queer; 4 are men, all of whom identify as homosexual, and one is a non-binary person.

Value	Frequency	Percentage
Woman	31	55.36%
Trans F	10	17.86%
Trans M	6	10.71%
Queer	4	7.14%
Man	4	7.14%
Non-binary	1	1.79%

Age

The average age is 29.2 years. The age of the victims ranged from 16 to 56 years. 4 cases involving minors were reported.

Intersection of discriminations

Of these 56 cases, 18 report that gender discrimination was accompanied by discrimination based on sexual orientation (32.14%), nationality (2), religion (2) and even race (2). 6 other people reported an intersection respectively with: disability, civil status, regional origin, being a former convict and health condition.

In the case of gender-based discrimination, it is very rare that the violence takes only one form. Verbal abuse is almost always accompanied by psychological and physical abuse, harassment - usually sexual - and even rape.

Value	Frequency	Percentage
Sexual orientation	18	32.14%
Nationality	2	3.57%
Religion	2	3.57%
Race	2	3.57%

Disability	1	1.79%
Gender	2	3.57%
Civil status	1	1.79%
Regional Origin	1	1.79%
Former convict	1	1.79%
Health	1	1.79%

Regional distribution

The distribution of the regions in which the reports were made is as follows:

Value	Frequency	Percentage
South East	18	32.14%
North East	16	28.57%
North West	10	17.86%
Center East	7	12.5%
Center West	5	8.93%

More than half of the cases took place in the Southeast (Gabes and Medenine) and in the Northeast (Tunis, Ariana, Ben Arous). 10 people were discriminated against in the Northwest (Siliana, Le Kef, Jendouba, Bêjâ), 7 in the Center-East (Sfax, Mahdia, Sousse) and 5 in the Center-West (Kasserine, Sidi Bouzid).

Perpetrator/ location of discrimination

The majority of the cases of discrimination are committed by the family, which accounts for a quarter of the mentioned cases (14 cases). In several cases, it concerns inequality in inheritance.

7 cases, i.e., 12.5% of the discriminations concern the current or ex-partner who committed acts of harassment, verbal and psychological violence.

8 people suffered violence from individuals and 8 others denounced violence from society. This concerns, for example, a person who has become withdrawn from themselves and the rest of the world since being discriminated against; or a person who was the victim of defamation and violence following the publication of a video.

In the workplace, 6 people have been victims of violence from their employer. One woman denounced the salary inequality between her and her male colleagues, who are paid 25% more than her. The others denounced a refusal of employment because of gender as well as sexual harassment. 2 others suffered violence within the framework of public employment and another within the company Ciments de Gabès.

5 people reported violence committed by police officers. In 3 cases, the police officers refused to do their job and to take the complaint of the victim who had been threatened earlier by individuals. Subsequent-

ly, the police officers themselves were verbally abusive and even threatened the already vulnerable victims.

2 people were discriminated against in restaurants and suffered verbal abuse as well as harassment and emotional abuse. 2 people also suffered cyber harassment.

2 people were discriminated against in a taxi and one person testifies that he was discriminated against by a «louag» driver, bringing the number of people discriminated against in means of transport to 3.

2 people were discriminated against in the school environment, one by a teacher, the other by a teacher at the Higher Institute of Arts and Crafts in Gabes.

The other people discriminated against were respectively victims of violence by a public institution and a nurse.

Value	Frequency	Percentage
Family	14	25%
Individual(s)	8	14.29%
Partner/ ex-partner	7	12.5%
Employer	6	10.71%

Police officers	5	8.93%
Bar/cafe/restaurant	2	3.57%
On the internet	2	3.57%
In the workplace (public)	2	3.57%
Taxi	2	3.57%
In the workplace	2	3.57%
Public institution	1	1.79%
Company	8	14.29%
Louage driver	1	1.79%
Teacher at the Higher Institute of Arts and Crafts of Gabes	1	1.79%
Nurse	1	1.79%
Manager at the company Ciments de Gabès	1	1.79%
Teacher	1	1.79%

In a private place	16	28.57%
In a public place	16	28.57%
In a school/university environment	8	14.29%
Bar/cafe/restaurant	4	7.14%
Public transportation	4	7.14%
Hospital	2	3.57%
Taxi	1	1.79%
On the internet	1	1.79%
On the phone	1	1.79%
National Security Center in Gabes	1	1.79%
Private clinic	1	1.79%
The National Company of Exploitation and Distribution of Water	1	1.79%
Sex Work	1	1.79%
Family / Neighborhood	1	1.79%

Unknown individuals	1	1.79%
Company	1	1.79%
Premises of an association radio	1	1.79%
At home	1	1.79%
Detention Center of Bouchoucha	1	1.79%
Company of Ciments de Gabès	1	1.79%

Nature/ impact of the discrimination

39 people, or nearly 70% of the cases, report having suffered from verbal violence, 38 from psychological violence, 13 from physical violence and 8 from economic violence. Another person reported an assault. 15 persons suffered harassment, 6 experienced sexual harassment. 1 person reported having been raped and another was forced to engage in sex work.

5 people have been threatened, one of them with outing. 3 people have been blackmailed. 1 other experienced cyber harassment and another was persecuted. 2 experienced harassment at work and 2 were denied employment.

Within the family, three were deprived of their inheritance and one was driven out of the home.

Gender-based discrimination usually takes many forms. It is very rare that it only takes a verbal form:

very often, the victims also suffer psychological violence, harassment, blackmail and sexual violence.

NB: The number of types of discrimination is higher than the number of cases because of the intersection of certain types of violence. This explains the cumulative nature of discrimination when a victim displays several elements of identity.

Value	Frequency	Percentage
Verbal	39	69.64%
Psychological	38	67.86%
Harassment	15	26.79%
Physical	13	23.21%
Economic	8	14.29%
Sexual harassment	6	10.71%
Threats	4	7.14%
Deprivation of inheritance	3	5.36%
Blackmail	3	5.36%

Harassment at work	2	3.57%
Denial of employment	2	3.57%
Driven out of the house	1	1.79%
Cyber harassment/ violence	1	1.79%
Outing threat	1	1.79%
Persecution	1	1.79%
Sex work	1	1.79%
Assault	1	1.79%
Rape	1	1.79%

History and continuity of the discrimination

33.9% of the respondents, i.e., one third of the people interviewed, indicated that they had previously experienced discrimination based on their gender. For more than half of the respondents (31 cases), this discrimination has been ongoing over time.

Witnesses

37 respondents (66.1%) said that witnesses were present when they experienced discrimination. In 25% of the cases, they believe that witnesses would be willing to testify.

Follow-up of discrimination cases

After suffering discrimination, the majority of the people concerned (32 people) turned to NGOs. 14 went to the O3DT and 2 to the ADD. Another met with the O3DT, ASF and DAMJ.

2 went to see a lawyer. Some turned to official bodies: the Regional Commission for the Family, Women, Children and the Elderly of Siliana, the delegate for women's affairs and the public prosecutor of the Court of First Instance of Siliana.

Judicial follow-up:

7 victims, or one in eight, filed a complaint and 13 expressed a desire to do so in the future. In 5 cases, the case was brought before a court. 7 people accept the possibility that the O3DT start a legal procedure on behalf of the victims. Only one person is considering applying for asylum.

Services offered:

The main service offered was counselling for 34 victims. 22 also benefited from psychological support; 9 from legal consultation and 6 from legal assistance. 3 received social assistance and 2 received medical assistance. 5 people were oriented by the ATP+, 3 for training; one had an appointment and another one was granted a meeting for social assistance.

Another person was referred to an association; a trans man is contacted daily to follow the evolution of his condition, as he is in conflict with his father after having shaved his hair and having started taking hormones. Another was referred for housing assistance, food aid and psychological support.

Media coverage of the case:

18 people, or 32.1% of victims, accept the possibility that their case be covered by the media without their name being mentioned.

III. DATA ANALYSIS OF DISCRIMINATION BASED ON RACE AND/OR NATIONALITY

49 cases of discrimination based on race/nationality were reported to the observatory hub between October and December 2022.

Here, discrimination based on race affects black Tunisian and sub-Saharan people. Race-based discrimination consists in assault on the basis of an individual's skin color. Discrimination based on nationality refers to violence committed on the basis of the victim's country of origin.

Of the 49 respondents, half reported being discriminated against on the basis of race and nationality, 17 on the basis of race alone and 6 on the basis of nationality.

Value	Frequency	Percentage
Race and nationality	27	55.1%
Race	17	34.69%
Nationality	6	12.24%

The high percentage of people discriminated against on the basis of their race and on the basis of their race and nationality testifies to the prevalence of discrimination on the basis of skin color, regardless of the country of origin.

Gender

The distribution of the 49 cases collected according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:

Value	Frequency	Percentage
Man	28	57.14%
Woman	21	42.86%

Intersection of discriminations

8 people discriminated against report having experienced discrimination in intersection with language, 5 with religion, 3 with gender identity, one with ethnicity and one with sexual orientation.

In several cases, it is sub-Saharan people who are discriminated against because of their skin color, speaking a foreign language or the exoticization of black women. Men testify that they are subjected to economic violence (refusal of payment or denial of work).

Value	Frequency	Percentage
Language	8	16.33%
Religion	5	10.2%
Gender identity	3	6.12%
Ethnicity	1	02.04%
Sexual orientation	1	02.04%

Age

The average age is 31.5 years. The age of the victims ranges from 20 to 50 years. No cases involving a minor were reported.

Regional distribution

Value	Frequency	Percentage
North East	19	38.78%
South East	15	30.61%
Center East	8	16.33%
North West	7	14.29%

Most of the discriminations (19 cases) took place in the North-East (Tunis, Ariana, Ben Arous), then in the South-East (Gabès and Médenine) with 30.6% of the cases. 8 people were discriminated against in the Center-East (Sfax, Mahdia, Sousse) and 7 in the North-West (Siliana, Le Kef, Jendouba, Bêjà).

Perpetrator/ location of discrimination

11 of the cases of discrimination were committed by individuals, generally in public places. Victims report insults, racist comments, and even throwing of rocks. Most of the individuals referred to clichés about «Africans» which necessarily presume that a person with black skin cannot be Tunisian.

Violence committed by neighbors (5 cases) hinders the right to housing: several victims testify that their

neighbors or homeowners commit violence or even contact the police to prevent black people from living in their building or neighborhood.

13 people also reported having experienced violence in a private place. 2 were committed by a former or current partner and 1 by the family. In the last case, the victim had met a man on Facebook and his mother was verbally and psychologically abusive when she met her, arguing that «Africans were meant for work, not for marrying her son.»

Six incidents of violence were committed by police officers and one in a police station. Sub-Saharan Africans are regularly discriminated against by the police, particularly with regard to residence permits, which are sometimes denied for no reason. One victim was asked to leave Tunisia without explaining the reason and had to sign a paper in Arabic without understanding its contents.

As for transport, 5 cases of discrimination involving taxi drivers were reported and 3 cases occurred on public transport. These cases are characterized by refusal of the fare and verbal abuse.

12 cases occurred in the workplace: 6 from the employer, 2 from co-workers and 1 in the workplace (public). This translates into harassment, discrimination when hiring or economic exploitation, with low wages.

Five cases of violence were experienced in a public institution and two in a hospital, including one by a nurse at the Mohamed Ben Sassi University Hospital in Gabes. Another discrimination occurred in the Local Unit for Social Promotion in Siliana.

3 occurred in a school environment by classmates which impedes the integration of sub-Saharan nationals, particularly through the use of language.

2 were committed in bars/cafes/restaurants and another discrimination was committed by the manager of the restaurant 400 Food in Sfax.

As for the other cases, two victims reported having been discriminated against respectively by the owner of a house and a real estate agency, another by the Red Crescent and a last one by a security guard in a bank.

Half of the cases of discrimination (24 cases) took place in a public place and 13 in a private place. 7 took place in transport, 5 of them in a taxi and 2 in a public transport (louage). 5 occurred in a school/university place, 2 in a hospital and 3 in a bar/cafe/restaurant. The other incidents of violence took place with the homeowner and in the premises of the Red Crescent.

Value	Frequency	Percentage
Individual(s)	11	22.45%
Police officers	6	12.24%
Employer	6	12.24%
Neighbors	5	10.2%

Taxi	5	10.2%
Public institution	5	10.2%
In school/ university (class-mates)	3	6.12%
Partner/ ex	2	04.08%
Co-workers	2	04.08%
Hospital	2	04.08%
Public transportation	2	04.08%
Police station	1	02.04%
Family	1	02.04%
At school/university (teachers or administration)	1	02.04%
In the workplace (public)	1	02.04%
The owner of the house	1	02.04%
Red Crescent	1	02.04%

A real estate agency	1	02.04%
Manager of the restaurant 400 Food in Sfax	1	02.04%
The Local Unit of Social Pro- motion in Siliana	1	02.04%
Nurse at the Mohamed Ben Sassi University Hospital in Gabes	1	02.04%
Security guard in a bank	1	02.04%
In a public place	24	48.98%
In a private place	13	26.53%
In a school/university envi- ronment	5	10.2%
Bar/cafe/restaurant	3	6.12%
Hospital	2	04.08%

Nature/ impact of the discrimination

Of the people interviewed, 67.3% (33 cases) suffered verbal violence from police officers, individuals, employers, etc.

23 people, or nearly half of the victims, suffered psychological violence, 11 suffered physical violence and 6 were assaulted. 4 were persecuted and 2 were threatened. Another was mistreated. One person was sexually harassed and one was raped. One person also suffered cyber harassment.

8 people experienced economic violence, 5 were denied employment, 2 had to resign and 3 experienced harassment at work. This includes scams, discrimination when hiring and denial of wages.

In the family environment, two people were driven out of their homes and one fled the house.

One person was arrested and prosecuted in an arbitrary manner. The respondent explains that they were arrested downtown without knowing the reasons.

The other victims did not have access to their rights such as: obtaining a residence permit, the services of a real estate agency, the right to obtain information from the Social Promotion Agency of Siliana, access to health care and access to a bank in downtown Tunis.

Value	Frequency	Percentage
Verbal	33	67.35%

Psychological	23	46.94%
Physical	11	22.45%
Other	7	14.29%
Economic	7	14.29%
Assault	6	12.24%
Refusal of employment	5	10.2%
Harassment	4	8.16%
Persecution	4	8.16%
Harassment at work	3	6.12%
Driven out of the house	2	04.08%
Resignation	2	04.08%
Threats	2	04.08%
Cyber harassment/ violence	1	02.04%
Legal persecution	1	02.04%

Fleeing from home	1	02.04%
Rape	1	02.04%
Sexual harassment	1	02.04%
Refusal to grant a residence permit	1	02.04%
Arrest	1	02.04%
Refusal to access the services of a real estate agency	1	02.04%
Refusal to provide information	1	02.04%
Refusal of medical treatment	1	02.04%
Refusal of entry	1	02.04%
Abuse	1	02.04%

History and continuity of the discrimination

More than half of the respondents (28 cases) report that the discrimination they experienced was pre-

ceded by others. 42.9% report that the discrimination was experienced for the first time.

Half of the respondents (25 cases) testify that this discrimination is ongoing. 22.7% (10 cases) state that the discrimination they experienced has ceased.

Witnesses

75.5% of respondents (37 cases) report that witnesses were present when they experienced discrimination, confirming the high frequency of violence in a public setting.

24.5% of respondents (12 cases) report that no witnesses were present.

63.3% of respondents (31 cases) indicate that their witnesses are not willing to testify. Only 15 people say that witnesses would be willing to testify.

Follow-up of discrimination cases

Respondents reported their cases of discrimination to the following entities: NGOs, the O3DT, police stations, the French Embassy in Tunisia and the media.

The vast majority of victims turned to NGOs. 48 people reported their experience to an NGO or to the O3DT.

Victims do not always feel comfortable turning to the police. A sub-Saharan woman, who was harassed by a man in her neighborhood, was afraid to file a complaint for fear of being detained by the police, even though all her papers were in order.

Judicial follow-up:

Only 3 people (6.1% of cases) filed a complaint, only one was brought before a court, and one person later withdrew their complaint.

The overwhelming majority did not file a complaint and 79.6% of victims do not plan to do so. Only 10 people plan to start legal proceedings in the future.

Similarly, 69.4% of victims do not want the O3DT to initiate proceedings on their behalf, even anonymously.

No one plans to apply for asylum.

Services offered:

The services offered by the associations and institutions concerned were, for half of the victims (25 people), a counselling service. 6 benefited from psychological follow-up, 5 from social assistance, 3 from means of protection, and 2 from medical assistance.

In total, 3 people were helped from a legal point of view, 2 with legal counselling and 1 with legal assistance.

One person benefited from a digital intervention, one from a free medical test and one from a mediation. It should be noted that 18 people did not receive any services.

Media coverage of the case:

A large majority of respondents (22) do not want their case to be published in the media. It should be noted that only 32 respondents out of 49 answered this question.

IV. DATA ANALYSIS OF DISCRIMINATION BASED ON DISABILITY

32 cases of discrimination based on disability were reported to the Observatory for the Defense to the Right to Difference between October and December 2022.

19 cases involved discrimination based on a motor disability (59.4%), 4 cases involved discrimination based on a mental disability (12.5%), and 10 cases based on another type of disability (31.2%).

Gender

In the 22 cases collected, the distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed is as follows:

Value	Frequency	Percentage
Man	19	59.38%
Woman	12	37.5%

Intersection of discriminations

An intersection with discrimination based on sexual orientation, gender identity and expression, and sexual characteristics was mentioned several times: three people living with HIV, one person with her gender identity and one with their sexual orientation. One woman with a motor disability reported experiencing discrimination in intersection with another disability. Two other victims reported being discriminated against because of their social status and their region of origin.

Value	Frequency	Percentage
PLHIV	3	9.38%
Disability	1	3.12%
Gender identity	1	3.12%
Sexual orientation	1	3.12%
Social status	1	3.12%
Region	1	3.12%

Age

The average age is 34 years. The age of the victims ranged from 7 to 54 years. One case involving a minor was reported: it regards a child with autism who was not allowed to go to school.

Regional distribution

Most of the cases of discrimination (8 cases) took place in the North-East (Tunis, Manouba) and then in the North-West (Siliana, Le Kef) with 7 cases. 6 people were discriminated against in the Center-East (Sfax) and the Center-West (Kasserine, Kairouan). Finally, 5 people experienced discrimination in the South-East (Tataouine, Gabès and Médenine).

Value	Frequency	Percentage
North East	8	25%
North West	7	21.88%
Center East	6	18.75%
Center West	6	18.75%
South East	5	15.62%

Perpetrator/ location of discrimination

Public institutions are the main places where people are discriminated against because of their disability (6 cases). 3 other people were discriminated in other official instances. At the customs office in Kairouan, a woman tried to import a car adapted to her needs and disability, which is supposedly exempt from customs duties. The general management of the customs service told her that a directive required the importer to be a family member and accused her of «taking advantage of her disability to take advantage of the laws». The other two cases of discrimination were committed respectively by the regional delegate of the National Office of the Family and Population in Manouba and the head of an election office and the Independent High Authority for the Elections (ISIE) in Kasserine.

4 of the other victims experienced violence from their family. One victim was discriminated against by her fiancé's family.

3 people were discriminated against in a hospital by the nursing staff. One witness said that nurses refused to disinfect the wounds of their cousin, who has a mental disability, for fear that he would strike them. Another woman testifies that her father's right to priority was not respected, despite the fact that he holds a disability card. A third person was not taken care of after discovering that they were HIV-positive. A respondent with a motor disability said that she was discriminated against by a patient in a hospital.

In the workplace, two people were discriminated against by their employer: one young man was refused a job, despite his ability to work, because of his kidney failure. Another respondent was discriminated against by the HR manager of a company, another in the work environment (public) and a third by co-workers.

Three people were discriminated against in the school environment.

A man with a motor disability testified that police officers did not renew his passport.

Finally, one person was discriminated against in transportation and another by their neighbors.

Value	Frequency	Percentage
Public institution	6	18.75%
Individual(s)	4	12.5%

Family	4	12.5%
Hospital	3	9.38%
In school/university (teachers or administration)	2	6.25%
Employer	2	6.25%
Taxi	2	6.25%
Public transportation	1	3.12%
In a public place	1	3.12%
In the workplace (public)	1	3.12%
Co-workers	1	3.12%
Neighbors	1	3.12%
Police officers	1	3.12%
Louage	1	3.12%
Family of the fiancé	1	3.12%

Regional Directorate of Customs in Kasserine	1	3.12%
Employer	1	3.12%
Head of an election office	1	3.12%
ISIE Kasserine	1	3.12%
HR manager in a company	1	3.12%
Patient in a hospital	1	3.12%
Regional delegate of the National Office of Family and Population in Manouba	1	3.12%
In a public place	7	21.88%
Hospital	5	15.62%
In a school/university environment	3	9.38%
In a private place	3	9.38%
Public transport	2	6.25%
Bar/cafe/restaurant	1	3.12%

Taxi	1	3.12%
General Directorate of Customs	1	3.12%
In a clinic	1	3.12%
Land transport station (louage) of Tataouine	1	3.12%
In a company	1	3.12%
In a store	1	3.12%
National Union of Women in Tataouine	1	3.12%
Police station El Ksour	1	3.12%

Nature/ impact of the discrimination

Among the people interviewed, 18 reported having experienced psychological violence, 17 verbal violence; 5 had experienced physical violence and 4 economic violence.

Four were subjected to some form of harassment and two were victims of blackmail.

In the work context, one person was refused a job and another was harassed at work.

Regarding health, one person suffered a health complication and another was not taken care of by a midwife.

Other victims were deprived of their rights, one was denied an administrative service, one was denied a ride by a taxi driver, and a third could not take part in a civil society organization. Another was unable to obtain a passport. Finally, the electoral rights of two victims were violated: the right to vote was not respected and the secrecy of the vote was not observed.

Value	Frequency	Percentage
Psychological	18	56.25%
Verbal	17	53.12%
Other	8	25%
Physical	5	15.62%
Economic	4	12.5%
Harassment	4	12.5%
Blackmail	2	6.25%
Denial of employment	1	3.12%
Harassment at work	1	3.12%
Health complication	1	3.12%

Deprivation of participation in civil society	1	3.12%
Refusal to provide an administrative service	1	3.12%
Deprivation of the right to vote secrecy	1	3.12%
Deprivation of the right to vote	1	3.12%
Refusal of a fare	1	3.12%
Refusal to be attended to by the midwife	1	3.12%
Refusal to process passport application	1	3.12%

History and continuity of the discrimination

53.1% of the respondents (17 cases) report that the discrimination they experienced was preceded by other discriminations. 46.9% (14 cases) report that this discrimination was experienced for the first time.

56.2% of the respondents (18 cases) testify that these discriminations are continuous. 43.8% (14 cases) affirm that the discrimination they experienced has ceased.

Witnesses

59.4% of respondents (19 cases) report that witnesses were present when they experienced discrimination.

40.6% of respondents (12 cases) report that no witnesses were present.

Only 7 respondents indicate that their witnesses would be willing to testify. 68.5% (7 people) indicate that witnesses are not willing to testify.

Follow-up of discrimination cases

The overwhelming majority of victims reported their experience to an NGO or to the O3DT. Only one person turned to an official body, in this case the Governorate of Kairouan.

Value	Frequency	Percentage
NGO	20	87,5%
O3DT	3	9,4%
The Gouvernorate of Kairouan	1	3,1%

Judicial follow-up:

Only 4 people (12.5%) of the respondents filed a complaint. The overwhelming majority - 87.5%, or 28 cases - did not.

Two people even withdrew their complaints and only one case was brought before a court.

Only 9.4% of respondents (3 cases) plan to file a complaint in the future. 90.6% (29 cases) do not intend to do so.

7 people would accept that the O3DT take their case to court.

Only one person is considering applying for asylum.

Services offered:

According to 22 respondents (68.7%), no services were offered to them. 10 received a counselling service, 5 received social assistance, 2 received psychological follow-up. 4 people received legal aid: 3 had legal assistance and one person received legal consultation. Finally, one person received economic support.

Media coverage of the case:

Just over half of respondents (53.1%) would agree to have their case made public.

V. DATA ANALYSIS OF DISCRIMINATION BASED ON SEXUAL ORIENTATION, GENDER IDENTITY AND EXPRESSION, SEXUAL CHARACTERISTICS (SOGIESC)

76 cases of discrimination against LGBTQI+ people were reported to the divisions of the Observatory of the Right to Difference between October and December 2022.

The different discriminations are reported as follows: 57 people (or 75%) were discriminated on the basis of their gender identity; 31 because of their sexual orientation (40.79%) and 1 because of their sexual characteristics (1.32%).

As mentioned in the introduction, some discrimination based on sexual orientation, gender identity and expression, sexual characteristics also constitute violence on the basis of gender and vice versa.

Gender

In the 76 cases collected, the distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed is as follows:

Value	Frequency	Percentage
Man	18	23.68%
Trans W	18	23.68%
Queer	12	15.79%
Non-binary	12	15.79%

Trans M	8	10.53%
Woman	6	7.89%
Intersex	1	1.32%
Other	1	1.32%

Cis men (meant here as cis-gender men) and trans women are overrepresented compared to cis women (meant here as cis-gender women) and trans men. All cisgender men interviewed identify as homosexual.

This may be due to the higher visibility of gay men, to the very actions of visibilization of homophobic and transphobic discrimination experienced by gay men and trans women, or to the visible or invisible stigmas (explicit or implicit social markers) assumed to be more recurrent among gay men and trans women.

But many queer (12 cases) and non-binary (12 cases) people are also subject to discrimination. They are generally discriminated against because of their gender expression which constitutes an object of discrimination.

There were 8 trans men discriminated against and 6 cis women. Finally, one intersex person and one genderfluid person were also discriminated against.

Intersection of discriminations

11 people report that the discrimination they experienced was in intersection with sexual orientation (11 cases) and 5 with gender identity. 4 people experienced discrimination in intersection with their nationality.

Two other people were discriminated against respectively because of their HIV status and because of their ethnicity.

Value	Frequency	Percentage
Sexual orientation	11	14.47%
Gender identity	5	6.58%
Nationality	4	5.26%
PLHIV	1	1.32%
Ethnicity	1	1.32%

Age

The average age is 23.9 years. The age of the victims ranges from 9 to 48 years. 4 cases of minors were reported. For instance, a transgender child is harassed by their peers.

Regional distribution

The distribution of regions where the cases of discrimination were reported comes as follows:

Value	Frequency	Percentage
North East	57	75%
Center East	8	10.53%
North West	6	7.89%
South East	5	6.58%

Most of the cases of discrimination (57 cases) took place in the North-East (Tunis, Ariana, Ben Arous), then in the Centre-East (Sfax, Mahdia, Sousse) with 10.53% of the cases. 6 people were discriminated against in the North-West (Siliana, Le Kef, Jendouba, Bêjâ), and 5 in the South-East (Gabes and Médenine).

Perpetrator/ location of the discrimination

Value	Frequency	Percentage
Family	16	21.05%
Individual(s)	15	19.74%

Police officers	13	17.11%
In a public place	13	17.11%
In a school/university setting (peers)	7	9.21%
In a private place	3	3.95%
Employer	3	3.95%
Public institution	3	3.95%
Co-workers	3	3.95%
In the workplace (public)	2	2.63%
In school/university (teachers or administration)	2	2.63%
Taxi driver	2	2.63%
Public transportation	2	2.63%
On the internet	1	1.32%
Neighbors	1	1.32%
Homeowner	1	1.32%

Nightclub bouncer	4	5.26%
Hotel security guard	3	3.95%
Manager of a café	2	2.63%
Hotel staff	2	2.63%
Administrative agent at the Governorate - Sfax	1	1.32%
Member of the police union of Sfax	1	1.32%
Flatmates	1	1.32%
Responsible of the metro station Republic Square	1	1.32%
Employee in the transport company of Gabes	1	1.32%
Security agent in a shopping mall	1	1.32%
People belonging to the LGBTQI+ community	1	1.32%
In a public place	25	32.89%
In a private place	21	27.63%
Bar/cafe/restaurant	11	14.47%

Other	11	14.47
At a school/university	9	11.84
Public transportation	6	7.89
On the internet	2	2.63
Taxi	2	2.63
Marco Polo Hammamet Hotel	3	3.95
In a beauty salon	2	2.63
Hotel	1	1.32
Faculty of Humanities and Social Sciences of Tunis	1	1.32
In a shopping mall	1	1.32
National Guard of Gabes	1	1.32
In the workplace	1	1.32

The majority of the cases of discrimination (25 cases) occurs in a public place, mostly in cafés or stations and airports.

A large part of the violence is also committed by the family (16 cases). This includes verbal, physical and economic violence, as is often the case with violence at home.

Police officers were responsible for 13 cases of discrimination. A member of the police union in Sfax was denounced and a case was recorded in a police station.

7 cases of discrimination were recorded in the school/university setting.

15 cases of discrimination were committed by individuals. Another case of discrimination was committed by the neighbors and another by a homeowner. It should be noted that one case of discrimination committed by a person from the LGBTQI+ community was recorded.

11 cases occurred in bars/cafes/restaurants. 1 case of violence was committed by the employees of the metro station «République» in Tunis and another case by an employee in the transport company of Gabes and a taxi driver.

One case was perpetrated by a hotel employee as well as 3 cases of arbitrary search committed by security guards in a hotel were also recorded. Another security agent of a shopping mall committed verbal abuse and prohibited entry to the mall.

As for the professional setting, 3 people were subjected to violence by their employer, 2 in the workplace (public) and 3 by co-workers.

5 cases occurred in a private place.

3 people were discriminated against in a public institution and one person experienced verbal violence from an administrative agent in a governorate.

Finally, one person was discriminated against on the internet.

Nature/ impact of the discrimination

Value	Frequency	Percentage
Verbal	59	77.63%
Psychological	42	55.26%
Harassment	33	43.42%
Physical	23	30.26%
Other	9	11.84%
Outing	8	10.53%
Driven out of home	7	9.21%
Sexual harassment	6	7.89%
Assault	6	7.89%

Sex work	5	6.58%
Dismissal	4	5.26%
Threats	4	5.26%
Economic	4	5.26%
Threat of outing	3	3.95%
Cyber harassment/ violence	2	2.63%
Attempted rape	2	2.63%
Rape	2	2.63%
Harassment	1	1.32%
Blackmail	1	1.32%

Among the people interviewed, 59 people reported having experienced verbal violence, i.e. 77.63% of respondents. 42 had experienced psychological violence and 23 had experienced physical violence. 6 people were also assaulted. 5 victims have suffered economic violence.

33 were harassed, and 6 were sexually harassed. 2 people suffered a rape and 2 suffered attempted rape.

4 people were threatened, 3 of which were threats of outing. 8 people were outed.

In the family environment, 7 people were driven out of their homes.

In the professional environment, 4 people were fired and one was harassed at work.

Finally, three people were subjected to arbitrary searches, one of which was accompanied by moral violence. Victims experienced blackmail, cyber harassment, conversion therapy, a ban from entering a shopping mall, not being allowed to take the metro and finally not being allowed to enter a café.

The violence experienced by one of the victims resulted in suicidal thoughts.

History and continuity of the discrimination

72.37% of the respondents (55 cases) report having already experienced this type of discrimination. 58 respondents believe that this discrimination is continuous, underlining the systematic nature of the violence to which they are subjected.

27.3% of the respondents (21 cases) report having experienced this type of discrimination for the first time. 23.68% of the respondents believe that the discrimination is not continuous.

Witnesses

71.05% of respondents (54 cases) report that witnesses were present when they experienced discrimination. 53.95%, or 41 people, report that these witnesses would be willing to testify.

22 respondents report that no witnesses were present.

Follow-up of the discrimination cases

The overwhelming majority of respondents reported their cases of discrimination to NGOs and associations such as ADD/O3DT, Damj and ASF. 4 reported their cases to a lawyer.

Judicial follow-up:

Only 7 respondents (9.21%) filed a complaint. Two people withdrew their complaints. The overwhelming majority - 90.79%, or 69 cases - did not file a complaint.

7 cases were brought before a court, including one at the Court of First Instance of Tunis.

Only 19.74% of respondents (15 cases) plan to file a complaint in the future. The majority, 80.26% of the respondents (61 cases), do not plan to do so.

5 people are considering applying for asylum.

Only 43.42% of respondents - one person in three - would agree to the O3DT taking legal action on their behalf.

Services offered:

51 people reported having received counseling, i.e. 67.11% of the victims. From a legal point of view, 8 people received assistance and 5 received a legal consultation. 6 people received psychological follow-up, 2 received medical assistance and one person received social assistance. One person benefited

from a digital intervention.

According to 21 respondents, no services were offered after they experienced discrimination.

Media coverage of the case:

Just over half of the respondents (53.95%) would agree to have their case made public.

VI. DATA ANALYSIS OF "OTHER" DISCRIMINATION

39 cases of discrimination based on several forms were recorded. The discriminations identified were based on freedom of expression, freedom of conscience, freedom of demonstration, individual freedoms, criminal status, civil status, HIV status, etc.

Of the 39 people interviewed, 11 reported having their freedom of conscience infringed and 10 reported having their freedom of expression violated.

5 were discriminated against for their personal freedom and 5 for their freedom of thought. 3 were discriminated against for reasons related to their state of health: 2 on the basis of their civil status and 2 because of their religion.

The other victims have been subjected to violence that affects their freedom of movement, were discriminated against because of an illness, their social class, wearing the veil, being illiterate or because of their family name.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Freedom of conscience	11	28.21%
Freedom of expression	10	25.64%
Individual liberties	7	17.95%
Freedom of thought	5	12.82%

Health	3	7.69%
Civil status	1	2.56%
Religion	2	5.13%
Freedom of movement	1	2.56%
Health	1	2.56%
Social class	1	2.56%
Wearing the veil	1	2.56%
Illiteracy	1	2.56%
Family name	1	2.56%

Gender

The distribution of the 76 cases collected according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:

Value	Frequency	Percentage
Man	19	48.72%
Woman	17	43.59%
Non-binary	1	2.56%
Trans W	1	2.56%

Cisgender people thus constitute the majority of respondents.

Intersection of the discriminations

Of the respondents, 6 testified that the discrimination they experienced intersected with their religion, 4 with their gender identity, 3 with their race, 2 with their sexual orientation, 1 with their disability, 1 with a skin condition, and 1 with freedom of association.

2.6% of respondents saw an intersection between the discrimination they experienced and their race.

One person experienced a violation of her freedom of conscience intersecting with her race by being chased out of the house and harassed by her roommate; another was denied a loan request by the bank because of her academic level and race.

Others mention wearing the veil (1 case); their gender expression (1 case); their regional origin (1 case) or their political freedom (1 case).

Value	Frequency	Percentage
Gender identity	10	٪٤٠,٧٩
Sexual orientation	2	٪٢,٦٣
Religion	6	٪١٥,٣٨
Race	3	٪٧,٦٩
Gender identity	3	٪٧,٦٩
Sexual orientation	2	٪٥,١٣
Disability	1	٪٢,٥٦
Freedom of association	1	٪٢,٥٦

Age

The average age is 30.4 years. The age of the victims ranges from 10 to 52 years. One case involving a minor was reported.

Regional distribution

The distribution of regions where the cases of discrimination were reported comes as follows:

Value	Frequency	Percentage
Center East	11	28.21%
North East	11	28.21%
South East	8	20.51%
North West	8	20.51%
Center West	1	2.56%

Most of the cases of discrimination - 11 cases - took place in the North-East (Tunis, Ariana, Manouba, Nabeul, Ben Arous) and in the Centre-East - 11 cases - (Sfax, Mahdia, Monastir, Sousse). 9 people were discriminated in the South-East (Medenine, Gabes and Medenine), 8 people in the North-West (Siliana, Le Kef, Jendouba, Béjâ) and 1 and in the Center-West (Kairouan).

Perpetrator/ location of discrimination

A large majority of the discrimination (28.21% of cases) was committed by police officers, especially during demonstrations. Two other cases of violence were recorded in a police station.

7 discriminations were committed by a public institution. Another discrimination was committed by the Governor of Kairouan and one by the director of a cultural center.

14 took place in a public place. One case was recorded in a bar/cafe/restaurant. Another case in a taxi. 7

cases of violence were committed by individuals. Another case of violence committed by the neighbors was recorded.

5 cases of violence were recorded within the family. One person experienced violence and received threats from his family for converting. He had to leave the family home.

In the school setting, 5 people were discriminated against: 3 by classmates and 2 by teachers or the administration. A young Jewish woman was discriminated against in her exams and classes because of being Jewish in her secondary school in Monastir.

In the workplace, one person was discriminated against by their employer and another by their co-workers.

Two victims were discriminated against in a hospital.

Finally, the other victims were discriminated against on the internet, by a security guard in a hotel, and by two friends.

Value	Frequency	Percentage
Police Officers	11	28.21%
Other	7	17.95%

Public institution	7	17.95%
Individual(s)	7	17.95%
In school/university (peers)	3	7.69%
Family	3	7.69%
Police station	2	5.13%
In school/university (teachers or administration)	2	5.13%
Hospital	2	5.13%
Taxi	1	2.56%
Neighbors	1	2.56%
On the internet	1	2.56%
Employer	1	2.56%
Bar/cafe/restaurant	1	2.56%
Co-workers	1	2.56%
A friend	2	5.13%

Hedi Khefacha Secondary School Monastir	1	2.56%
The victim's uncle	1	2.56%
The victim's parents and brother	1	2.56%
The Governor of Kairouan	1	2.56%
Security guard in a hotel	1	2.56%
In a public place	14	35.9%
In a private place	5	12.82%
Hospital	3	7.69%
Bar/cafe/restaurant	2	5.13%
Public transportation	1	2.56%
On the internet	1	2.56%
Hedi khfacha secondary school Monastir	1	2.56%
In a travel agency	1	2.56%
In a Tunisian administration	1	2.56%

In a hotel in Nabeul	1	2.56%
At work	1	2.56%
Coordination of the Movement of July 25	1	2.56%

Nature/ impact of the discrimination

Among the respondents, the majority (70%) reported having experienced verbal abuse.

38.46% of respondents reported having experienced psychological violence (15 cases). 6 people experienced physical violence and two cases of assault were also recorded. 1 person experienced economic violence and one was disinherited.

Harassment made up 15% of the violence recorded (6 cases). One victim was sexually harassed. Two people were threatened.

On the judicial front, two people were prosecuted. One person was also arbitrarily arrested.

On the work front, one person was subjected to violence at her job in a travel agency because she wears the veil.

One victim was expelled from the university dormitory.

One person was outed and another was threatened with outing. Another person was banned from swimming and evicted from a hotel because she was wearing a veil.

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Verbal	27	69.23%
Psychological	15	38.46%
Physical	6	15.38%
Harassment	5	12.82%
Threats	2	5.13%
Assault	2	5.13%
Driven out of the house	2	5.13%
Economic	2	5.13%
Legal prosecution	1	2.56%
Deprived of inheritance	1	2.56%
Harassment at work	1	2.56%

Outing	1	2.56%
Threat of outing	1	2.56%
Refusal of employment	1	2.56%
Myself (personal network) and as a documentalist	1	2.56%
Lawsuit	1	2.56%
Refusal to provide an administrative paper	1	2.56%
Ban from swimming and removed from a hotel because of wearing a veil	1	2.56%
Arbitrary arrest	1	2.56%
Expelled from a university dormitory	1	2.56%

History and continuity of the discrimination

35% of the respondents (14 cases) reported having experienced this type of discrimination before. 45% of the respondents believe that this discrimination is ongoing.

65% of the respondents (26 cases) reported having experienced this type of discrimination for the first time. 55% of respondents believe that discrimination is not experienced on a continuous basis.

Witnesses

62.5% of the respondents (25 cases) report that witnesses were present when they experienced discrimination. 37.5% of the respondents (15 cases) report that no witnesses were present.

40% of the respondents (16 cases) indicated that their witnesses would be willing to testify. 60% of the respondents (24 cases) indicated that witnesses were not willing to testify.

Follow-up of discrimination cases

90% of respondents reported their cases of discrimination to NGOs and 3 people contacted a lawyer instead.

Judicial follow-up:

Only 3 respondents (7.5%) filed a complaint. The majority - 92.5%, or 37 cases - did not. No one has withdrawn their complaint and 3 cases have been brought before a court. 8 people, i.e. 20% of the cases, would agree that the O3DT start legal action on behalf of the victims.

12.5% of respondents (5 cases) plan to file a complaint in the future. 87.5% of respondents (43 cases) do not plan to do so.

Only one person is considering applying for asylum.

Services offered:

19 respondents (47.5%) benefited from a counselling service. Ten people benefited from psychological follow-up, two from social assistance and one from medical assistance, while another was referred to the ATFD.

On the legal front, 3 people received legal consultation and 2 received legal aid. However, 17 people did not benefit from any follow-up.

Media coverage of the case:

Just over half of the respondents (55%) would accept that their case be made public.

VII. DATA ANALYSIS OF DISCRIMINATION/ HATE SPEECH ON SOCIAL NETWORKS

10 cases of hateful discrimination on social networks were reported to the divisions of the Observatory of the Right to Difference between October and December 2022. The discriminations identified are based on race, nationality, civil status, gender, freedom of expression and individual liberties.

Discrimination and hate speech on social networks are characterized by hateful posts, messages and comments on social networks generally based on gender, race, nationality and often infringe on individual freedoms and freedom of expression.

Hate on social networks regularly targets communities, so age and location are not usually relevant.

1. People/Victims targeted by hate speech

In situations of discrimination on social networks, it is interesting to note which people are targeted by this type of publication. Here, we see that 3 cases concern black people and 3 concern women. 2 are about men and one is about all categories. Half of the cases identified thus concern race/nationality and gender.

2. Basis of discrimination

Among these 10 cases, 5 - i.e., half of the cases - concern race and 3 concern nationality. The cases of discrimination recorded are for instance insults against black players of the French team or hate messages against Sub-Saharanans living in Tunisia as well as associations whose work is linked to migration.

Two types of publications targeted women and one publication was a violation of women's rights.

Finally, one case of discrimination was based on regionalism.

3. Intersection of the discriminations

Half of the cases identified intersect with gender, freedom of association, race, and freedom of expression, respectively.

Perpetrator/ location of discrimination

Discrimination is mainly committed by groups of Internet users or individuals. Hate speech can also be found on community pages, political parties, or in private messages.

Some people with a high profile on the networks (public figures, party pages) are also responsible for part of the discrimination.

Some pages are even created to convey hate messages, such as those whose aim is to defend a «Tunisian nationalism» that is supposedly threatened by sub-Saharan immigration.

Follow-up of discrimination cases

In this case, few services are offered to victims. If the discriminatory publication concerns a group of individuals -who do not necessarily need to be contacted, such as the black players in the French national team- the O3DT would rather seek to take legal action or report the publications than to offer assistance to the victims.

In cases where individuals are specifically targeted, it is necessary to be able to contact the person concerned, which has only been done on two occasions. No services were provided in either case.

Judicial follow-up:

A complaint was filed in the case of Sondes, who was threatened online and physically after announcing that she was planning to marry two men. Her case illustrates the risks of social networks and their consequences, beyond the violence caused by the messages posted online.

50% of the cases listed consider filing a complaint.

ASSESSMENT OF ANALYSES

- 03DT

According to the report's assessment of 286 cases, many difficulties concerning individual rights and freedoms at the legal level and in the application of the law remain. It reiterates the same observations and criticisms made in the previous report, while noting the very precarious legal status of people who are victims of discrimination.

In order to really understand these discriminations and in particular those concerning the right to demonstrate, it is important to take into account the political context and the numerous repressive measures against civil society or journalists. This has a significant impact on the right to demonstrate, freedom of expression and individual rights and freedoms. In addition, the civil society denounces the increasing marginalization of minorities, which exacerbates their precariousness. The political actions and measures taken by Kaïs Saïed, such as the freezing and dissolution of Parliament, also limit the space for debate and the possibility for the civil society to express itself on human rights issues. Without parliament and public debate, the struggle for legislative progress or the visibility of discrimination is hindered.

Although not exhaustive, these analyses help to identify trends in discrimination based on gender, ethnicity/region, race/nationality, sexual orientation, gender identity and sexual characteristics («SOGISC»), disability, etc. This report includes a new section around discrimination/hate on social networks. According to the type of violence suffered, the perpetrators of discrimination, the judicial follow-up and the services provided by NGOs, it is possible to draw up a balance sheet by category of discriminated persons and then an overall balance sheet.

Assessment by category

- In contrast to the previous report, cisgender women are not the only victims mentioned in the section on gender-based violence. Several trans men and trans women gave testimonies, as well as cisgender men, queer people, and non-binary people.

The violence reported by victims usually takes many forms: verbal, psychological, economic, etc. Sexual harassment, even rape, is also mentioned several times, mainly by women. The majority of these acts of violence - nearly 40% - are committed in the private sphere, by the family. Several cases concern injustices against women in relation to inheritance. Those concerning the partner or ex-partner generally involve threats and violence.

One person out of eight filed a complaint as a result of the violence suffered. This low figure is hardly surprising given that the police themselves are responsible for several cases of discrimination reported to the O3DT (violence, refusal to take action, etc). The victims mainly received counselling and psychological assistance. A small number of them were referred to our partner ASF for assistance and legal consultation. 5 people were also referred to ATP+.

- The respondents who have been discriminated against on the basis of their gender are all women. They mainly reported psychological and economic violence, one third of which came from the family, and then from other relations around them, such as partners, employers or co-workers. In almost 3 cases out of 4, this discrimination is experienced continuously over time, which underlines its structural aspect.

- As in the previous report, the majority of respondents who were discriminated against on the ba-

sis of their region/ethnicity were men, who were mainly subjected to regionalism. The cases recorded occurred mainly in the South-East and the victims report having been mocked, insulted or even evicted from their homes in one case because of their accent or region of origin. On several occasions, this violence intersected with discrimination based on religion or gender. In the latter case, a woman was sexually harassed by a taxidriver who mentioned her accent.

Transportation is a prime location for this type of discrimination. On average, one in three cases of violence was recorded in a taxi. Five cases of discrimination in schools were also recorded. Discrimination based on region/ethnicity generally occurs in public places and social settings and less in the private sphere. In 3 cases out of 4, it takes the form of verbal violence, sometimes leading to psychological, physical and economic violence.

These acts of violence are mainly reported to NGOs. In terms of legal proceedings, only one person has filed a complaint, which shows that there is little hope in the legal system, even though this type of discrimination might actually be punishable. Victims prefer counselling services and are more inclined to make the case public than to initiate legal proceedings.

- In terms of race/nationality, black Tunisians and sub-Saharan account for the largest number of cases reported to the divisions of the O3DT. The figures show that many people are discriminated against on the basis of their skin color, regardless of their country of origin. Language and gender identity are aggravating factors in this form of discrimination. Women report significant sexual harassment, while men mention several cases of economic violence (refusal of payment or of work). Many cases of discrimination occur in public places, which shows the prevalence of prejudice in society.

The refusal to grant a residence permit without a valid reason is also a form of discrimination regularly experienced by Sub-Saharan living in Tunisia. This administrative pressure constitutes real stress that could be considered as a psychological violence which affects these people's trust in the authorities. For example, a woman who had been subjected to violence did not want to file a complaint for fear of being deported even though her papers were in order. This example illustrates the fear of the authorities and its consequences on people's rights. Thus, only three people filed a complaint while nearly 80% of the respondents do not plan to do so. Victims of discrimination based on race/nationality are the people who least want their case to be made public, even anonymously. This further underlines the fears surrounding the exposure of their situation, both for the authorities and the media.

- As far as people discriminated against because of their disability are concerned, the majority of cases concern individuals with motor disabilities. Once again, public and official institutions are largely concerned by this discrimination, not providing the accessibility or rights that they are required to provide to every citizen. As for many other discriminated people - notably on the basis of their gender, race/nationality, or sexual identity or orientation - the respondents affirm that this discrimination is continuous and is suffered regularly, which underlines the systematic character of this violence.

In contrast to the testimonies collected for the last report, very few respondents have filed a complaint this time, and only a tiny minority are considering doing so. This shows that despite the presence of a relatively favourable legal arsenal, people with disabilities do not believe that they can obtain justice.

- The number of cases of people discriminated against on the basis of their sexual orientation, gender identity and expression or sexual characteristics is 76, about three times higher than in the previous survey. The distribution of respondents according to gender, which includes a large number of men and

non-binary and queer people, shows that this type of discrimination tends to target gay men, who are often more visible, or to focus on gender expression in the case of non-binary people.

However, trans women are also heavily represented in this sample: they are indeed subjected to a great deal of violence. In the cases in question, these women have suffered verbal and psychological violence, harassment, and being driven out of their homes. 15 out of 18 have been subjected to multiple forms of violence. Moreover, out of all 76 cases, 3 out of 4 report that the discrimination is continuous over time, which underlines the systemic nature of this violence and highlights the precariousness of these groups.

As far as judicial support and follow-up is concerned, the overwhelming majority of people turn to NGOs, which is hardly surprising given the legal arsenal condemning homosexuality. 7 people have nevertheless filed a complaint.

- Another 40 respondents reported that their fundamental rights, such as freedom of demonstration, freedom of expression, freedom of the press, and freedom of conscience, were violated. There were fewer of these cases than in the previous report, probably because fewer demonstrations were organized. However, it was mainly during such events that the victims interviewed were prevented from exercising their right to demonstrate or were suppressed by law enforcement forces. This does not mean, however, that there is less violence: a low number of demonstrations can also be the embodiment of authoritarian consolidation and auto censorship.

Moreover, a large part of the violence recorded is committed by police officers, especially during demonstrations. Next come the public institutions, responsible for 8 cases of discrimination. In the cases where the violence took place in private and family settings, the discrimination was based on moral and reli-

gious issues: for instance, a mother was ostracized by her relatives because she was single, and another victim was discriminated against because of her religion (Christian). Another victim was discriminated against in the workplace because she wears a veil.

- Finally, a new feature in this report are 10 cases of discrimination on social networks. The publications and the hate speech in question, identified as part of the monitoring carried out by the O3DT documentalists, are generally based on gender identity, race or individual freedoms. Here, half of the cases targeted communities on the basis of their skin color. Two targeted women, through misogynistic speech.

Of the ten cases, only one complaint was filed. It will be interesting to see how the O3DT can take legal action against this type of content in the future.

OVERALL ASSESSMENT:

Similarly to the previous report, these testimonies show that the legal arsenal in Tunisia is inadequate to protect citizens. Discrimination on the basis of gender or race/nationality is the main form of discrimination identified, despite the fact that Law 58 and the law on the elimination of racial discrimination are in place. The rather low number of complaints filed in this sample shows that trust in the justice system is still weak. We can even assume that it is getting worse.

These cases also show the failings of public institutions, which are particularly called into question by victims of discrimination on the basis of disability. These structures are the main perpetrators of discrimination for this category of people, despite the fact that they are supposed to meet their needs. This is particularly evident during elections, which is an anticipated event: several respondents testify that they were prevented from exercising their right to vote.

As far as follow-up of discrimination is concerned, NGOs are the first counselling structure for people being discriminated against. The O3DT pays particular attention to improving care, especially during the interview. The victim's consent is systematically checked; a good practice module has been set up and the O3DT is taking a more active role in subsequent actions. For the 286 cases concerned in this report, it was systematically offered to file a complaint or to make the case public on behalf of the victim, while obviously respecting their anonymity. This type of action can be a way to avoid a painful process for victims who are already weakened by the discrimination they have suffered and to find other ways to defend their case, in particular by making it known to the general public. In addition, the psychological, social, medical or legal support for the victims is provided by members of the network, such as ASF, DAMJ or ATP+. It should be noted, however, that several people have not received any support: it would be interesting to see if this is due to a failure in the services offered or if it is only a result of the victim's own will.

RECOMMENDATIONS

Recommendations for Tunisian institutions:

Given the current political upheaval, the recomposed institutional landscape, these recommendations are above all dependent on the goodwill of the Presidency of the Republic, which enjoys hegemonic power within the framework of the new constitution.

Ensure that all allegations of torture and violence committed by security forces during demonstrations are investigated impartially, promptly, seriously and independently;

Strictly enforcing the fundamental safeguards provided by Law No. 5 of 2016 to arrested persons;

Ensure the implementation of Law No. 58-2017, on the elimination of violence against women;

Ensuring the implementation of Law No. 2018-50 of October 23, 2018, on the elimination of all forms of racial discrimination;

Adopting the draft law on equal inheritance, introduced since 2018;

Establish the Constitutional Court, which must ensure its integral role in the protection of rights and freedoms and create a bold jurisprudence that respects human rights;

The new legislator must ensure that laws protecting rights and freedoms are safeguarded and that texts guaranteeing these rights and freedoms are proposed and adopted, in line with the spirit of the 2014 constitution;

Harmonize laws with ratified international human rights instruments;

Refer to the recommendations of the Commission on Individual Liberties and Equality, as well as those included in the report of the Truth and Dignity Commission, in the drafting of laws relating to the protection and promotion of individual liberties;

Repeal Article 230 and stop all forms of criminalization of LGBTQI+ people;

Develop and adopt, in close collaboration between the competent public institutions and civil society, a penal policy that respects the universality of human rights, clearly establishing the responsibility and accountability of the different actors in the process of directing and executing this policy;

Adopt the necessary mechanisms for the implementation of anti-discrimination laws (such as Law No. 2018-50 of October 23, 2018, on the elimination of all forms of racial discrimination, as well as Organic Law No. 2017-58 of August 11, 2017, on the elimination of violence against women): decree for the implementation of the National Commission for the Fight against Racial Discrimination; training modules for units specialized in investigating offenses of violence against women, as well as for magistrates ;

Include modules on health and bodily, sexual and reproductive rights, gender issues and the right to diversity, in educational curricula and at all levels;

Implement monitoring units by the State in partnership with the civil society following the example of the O3DT documentation centers, to report discrimination and ensure the necessary follow-up;

Ensure respect for the right to freedom of religion or belief in order to bring practice into line with constitutional provisions and with Article 18 of the International Covenant on Civil and Political Rights, in particular by recognizing communities such as the Baha'is, as well as the right to practice any form of religion or to convert;

Ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families and guarantee dignified and decent living conditions;

To amend Law No. 2005-83, particularly by incorporating the definition of disability contained in the International Convention on the Rights of Persons with Disabilities. (CDPH).

Recommendations for the civil society:

The civil society must double its efforts and vigilance in the face of the new constitution of 2022 in order to face threats of regression and serious consequences;

Advocate at both regional and international levels to create a force of pressure on Tunisia, so that the State meets, and honors, its international commitments in terms of human rights;

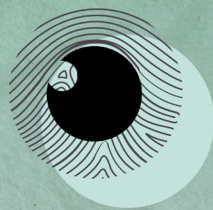
Accompany the new institutions in their new acquisition of power/ function so that it takes place independently of the executive power and in full respect of rights and liberties;

Direct awareness-raising and capacity-building actions towards the new political class to help imbuing it with human rights values;

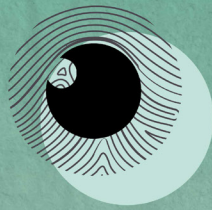
Ensure that the beneficiaries of the services of associations (social, legal, psychological assistance, etc.) are included as direct and effective partners in the development of projects in their favor as well as in the implementation of the various activities of the civil society;

Integrate the legal empowerment of beneficiaries as a primary objective that goes beyond the capacity building of the various civil society stakeholders. Knowledge of anti-discrimination laws and guaranteeing protection mechanisms, can restore the trust of those who are discriminated against in the judicial system and strengthen the will to seek justice;

Refer to international human rights mechanisms, such as the Universal Periodic Review, in order to examine the extent of the Tunisian State's compliance with its international human rights commitments.



OBSERVATOIRE
pour la Défense du Droit
à la Différence en Tunisie



OBSERVATOIRE
pour la Défense du Droit
à la Différence en Tunisie

تقرير حول تحليل بيانات حالات التمييز التي رصدتها أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف

— أكتوبر - ديسمبر 2022 —





مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس

أجريت هذه الدراسة في إطار مشروع مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس (O3DT) لمرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف الذي أطلقته جمعية تفعيل الحق في الاختلاف (ADD) في عام 2018 وهو مساحة للتنسيق بين الجماعات التي تعاني من التمييز والمؤسسات العمومية والمجتمع المدني لإعادة التفكير في، والتعامل مع، المظالم الصارخة من خلال تنفيذ إصلاحات هيكلية. وبناءً على هذا، يقوم المرصد بدور رقابي و رفع مستوى الوعي لدى السلطات والرأي العام حول عدم المساواة التي تتعرض لها الأقليات. كما تم التخطيط لتشكيل شبكة مؤثرة تتعلق بمشروع قانون لصالح حماية الأقليات وتعزيز قدرات أصحاب المصلحة من أجل تحقيق التزام أفضل بالمشروع.

تقرير حول تحليل بيانات حالات التمييز التي رصدتها أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف

أكتوبر - ديسمبر 2022

1. المقدمّة

في ماي 2020، نُشر التقرير الأوّل الذي يحلّل البيانات المتعلقة بحالات التمييز التي جمعتها شبكة نقاط مناهضة التمييز (PAD)¹ بين جانفي وديسمبر 2019. في مارس 2021، نُشر التقرير الثاني الذي يحلّل البيانات المتعلقة بحالات التمييز التي جمعتها شبكة PAD² في الفترة ما بين جانفي وديسمبر 2020، والتي انضمت في جويلية 2020 إلى شبكة مرصد الدّفاع عن الحق في الاختلاف (O3DT) كجزء من مشروع All4All في جويلية 2021، نُشر التقرير التحليلي الثالث لبيانات حالات التمييز التي تم جمعها بين جويلية 2020 وجوان 2021 من قبل أقطاب مرصد الدّفاع عن الحق في الاختلاف³. في سبتمبر 2022، نُشر التقرير الرّابع الذي يحلّل البيانات ال متعلقة بحالات التمييز التي تم جمعها بين جويلية 2020 وجوان 2022 من قبل أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف. وفي أكتوبر 2022، نشر التقرير الخامس لتحليل البيانات حول حالات التمييز التي تم جمعها بين جويلية 2022 وسبتمبر 2022 من قبل أقطاب مرصد الدّفاع عن الحق في الاختلاف⁴.

هذا التقرير هو السادس من نوعه ويغطي الفترة الممتدّة من أكتوبر 2022 وديسمبر 2022.

1- تقرير تحليل البيانات حول حالات التمييز التي جمعتها نقاط مناهضة التمييز، الدكتور محمد أمين الجلاصي، ماي 2020. أنظر هنا: <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2020/05/MRG->

2 - تقرير تحليل البيانات حول حالات التمييز التي جمعتها نقاط مناهضة التمييز ومرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف، إنصاف بوحفص، مارس 2021. أنظر هنا: <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2021/03/REPORT-MRG-Final-5.0.pdf>

3 للاطلاع أنظر هنا: <https://o3dt.org/wp-content/uploads/2022/01/rapport-a4-.pdf>

4 للاطلاع أنظر هنا: <https://o3dt.org/rapport-danalyse-de-donnees>

1. المقدمّة

2. السّياق

أ. تحليل بيانات التمييز التي تمّ رصدها بين أكتوبر 2022 وديسمبر 2022

أ. تحليل بيانات التمييز على أساس الجهة الجغرافيّة و/ أو الانتماء الإثني

أ. تحليل بيانات التمييز على أساس الجندر

أ. تحليل بيانات التمييز العنصري و / أو التمييز على أساس الجنسيّة

أ. تحليل بيانات التمييز على أساس حمل إعاقة

أ. تحليل بيانات التمييز على أساس الميل الجنسي والهويّة الجندريّة والتّعبير الجندري

والخصائص الجنسيّة

أ. تحليل بيانات التمييز على أساس حرية الضّمير وحرية التّعبير والحالة المدنيّة

والسّجل العدلي

أ. تحليل بيانات التمييز/ خطاب الكراهية على شبكات التواصل الاجتماعي

3. تقييم

4. توصيات

1. السياق والمنهجية

في الفترة الممتدة بين أكتوبر وديسمبر 2022، قام 12 مؤثّق وموثّقة ++ ينتمون إلى الجمعيات المكونة لشبكة مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس (O3DT) بتوثيق 286 حالة تمييز أثرت على 8 مجموعات مستهدفة: تعرّض الأشخاص للتمييز على أساس لون البشرة و/ أو الجنسية (49 حالة) ، على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية (76 حالة) ، على أساس الجندر (56 حالة) ، على أساس العرق و/ أو الجهة الجغرافية (23 حالة) ، على أساس حمل إعاقة (32 حالة) ، منشورات تحرض على الكراهية والتمييز على وسائل التواصل الاجتماعي (10 حالة) ، وأنواع أخرى من الحالات (40 حالة) بما في ذلك حرية التعبير وحرية الضمير والحالة المدنية والحريات الفردية ، إلخ. يجدر بالذكر أنه من الصعب تحديد بعض أنواع التمييز وفق هذا التصنيف، كما يوجد خلط بين أنواع التمييز على أساس الجندر والتمييز على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية، فالتمييز على أساس الجندر غير المعياري يوضع أحيانا في خانة التمييز على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية، وأحيانا أخرى في خانة التمييز على أساس الجندر.

يأتي هذا الخلط في إطار نقاش واسع يطرح أسئلة نظرية لأن خانة التمييز على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية تشمل العابرين والعابرات جندريا، أي التمييز ضد أصحاب الهوية الجندرية اللامعيارية. غير أن تصنيف الجندر المطروح هنا تم تعريفه ليشمل الأفراد ذوي الجندر المعياري، لذلك فمن الهام مناقشة هاته المسألة خاصة من وجهة نظر نسوية.

يطرح هذا التقرير نوعا جديدا من التمييز أي التمييز/خطاب الكراهية على شبكات التواصل الاجتماعي التي تأخذ نطاقا أوسع ويتم التنديد بها بشكل متزايد. وتقوم هاته المنشورات من رسائل وتعليقات أساسا على الجندر والعرق والجنسية وتمس بالحريات الفردية وحرية التعبير. لذلك، تأخذ المنهجية التي

يضم المرصد **96** منظمة غير حكومية تغطي كامل التراب التونسي، وهي مقسمة إلى **6** أقطاب حسب التقسيم الترابي:

- القطب الشمال الشرقي: بنزرت - تونس - أريانة - منوبة - بن عروس - زغوان - نابل
- القطب الشمال الغربي: باجة - جندوبة - الكاف - سليانة
- قطب الوسط الشرقي: سوسة - المنستير - المهدية - صفاقس
- قطب الوسط الغربي: القيروان - القصرين - سيدي بوزيد
- قطب الجنوب الشرقي: قابس - مدينين - تطاوين
- قطب الجنوب الغربي: قفصة - توزر - قبلي

اتبعتها الموثقون.ات شكلا مختلفا إذ تشمل مبادرة بالوصول إلى الأشخاص المعنيين.ات. بالإضافة إلى ذلك فإن هاته المنشورات تستهدف بشكل دوري مجموعات معينة (على أساس الجندر أو الجنسية أو لون البشرة). لذلك فإن تقديم الشكايات أو التبليغ يجب أن يكون من الطرف الجمعياتي. كما أضيفت عناصر جديدة للأسئلة المطروحة أثناء المقابلات مع المستجوبين.ات إذ أنهم يسألون ما إن كانوا يريدون نشر القضية إعلاميا أو إذا كانوا يريدون أن يتكفل مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس بالقضية باسم الضحية دون ذكر اسمها. وفي حال التكفل بالقضية، فإن المرصد ينسق مع بقية الجمعيات بالشبكة، فمثلا، تتكفل منظمة محامون بلا حدود بالجانب القانوني/العدلي، في حين يوجه المستجيبون.ات المحتاجون.ات للمساعدة الاجتماعية أو الرعاية النفسية والطبية إلى آخره... إلى بقية الجمعيات بالشبكة (الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات، دمج، الجمعية التونسية للوقاية الإيجابية وغيرها).

ويهتم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس بحرص على طريقة نقل وجمع الموثقين.ات للشهادات إذ إنه من المهم أن يكونوا على دراية بما يمثل نوعا من التمييز وتأثيره على الضحايا خاصة عندما لا يكون الموثقون.ات معنيين.ات بنفس النوع من التمييز على المستوى الشخصي. يجب عليهم فهم ما يمكن اعتباره اعتداء على حقوق الانسان والحقوق المدنية والسياسية والاجتماعية والثقافية. تقاطع التمييز هو أيضا مفهوم جوهري.

تواجه حالتان الموثقين.ات: أكثرهما شيوعا هو التكفل بالضحايا الذين يبادرون بالإدلاء بشهاداتهم. أما الحالة الثانية فهي تتمثل في اتصال الموثق.ة بالضحية في إطار عمل اليقظة.

من المهم التحضير لمختلف مراحل المقابلة: قبل، أثناء وبعد. يجب على الموثق.ة أخذ نوع التمييز الممارس على الضحية بعين الاعتبار. قبل المقابلة، يجب التحضير لاختيار مكان وموعد المقابلة وما إن كان يجب القيام بها بشكل حضوري. مثلا، يجب أخذ إمكانية الوصول لشخص على كرسي متحرك بعين الاعتبار. كما يجب على الموثق.ة الاعتناء بإطار المقابلة واحترام الخصوصية التي يتطلبها هذا النوع

من الشهادات. من المهم كذلك استباق الحاجة إلى الترجمة سواء كانت من وإلى لغة أجنبية أو لغة الإشارة. وأخيرا، إذا كان الشخص قاصرا، حضور الولي ضروري (إلا إذا كان ذلك يمثل خطرا على الضحية). تدوم المقابلة الواحدة نحو 20 دقيقة. يجب على الموثق.ة تقديم نفسه.ا وخلق مناخ من الثقة للمستجوب.ة خاصة إن لم يتم الاتصال بالجمعية من قبل هذا.ه الأخير.ة بشكل تلقائي. يجب على المستجوب.ة إيجاد التوازن اللازم بين احترام تسلسل الأسئلة وتسجيل الأجوبة واتباع سلوك منفتح أثناء الإنصات إلى شهادة.

تصنّف العناصر الموثّقة لكل مجموعة كالآتي:

- الجندر
- التمييز المبلغ عنه
- تقاطع التمييز المبلغ عنه مع أشكال التمييز الأخرى
- المنطقة
- السن
- مكان / مرتكب التمييز
- طبيعة / تأثير التمييز
- سوابق تمييز شبيهة بالمبلغ عنها
- استمرارية التمييز المبلغ عنه
- وجود شهود
- الهياكل المتلقية للبلاغات عن حالة التمييز
- إيداع الشكوى / الشروع في الإجراءات القانونية
- الخدمات المقدمة لضحية التمييز
- الرغبة في تكفل مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس بالقضية
- الرغبة في نشر القضية إعلاميا
- الشهر الذي تم فيه الإبلاغ عن التمييز

الجنـدر

من بين 23 حالة تم جمعها، كان التوزيع حسب جنـدر الشَّخص، المذكور أو المفترض، على النحو التالي:

القيمة	التردد	النسبة
رجل	13	56,52%
امراة	9	39,13%
غير معلوم	1	4,35%

تقاطع أشكال التمييز

تعرضت إحدى الضحايا إلى عنف لفظي ونفسي من قبل جيرانها في جربة بسبب انتمائها إلى مجتمع الأمازيغ في مطماطة. هذا التمييز الإثني يتقاطع مع اللغة (الأمازيغية) والدين لأن الدافع المذكور لطردھا كان استهلاكھا للكحول.

كما تعرض شخص آخر إلى التمييز على أساس الانتماء الإثني في تقاطع مع الدين في حين تعرض 4 آخرون /أخريات إلى التمييز الإثني/الجهوي في تقاطع مع اللغة.

إضافة إلى التمييز الجهوي، تعرضت ضحية إلى التمييز في تقاطع مع اللغة والتعبير الجندري. كما تعرضت ضحية أخرى إلى العنف بسبب هويتها الجندرية.

كما تعرضت ضحية أخرى إلى العنف اللفظي من قبل سائق سيارة أجرة على أساس تمييز جهوي في تقاطع مع جنسيتها.

وأخيرا، قامت ضحية من عوارب بالتبليغ عن عنف لفظي واقتصادي بجهته. في تقاطع مع الاعتداء على حقها في العيش في محيط نظيف وصحي.

يجب على الموثقين.ات إيلاء عناية خاصة برغبة الضحية. إذا كان من المحتمل أن تتعرض الضحية لضغوطات أو أشكال عنف بسبب اتصالها بجمعية غير حكومية، فمن الممكن الاتصال بشخص موثوق به.ا تفاديا لتعريض الضحية لمزيد من الخطر.

بعد المقابلة، يجب على الموثق.ة تشفير المعلومات المجمعة بدءا بالنقاط المرجعية (مما من شأنه تسهيل متابعة الملفات بين المنظمات المختلفة داخل الشبكة) قبل إدخال المعلومات المختلفة وفق تصنيفات مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس .

تحليل بيانات التمييز على أساس الجهة الجغرافيّة و/ أو الانتماء الإثني

تم الإبلاغ عن 23 حالة تمييز على أساس الجهة الجغرافيّة و/ أو الانتماء الإثني لقطب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بين أكتوبر وديسمبر 2022. 15 حالات تتعلق بالتمييز الجهوي، 6 حالات تتعلق بالتمييز الإثني العرقي وحالتان تتعلقان بالتمييز الإثني والجهوي.

يتعلق التمييز الإثني المبلغ عنه بالتمييز المرتكب على أساس انتماء الشخص إلى مجتمع ما. على سبيل المثال، قدم عدد من المستجيبين.ات الأمازيغيين.ات شهادات تفيد تعرضهم.ن للتمييز عندما يتحدثن/يتحدثن بلغاتهم.ن أو إذا أرادوا/أرذن الزواج بشخص من مجتمع آخر.

يتعلق التمييز الجهوي بالتمييز الذي يمارس ضد الأشخاص الذين/اللاتي ينتمون/ينتمين إلى جهة معينة، من قبل أشخاص (عاديّين أو معنويّين) ينتمون إلى جهات مختلفة. في الحالات المعروضة هنا، يتعلق هذا التمييز، على سبيل المثال، بتعرض شاب إلى السخرية من زملاءه في القسم بسبب لكتنه. كما تعرضت شابة إلى التحرش الجنسي من قبل سائق سيارة أجرة قام بذكر لكتنها. في هذه الحالة، يتقاطع التمييز الجهوي الذي عاشته الضحية مع تمييز على أساس الجنـدر.

الغربي (القصرين) و1 في الشمال الغربي (سليانة).

القيمة	التردد	النسبة
الجنوب الشرقي	11	47,83%
الوسط الشرقي	5	21,74%
الشمال الشرقي	4	17,39%
الوسط الغربي	2	8,7%
الشمال الغربي	1	4,35%

مكان / مرتكب التمييز

تعرضت 9 حالات، أي ما يقارب 40% من الضحايا، إلى التمييز داخل سيارة أجرة، 5 في مؤسسة تربوية أو جامعية، حالتين في مكان العمل، حالتين في حانة/مقهى/مطعم وحالتين في مكان خاص. نلاحظ إذا التمثيل الزائد للأماكن العامة.

8 من بين حالات التمييز المرصودة، أي ثلث الحالات، قامت بها سائق. سيارة أجرة. يجدر بالذكر أن إحدى حالات التمييز الباقية قام بها سائق وسيلة نقل عمومية: 9 حالات في وسائل النقل. كل هذه الحالات رافقها عنف لفظي، عنف جسدي في بعضها، وعنف نفسي وتحرش جنسي في حالة واحدة.

تم رصد 5 حالات تمييز بالوسط المدرسي، 3 حالات من قبل المدرسين و/أو الإدارة وحالتين من قبل زملاء في الأقسام التعليمية فمثلا، تعرض تلميذ للمضايقة من قبل زملائه في القسم بسبب لكنته. تم رصد 4 حالات عنف مسلط في الإطار المهني: حالتان من قبل صاحب.ة العمل وحالة عنف مسلط من

القيمة	التردد	النسبة
الهوية الجندرية	6	26,09%
اللّهجة	4	17,39%
أخرى	3	13,04%
الدين	2	8,7%
الجنسية	1	4,35%
التعبير الجندري	1	4,35%
الجهوية	1	4,35%
الاعتداء على الحق في محيط صحي	1	4,35%

السّن

متوسط العمر 26 سنة. وتراوحت أعمار الضحايا بين 15 و45 عاما. تم الإبلاغ عن حالة واحدة فقط تتعلق بقاصر عمره 15 عاما.

التوزيع حسب الجهة الجغرافية

تعرضت 11 حالة، أي ما يقارب نصف الضحايا، إلى التمييز في الجنوب الشرقي (مدنين وذاابس)، 5 في الوسط الشرقي (صفاقس، المهدية والمنستير)، 4 في الشمال الشرقي (تونس ومنوبة)، 2 في الوسط

4,35%	1	صاحب.ة المسكن
4,35%	1	مؤسسة عموميّة
4,35%	1	الزملاء.ات في العمل
4,35%	1	عائلة الشريك
39,13%	9	سيارة أجرة
21,74%	5	إطار مدرسي/جامعي
8,7%	2	مكان خاص
8,7%	2	حانة/مقهى/مطعم
4,35%	1	نقل عمومي
4,35%	1	مكان عام
4,35%	1	مستشفى
8,7%	2	في العمل
4,35%	1	متحف
4,35%	1	صيدلية

قبل زميلة.ة في العمل, كما تم تسريح شخصين بسبب أصلهما الإثني في حين تعرضت ضحية أخرى إلى تحرش جنسي متكرر.

تم توثيق 4 حالات تمييز تتمثل في عنف لفظي من قبل أفراد «مجهولي الهوية». بالنسبة لبقية الحالات التي نقلت كل منها إحدى الضحايا فهي تهمة العائلة أو عائلة الشريك, أو صاحب.ة المسكن أو مؤسسة عموميّة , مستشفى في هذه الحالة الأخيرة, حيث لم يتم السماح للضحية بتسلم بطاقة علاج.

القيمة	التردد	النسبة
سائق سيارة أجرة	8	34,78%
شخص/أفراد	4	17,39%
مدرسون.ات أو إدارة	3	13,04%
الزملاء.ات في المدرسة/المعهد/الجامعة	2	8,7%
في مكان العمل	2	8,7%
صاحب.ة العمل	2	8,7%
العائلة	1	4,35%
سائق.ة وسيلة نقل عمومية	1	4,35%

4,35%	1	هروب من المنزل
4,35%	1	طرد من المنزل
4,35%	1	اعتداء
4,35%	1	هرسلة
4,35%	1	رفض الزواج من الشريكة
4,35%	1	رفض تسليم شهادة
4,35%	1	رفض المد ببطاقة علاج

سوابق واستمرارية التمييز

أكد أكثر من نصف الافراد الذين تمت مقابلتهم، ن (13) أنه لم تكن هنالك سوابق للتمييز. يعتبر 15 فردا أنهم لا يتعرضون إلى تمييز مستمر في حين يعتبر 7 أنهم يعيشون تمييزا مستمرا. يجدر بالذكر أن فردا امتنع عن الإجابة.

شهود العيان

أكد 13 من المعنيتين بالأمم (56,2%) أن شهودا كانوا حاضرين عند تعرضهم للتمييز. كما أكد 12 منهم أن شهود العيان مستعدون للإدلاء بشهادات.

4,35%	1	أثناء حدث بنزل
4,35%	1	المعهد العالي للفنون والحرف بؤايس

طبيعة وتأثير التمييز

من بين الأشخاص الذين تمت مقابلتهم، تعرض ثلاثة أرباع الحالات (18 حالة من أصل 23) إلى عنف لفظي، 8 إلى عنف نفسي، 4 إلى عنف جسدي و3 إلى عنف اقتصادي. تم رصد هرسلة في حالتين كلتاهما تعرضتا إلى تحرش جنسي. هربت ضحيتان أو تم طردهما من المسكن؛ تعرضت شخص إلى الاعتداء وتم طرد شخصين. وأخيرا تم رفض زواج شخص من شريكته في حين أن شخصا آخر لم يتمكن من الحصول على شهادته ولم يتحصل ثالث على بطاقة علاج.

القيمة	التردد	النسبة
لفظي	18	78,26%
نفسى	8	34,78%
جسدي	4	17,39%
اقتصادي	3	13,04%
طرد	2	8,7%
تحرش جنسى	2	8,7%

تحليل بيانات التمييز على أساس الجندر

رصد حالات التمييز

أبلغت المعنيتين.ات بالأمر عن حالات التمييز التي تعرضوا.ن لها إلى الهياكل التالية:
17 لمنظمة غير حكومية, 3 لهيكل آخر (جمعية تفعيل الحق في الاختلاف, الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات ومرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف), 1 في مركز شرطة و4 لم يقوموا/تقمن بالإبلاغ. إذا, فإن الأفراد يبلغون بشكل شبه آلي لمنظمة غير حكومية حتى عندما يتوجهون إلى الشرطة. ملحوظة: هناك 25 حالة هنا, لأن عددا من الأفراد يدلون/يدلين بشهادات عن التمييز لدى أكثر من هيكل.

- التتبع القضائي :

تقدمت ضحية واحدة فقط بشكوى وأعربت أخرى عن رغبتها في القيام بذلك لاحقًا. لكن 3 أفراد يقبلن/تقبلن فرضية أن يقوم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بإجراءات التتبع القضائي باسم الضحايا. تفكر ضحية واحدة بطلب اللجوء.

- الخدمات المقدمة

تحصلت 9 حالات لخدمة الإنصات من قبل الجمعيات والمؤسسات المعنية, في حين أن 14 حالة لم تحصل على أي خدمة.

نشر القضية إعلاميا:

قبل 17 فردا بفرضية نشر قضاياهم إعلاميا دون ذكر أسماءهم.

تم رصد 56 حالة تمييز على أساس الهوية الجندرية إلى مرصد الدّفاع عن الحق في الاختلاف بين اكتوبر وديسمبر 2022. كما ذكرنا في المقدمة، تمثل بعض أشكال التمييز على أساس الجندر نوعا من العنف على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية، والعكس بالعكس.

الجندر

تنوزع ال 56 حالة التي تم تجميعها حسب جندر الشخص، المذكور أو المفترض، كما يلي:
أكثر من نصف المستجوبين.ات (31) من النساء؛ 10 نساء عابرات جندريا، 6 رجال عابرين جندريا، 4 كويريين.ات، 4 رجال كلهم يعرفون بأنفسهم كمثليين و شخص لا معياري.

القيمة	التردد	النسبة
امرأة	31	55,36%
امرأة عابرة جندريا	10	17,86%
رجل عابر جندريا	6	10,71%
كويرية	4	7,14%
رجل	4	7,14%
لا معياريين.ات	1	1,79%

السن

متوسط العمر هو 29,2 سنة. وتراوحت أعمار الضحايا بين 16 و56 عاما. تم الإبلاغ عن 4 حالات تتعلق بقصر.

تقاطع أشكال التمييز

من بين هاته الحالات ال 56، أفاد 18 أن التمييز على أساس الجندر كان مصحوبا بتمييز على أساس الميل الجنسي (%32,14)، الجنسية (2)، الدين (2)، وحتى العرق (2). أبلغ 6 أفراد آخرون/أخريات تباعا عن تقاطع مع: حمل لإعاقة، الحالة المدنية، الأصل الجهوي، السوابق العدلية بالنسبة لسجينة سابقة، والحالة الصحية. في حالات التمييز على أساس الجندر، من النادر أن يأخذ العنف شكلا واحدا إذ يصاحب الاعتداءات اللفظية بشكل شبه آلي عنف نفسي وبدني وهرسلة، عادة تحرش جنسي، يصل حد الاغتصاب.

القيمة	التردد	النسبة
توجه جنسي	18	32,14%
جنسية	2	3,57%
دين	2	3,57%
عرق	2	3,57%
إعاقة	1	1,79%
جندر	2	3,57%

الشرقي (صفاقس والمهدية وسوسة) و5 في الوسط الغربي (القصرين وسيدي بوزيد).

مكان / مرتكب التمييز

غالباً ما تمارس حالات التمييز من قبل الأسرة وهذا بنسبة ربع الحالات المذكورة (14 حالة). في كثير من الحالات يشمل هذا عدم المساواة في الميراث.

تشمل 7 حالات، أي 12,5% من أشكال التمييز، الشريك، الحالية أو السابقة، وممارسة هرسلة وعنف لفظي ونفسي.

تعرضت 8 ضحايا إلى عنف من قبل أفراد في حين أبلغ 8 آخرون عن عنف من قبل المجتمع. هذا يعني مثلاً أن يغلق فرد على نفسه، بشكل كبير بسبب التمييز المسلط؛ أو أن يقع/تقع فرد كضحية تشويه سمعة وعنف بسبب نشر فيديو.

في مكان العمل، تعرضت 6 ضحايا إلى عنف من قبل صاحب العمل، بلغت امرأة عن عدم المساواة في الأجر بينها وبين زملائها من الذكور الذين يتحصلون على أجر أعلى ب 25% منها. كما تم التبليغ عن رفض تشغيل بعض الضحايا بسبب الجندر إضافة إلى تحرش جنسي. تعرضت ضحيتان إلى عنف في مكان عمل عام وفي شركة إسمنت فيابس.

أبلغت 5 ضحايا عن عنف ممارس من قبل أعوان الشرطة. في 3 حالات، رفض الأعوان القيام بعملهم وتلقى شكوى من قبل ضحية تعرضت للتهديد من بعض الأفراد. ثم مارس الأعوان أنفسهم عنفا لفظيا على الضحايا وصل إلى حد تهديد الضحايا الذين كانوا في وضعية هشّة سلفاً. تعرضت ضحيتان إلى التمييز في المطاعم إضافة إلى عنف لفظي ونفسي وهرسلة. كما تعرضت ضحيتان إلى المضايقة الرقمية.

تعرضت ضحيتان إلى التمييز داخل سيارة أجرة، كما بلغت ضحية أخرى عن تمييز من قبل سائق سيارة لواج، ليصل عدد حالات التمييز في وسائل النقل إلى 3.

حالة مدنية	1	1,79%
أصل جهوي	1	1,79%
سجينة سابقة	1	1,79%
حالة صحية	1	1,79%

التقسيم حسب الجهة الجغرافية

توزيع الجهات الجغرافية التي قدمت فيها التقارير هو كما يلي:

القيمة	التردد	النسبة
الجنوب الشرقي	18	32,14%
الشمال الشرقي	16	28,57%
الشمال الغربي	10	17,86%
الوسط الشرقي	7	12,5%
الوسط الغربي	5	8,93%

تتواجد أكثر من نصف الحالات في الجنوب الشرقي (فيابس ومدنين) والشمال الشرقي (تونس وأريانة وبن عروس). تعرض 10 أفراد للتمييز في الشمال الغربي (سليانة والكاف وجندوبة وباجة)، 7 في الوسط

1,79%	1	مؤسسة عموميّة
14,29%	8	شركة
1,79%	1	سائق سيارة لواج
1,79%	1	مدرس بالمعهد العالي للفنون والحرف بؤابس.
1,79%	1	ممرض
1,79%	1	شركة إسمنت ؤابس
1,79%	1	أستاذ
28,57%	16	في مكان خاص
28,57%	16	في مكان عام
14,29%	8	في وسط مدرسي/جامعي
7,14%	4	حانة / مقهى / مطعم
7,14%	4	نقل عمومي
3,57%	2	مستشفى
1,79%	1	سيارة أجرة

تعرضت ضحيتان إلى التمييز في الوسط المدرسي، إحداهما من قبل أستاذ والأخرى من قبل مدرس بالمعهد العالي للفنون والحرف بؤابس.

أما بقية ضحايا التمييز تعرضوا،ن للاعتداء تباعا من قبل مؤسسة عمومية وممرض.

القيمة	التردد	النسبة
عائلة	14	25%
شخص/أفراد	8	14,29%
شريك / شريك سابق	7	12,5%
صاحب(ة) العمل	6	10,71%
أعوان الشرطة	5	8,93%
حانة / مقهى / مطعم	2	3,57%
على الانترنت	2	3,57%
في مكان العمل (عام)	2	3,57%
سيارة أجرة	2	3,57%
في مكان العمل	2	3,57%

طبيعة وتأثير التمييز

أبلغ 39 شخصا، أي ما يقارب 70% من الحالات، عن تعرضهم للعنف اللفظي، 38 للعنف النفسي، 13 للعنف الجسدي و8 للعنف الاقتصادي. كما أبلغت ضحية أخرى عن تعرضها للاعتداء. تعرض 15 شخصا للهرسلة و6 للتحرش الجنسي. أبلغت شخص عن تعرضه للاغتصاب وآخر/أخرى عن إرغامه على عمل الجنس. تم تهديد 5 أشخاص، أحدهم/إحدها عن تعرضه للإفصاح القسري. تعرض 3 أشخاص للابتزاز، وشخص آخر للمضايقة الرقمية، وآخر للاضطهاد. تعرض شخصان للهرسلة في مكان العمل وتم حرمان شخصين من الوظيفة.

في الإطار الأسري، تم حرمان 3 أشخاص من الميراث وتم طرد شخص من المسكن. يأتي التمييز القائم على الجندر عادة في أشكال متعددة ومن النادر أن يأخذ شكلا واحدا كالعنف اللفظي. في أحيان كثيرة، تتعرض الضحايا أيضا إلى عنف نفسي وهرسلة وابتزاز وعنف جنسي. ملحوظة: يفوق عدد أشكال التمييز عدد الحالات بسبب تقاطع بعض أنواع العنف مما يفسر الطبيعة التراكمية للتمييز عندما تقدم ضحية ما عدة عناصرهوية.

القيمة	التردد	النسبة
لفظي	39	69,64%
نفسى	38	67,86%
هرسلة	15	26,79%
جسدي	13	23,21%

على الانترنت	1	1,79%
بالهاتف	1	1,79%
مركز الأمن الوطني بؤابس	1	1,79%
مصحة خاصة	1	1,79%
الشركة الوطنية لاستغلال وتوزيع المياه	1	1,79%
عمل الجنس	1	1,79%
العائلة/الحي	1	1,79%
مجهولون.ات	1	1,79%
شركة	1	1,79%
مقر إذاعة جمعياتية	1	1,79%
المنزل	1	1,79%
مركز الإيقاف بوشوشة	1	1,79%
شركة إسمنت بؤابس	1	1,79%

سوابق واستمرارية التمييز

أشارت 33,9% من المعنيات بالأمر، أي ثلث المستجوبات، إلى أنهنّ مررن بسوابق من التمييز على أساس الجندر. بالنسبة لأكثر من نصفهن (31 حالة)، فإن هذا التمييز مستمر بمرور الوقت.

شهود العيان

أفادت 37 من المعنيات بالأمر (66,1%) أن شهودا كانوا حاضرين عند تعرّضهن للتمييز. في 25% من الحالات، اعتبرن أنّ الشهود على استعداد للإدلاء بشهادتهن.

رصد حالات التمييز

بعد تعرّضهنّ للتمييز، تحول غالبية المعنيات بالأمر (32 شخصا) إلى المنظمات غير الحكومية. ذهبت 14 إلى مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف و2 لدى جمعية تفعيل الحق في الاختلاف. قابلت أخرى مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف ومحامون بلا حدود ودمج.

اتصلت ضحيتان بمحام في حين اشتركت بعض الضحايا لدى الجهات الرسمية: المندوبية الجهوية للأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن بسليانة، مندوبية شؤون المرأة وحتى وكيل الجمهورية بالمحكمة الابتدائية بسليانة.

- التتبع القضائي

قدّمت 7 ضحايا شكوى بمعدل ثمن الضحايا. وأعربت 13 أخريات عن رغبتهنّ في القيام بذلك لاحقاً. وصلت 5 من هذه الحالات أمام القضاء. 7 أفراد يقبلن/تقبلن فرضية أن يقوم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بإجراءات التتبع القضائي باسم الضحايا. تفكر ضحية واحدة بطلب اللجوء.

- الخدمات المقدمة

الخدمة الرئيسية المقدمة ل 34 ضحية هي الإنصات. حصلت 22 ضحية على دعم نفسي، 9 على استشارة قانونية و6 على مساعدة قانونية. تحصل 3 على مساعدة اجتماعية و2 على مساعدة طبية. تم توجيه 5

اقتصادي	8	14,29%
التحرش الجنسي	6	10,71%
التهديد	4	7,14%
الحرمان من الميراث	3	5,36%
الابتزاز	3	5,36%
هرسلة في العمل	2	3,57%
رفض التوظيف	2	3,57%
الطرد من المنزل	1	1,79%
المضايقة الرقمية/العنف الرقمي	1	1,79%
التهديد بالإفصاح القسري	1	1,79%
الاضطهاد	1	1,79%
عمل الجنس	1	1,79%
اعتداء	1	1,79%
الاغتصاب	1	1,79%

تحليل بيانات التمييز العنصري و / أو التمييز القائم على الجنسية

أشخاص للجمعية التونسية للوقاية الإيجابية و3 للتكوين. تحصلت ضحية على موعد وأخرى على لقاء من أجل الحصول على مساعدة اجتماعية.

تم توجيه ضحية أخرى نحو جمعية. كما يتم الاتصال برجل عابر جنديا بشكل يومي لمتابعة تطور حالته لكونه في صراع مع والده بسبب حلقه لشعره وأخذة للهرمونات. كما استفادت ضحية أخرى من مطلب للحصول على مساعدة على السكن ومساعدة غذائية ومساعدة نفسية. نشر القضية إعلاميا

قبل 18 فردا، أي 32,1% من الضحايا، بفرضية نشر قضاياهم إعلاميا دون ذكر أسماءهم.

القيمة	التردد	النسبة
رجل	28	57,14%
امراة	21	42,86%

تقاطع التمييز

8 حالات من التمييز كانت في تقاطع مع اللغة، 5 حالات في تقاطع مع الدين، 3 حالات في تقاطع مع الهوية الجندرية، واحدة مع الانتماء الإثني وواحدة مع الميل الجنسي.

القيمة	التردد	النسبة
اللغة	8	16,33%
الدين	5	10,2%
الهوية الجندرية	3	6,12%
الانتماء الإثني	1	02,04%
الميل الجنسي	1	02,04%

تم الإبلاغ عن 49 حالة تمييز على أساس العرق / الجنسية إلى مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بين أكتوبر وديسمبر 2022.

يقوم هذا التمييز على أساس العرق (التونسيين/ات، مواطني/ات دول جنوب الصحراء) التمييز على أساس العرق هو عنف يتعرّض له الفرد بسبب لون بشرته. التمييز على أساس الجنسية يشير إلى العنف الذي تمارسه الدولة ضد ضحية من مواطنيها. من بين 49 شخصًا تمت مقابلتهم، أفادت نصفهم بأنهم تعرضوا. ن للتمييز على أساس العرق والجنسية؛ 17 لعرقهم فقط و 6 لجنسيتهم.

القيمة	التردد	النسبة
العرق والجنسية	27	55,1%
العرق	17	34,69%
الجنسية	6	12,24%

تشير النسبة المرتفعة من الأشخاص الذين يتعرضون للتمييز على أساس العرق فقط وعلى أساس العرق والجنسية إلى أهمية التمييز بسبب لون البشرة، بغض النظر عن البلد الأصلي. الجندر ومن بين الحالات الـ 49 التي تم جمعها، كان التوزيع حسب جندر الشخص، المذكور أو المفترض، على النحو التالي:

السنّ

متوسط العمر 31,5 سنة. وقد تراوحت اعمار الضحايا من 20 الى 50 عاما. لم يتم التبليغ عن أي حالة تتعلق بقاصر.

التوزيع حسب الجهة الجغرافيّة

توزيع الجهات الجغرافيّة التي قدمت فيها التقارير هو كما يلي:

القيمة	التردد	النسبة
الشمال الشرقي	19	38,78%
الجنوب الشرقي	15	30,61%
الوسط الشرقي	8	16,33%
الشمال الغربي	7	14,29%

حصلت غالبية حالات التمييز (19 حالة) في الشمال الشرقي (تونس، أريانة، بن عروس) ثم في الجنوب الشرقي (ذابس ومدنين) بواقع 30,6% من الحالات. تعرض 8 أشخاص للتمييز في الوسط الشرقي (صفاقس والمهدية وسوسة) و7 في الشمال الغربي (سليانة، الكاف، جندوبة، باجة).

مكان / مرتكب التمييز

11 من حالات التمييز ارتكبها أفراد، عادة في أماكن عامة حيث تعرض الضحايا للإساءة اللفظية. بلغت الضحايا عن سب وتعليقات عنصرية وحتى الرشق بالحجارة. وأشار معظم المستجيبين، إلى صور نمطية

تتعلق «بالأفارقة» والتي تعتقد جزما أن شخصا ذات بشرة سوداء لا يمكن أن يكون تونسياة. يعيق العنف المسلط من قبل الجيران (5 حالات) الحق في المسكن: شهد الكثير من الضحايا أن جيرانهم أو أصحاب المساكن يمارسون عليهم العنف ويتصلون أحيانا بالشرطة من أجل منع ذوي.ات البشرة السوداء من العيش في بناياتهم أو أحيائهم.

أبلغ 13 شخصا بتعرضهم للعنف في مكان خاص. حالتا عنف من قبل الشريك السابق أو الحالي وحالة من قبل العائلة. في الحالة الأخيرة، تعرفت الضحية على رجل عبر فايسبوك ثم تعرضت للعنف اللفظي والنفسي من قبل والدته عند لقائهما حيث قالت هذه الأخيرة أن «الأفارقة جعلوا للعمل، لا للزواج بابنها.»

6 حالات عنف كانت من قبل أعوان شرطة و حالة داخل مركز شرطة. تتعرض النساء من جنوب الصحراء إلى التمييز من قبل الشرطة بشكل دوري، خاصة فيما يتعلق ببطاقات الإقامة التي يتم رفضها أحيانا دون سبب. في هذا السياق، دعيت ضحية إلى مغادرة التراب التونسي دون أن تفهم سبب ذلك وأجبرت على التوقيع على وثيقة باللغة العربية دون أن تفهم محتواها.

أما فيما يتعلق بوسائل النقل، 5 حالات تمييز وقعت مع سائقي.ات سيارة أجرة و3 في وسائل النقل العمومي. ويعني هذا رفض نقل الضحايا وعنف لفظي.

وقعت 12 حالة في مكان العمل: 6 منها لصاحب.ة العمل، 2 من زملاء/زميلات العمل و1 في مكان العمل (عام). ويأتي هذا على شكل هرسلة، تمييز عند التوظيف أو حتى الاستغلال الاقتصادي بأجر متدن. وقعت 5 حالات عنف في مؤسسة عموميّة و2 في المستشفى منها حالة قامت بها ممرضة في المستشفى الجامعي محمد بن ساسي في ذابس. كما وقعت حالة تمييز أخرى في الوحدة المحلية للنهوض الاجتماعي بسليانة.

10,2%	5	مؤسسة عموميّة
6,12%	3	الوسط المدرسي/الجامعي (زملاء/زميلات)
04,08%	2	شريك / شريك سابق
04,08%	2	زملاء/زميلات العمل
04,08%	2	مستشفى
04,08%	2	النقل العمومي
02,04%	1	مركز شرطة
02,04%	1	العائلة
02,04%	1	الوسط المدرسي/الجامعي (أساتذة أو إداريون)
02,04%	1	في العمل (عام)
02,04%	1	صاحب.ة المسكن
02,04%	1	الهلل الأحمر
02,04%	1	وكالة عقارية
02,04%	1	مدير مطعم 400 فود بصفاقس

وقعت 3 حالات في الوسط المدرسي من قبل زملاء/زميلات في القسم مما يعيق إدماج مواطني.ات دول جنوب الصحراء باستعمال اللغة.

وقعت حالتان في حانات/مقاهي/مطاعم ومورست حالة تمييز أخرى من قبل مدير مطعم «400 فود في صفاقس».

بالنسبة لبقية الحالات، أبلغت ضحيتان عن تعرضهما للتمييز تباعاً من قبل صاحب.ة المسكن ووكالة عقارية، في حين تعرضت حالة ثالثة للتمييز من قبل الهلال الأحمر وأخرى من قبل عون حراسة بنك. وقعت نصف حالات التمييز (24 حالة) في مكان عام و 13 حالة في مكان خاص، 7 حالات في وسائل نقل 5 منها داخل سيارة أجرة و 2 في وسيلة نقل عمومي (الواج). 5 حالات وقعت في محيط مدرسي/جامعي، حالتين في مستشفى و 3 في حانة/مقهى/مطعم. أما بقية حالات العنف فحصلت مع صاحب.ة المسكن وفي مقر الهلال الأحمر.

القيمة	التردد	النسبة
شخص/ أفراد	11	22,45%
أعوان الشرطة	6	12,24%
صاحب.ة العمل	6	12,24%
الجيران	5	10,2%
سائق سيارة أجرة	5	10,2%

ضحايا إلى المرسلات في العمل. يأتي هذا على شكل تحيل، تمييز عند التوظيف ورفض دفع الأجور. أثناء التمييز من طرف سائقي سيارات الأجرة، رفض أحدهم نقل 4 من الضحايا (9.1%) ورفض آخر إكمال رحلة شخص واحد.

في المحيط العائلي، تم طرد شخصين من المسكن وفرت ضحية ثالثة من المسكن. تم إيقاف شخص وتقديمه للعدالة بشكل اعتباطي. يقول المستجيب إنه تم إلقاء القبض عليه في وسط المدينة دون أن يعلم السبب.

لم تتمتع بقية الضحايا بحقوقهم على غرار: الحصول على بطاقة إقامة، خدمات وكالة عقارية، الحق في الحصول على معلومات من قبل وكالة النهوض الاجتماعي بسليانة، الحصول على علاج والدخول إلى بنك في وسط مدينة تونس.

القيمة	التردد	النسبة
لفظي	33	67,35%
نفسى	23	46,94%
جسدي	11	22,45%
آخر	7	14,29%
اقتصادي	7	14,29%
اعتداء	6	12,24%

الوحدة المحلية للنهوض الاجتماعي بسليانة	1	02,04%
ممرضة بالمستشفى الجامعي محمد بن ساسي فابس	1	02,04%
عون حراسة بنك	1	02,04%
في مكان عام	24	48,98%
في مكان خاص	13	26,53%
في محيط المدرسة / الجامعة	5	10,2%
حانة / مقهى / مطعم	3	6,12%
مستشفى	2	04,08%

طبيعة وتأثير التمييز

من بين الذين تمت مقابلتهم، تعرض 67,3% من الحالات (33 حالة) للإساءة اللفظية، من قبل أعوان الشرطة والأفراد و أصحاب/صاحبات العمل، إلخ.

أبلغت 23 حالة عن تعرضها للعنف النفسي، من بينهم 11 ضحية عنف جسدي وتعرضت 6 حالات للاعتداء، 4 للاضطهاد و2 للتهديد. تم إساءة معاملة ضحية أخرى وتعرضت ضحية للتحرش الجنسي كما تعرضت إحدى الضحايا للاغتصاب. وأخيرا، تعرضت شخص إلى المضايقة الاللكترونية.

تعرضت 8 ضحايا إلى عنف اقتصادي وتم رفض توظيف 5 حالات، أُجبر إثنان على الاستقالة وتعرضت 3

02,04%	1	رفض تقديم خدمات بوكالة عقارية
02,04%	1	رفض المد بمعلومات
02,04%	1	رفض المعالجة
02,04%	1	عدم السماح بالدخول
02,04%	1	إساءة معاملة

سوابق واستمرارية التمييز

أفاد أكثر من نصف المعنّيين.ات بالأمر (28 حالة) أن التمييز الذي تعرضوا.ن له كان قد سبقه حالات أخرى. و أفادت.ت 42,9% أن هذا التمييز غير مسبق. أفاد نصف المعنّيين.ات بالأمر (25 حالة) بأن هذا التمييز مستمر. 22.7% (10 حالات) أكدوا.ن أن التمييز الذي تعرضوا.ن له قد توقف.

شهود العيان

أفاد 75,5% من المعنّيين.ات بالأمر (37 حالة) أن شهودا كانوا حاضرين عند تعرّض.هن للتمييز, مما يؤكد الوتيرة المرتفعة العنف في الأماكن العامة. 9.124,5% من المعنّيين.ات بالأمر (12 حالات) أفادوا.ن بعدم وجود شهود. 63,3% من المعنّيين.ات بالأمر (31 حالات) أفادوا أن شهودهم على استعداد للإدلاء بشهادتهم. 15 عشر شخصا فقط أفادوا.ن أن الشهود لا يرغبون في الإدلاء بشهادتهم.

10,2%	5	رفض التوظيف
8,16%	4	هرسلة
8,16%	4	اضطهاد
6,12%	3	هرسلة في مكان العمل
04,08%	2	طرد من المنزل
04,08%	2	استقالة من العمل
04,08%	2	تهديد
02,04%	1	عنف الكتروني/ مضايقة الكترونية
02,04%	1	الملاحقة القانونية
02,04%	1	هروب من المنزل
02,04%	1	اغتصاب
02,04%	1	تحرش جنسي
02,04%	1	رفض المد ببطاقة إقامة
02,04%	1	إيقاف

تتبع حالات التمييز

أبلغ المستجيبون، ات عن حالات التمييز إلى الهياكل التالية: منظمات غير حكومية، مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف، مركز شرطة، سفارة فرنسا بتونس، ووسائل الإعلام.

تتجه معظم الضحايا إلى المنظمات غير الحكومية إذ بلغ 48 شخصا عن تجاربهم لدى منظمة غير حكومية أو مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف.

لا تجرؤ الضحايا دائما على الذهاب للشرطة. تخشى امرأة من جنوب الصحراء تتعرض لهرسلة من قبل رجل يقطن بحيها تقديم شكاية خوفا من أن يتم إيقافها من قبل أعوان الشرطة رغم أن وثائقها سليمة.

التتبع القضائي

% 6,1 فقط من المعنيتين. ات بالأمر (3 حالات) قدموا. ن شكوى. ومثلت واحدة فقط أمام القضاء في حين سحب. ت شخص شكايته. ا.

لم تقدم الأغلبية الساحقة بأي شكوى ولا تريد %79,6 من الضحايا القيام بذلك في حين يخطط 10 أشخاص فقط القيام بذلك في المستقبل.

في نفس السياق، لا تريد %69,4 من الحالات أن يقدم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف قضايا بالسم الضحايا حتى دون ذكر الأسماء.

لا ت. يخطط أي منهم. ن لتقديم طلب اللجوء.

الخدمات المقدّمة

الخدمة الرئيسية المقدمة لنصف الضحايا (25 شخصا) هي الإنصات. حصلت 6 ضحايا على دعم نفسي، تحصل 5 على مساعدة اجتماعية، 3 على وسائل حماية و2 على مساعدة طبية.

إجمالا، تمت مساعدة 3 أشخاص في الجانب القانوني، 2 بفضل استشارة قانونية و1 مساعدة قانونية.

استفادت شخص من تدخل رقمي، وشخص آخر/أخرى من كشف مجاني عن الأمراض المنقولة جنسيا وضحية أخيرة من خدمة وساطة.

وجب التنويه أن 18 شخصا لم يستفيدوا/تستفدن من أي خدمة.

نشر القضية إعلاميا

لا يريد جزء كبير من الضحايا (22) أن يتم نشر القضايا إعلاميا. وجب التنويه أن 32 شخصا فقط من مجموع 49 قاموا/قمن بالإجابة على هذا السؤال.

تم الإبلاغ عن 32 حالة من حالات التمييز على أساس حمل إعاقة إلى مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بين أكتوبر وديسمبر 2022.

19 حالة تتعلق بالتمييز على أساس حمل إعاقة حركية (59,4%) و4 حالات تتعلق بالتمييز على أساس حمل إعاقة ذهنية (12,5%) و10 حالات تتعلق بالتمييز على أساس حمل إعاقة غير محدّدة (31,2%).

الجنـدر

من بين 32 حالة تم تجميعها، كان التوزيع حسب جنـدر الشخص، المذكور أو المفترض، على النحو التالي:

القيمة	التردد	النسبة
رجل	19	59,38%
امراة	12	37,5%

تقاطع التمييز

ذكر التقاطع مع التمييز على أساس الميل الجنسي، الهوية والتعبير الجنـدري والخصائص الجنسية عدة مرات: 3 أشخاص يتعايشون مع فقدان المناعة المكتسبة، شخص بسبب هويته الجنـدري وشخص بسبب ميله الجنسي. أبلغت امرأة حاملة لإعاقة حركية عن تعرضها لتمييز يتقاطع مع إعاقة أخرى. كما أبلغت ضحيتان عن تمييز يتقاطع مع المستوى الاجتماعي والأصل الجهوي.

تحليل بيانات التمييز القائم على حمل إعاقة

القيمة	التردد	النسبة
الشمال الشرقي	8	25%
الشمال الغربي	7	21,88%
الوسط الشرقي	6	18,75%
الوسط الغربي	6	18,75%
الجنوب الشرقي	5	15,62%

مكان / مرتكب التمييز

المؤسسات العموميّة هي الأماكن الأولى المسؤولة عن التمييز على أساس حمل إعاقة (6 حالات). تعرض 3 ضحايا إلى التمييز في هيئات رسمية أخرى. في مركز الديوانة بالقيروان، حاولت امرأة توريد سيارة تلائم حاجياتها وإعاقتها وهي معفية من الرسوم الديوانية. أعلمتها الإدارة العامة لمصالح الديوانة أن هنالك مذكرة تفرض أن يكون المورد فردا من العائلة واتهمتها «بإستغلال إعاقتها لإستغلال القانون». أما الحالتان الأخريان للتمييز فوقعتا في الديوان الوطني للأسرة والعمران البشري المندوبية الجهوية بمنوبة ورئيس مركز اقتراع والهيئة العليا المستقلة للانتخابات بالقصرين. تعرضت بقية الضحايا إلى عنف من قبل العائلة (بالنسبة إلى 4 من المستجيبين.ات). وتعرضت ضحية إلى التمييز من قبل عائلة خطيبها.

تعرض 3 أشخاص للتمييز داخل مستشفى من قبل الإطار الطبي وشبه الطبي. قال ت شاهدة أن الممرضين.ات رفضوا أن تعقيم جروح قريبه.ا الحامل لإعاقة ذهنية. كما شهدت امرأة أنه لم يتم احترام

القيمة	التردد	النسبة
حمل لفيروس نقص المناعة البشرية	3	9,38%
إعاقة	1	3,12%
هوية جنسية	1	3,12%
ميل جنسي	1	3,12%
مستوى اجتماعي	1	3,12%
الجهة	1	3,12%

السن

متوسط العمر 34 سنة. ويتراوح عمر الضحايا بين 7 و54 سنة. تم الإبلاغ عن حالة لقاصر تخص طفلة حاملة لمتلازمة التوحد حرمت من الدراسة.

التوزيع حسب الجهة الجغرافية

حصلت غالبية حالات التمييز (8 حالات) في الشمال الشرقي (تونس، أريانة، بن عروس) و7 في الشمال الغربي (سليانة، الكاف) ثم 6 في كل من الوسط الشرقي (صفاقس) والوسط الغربي (القصرين، القيروان) وأخيراً 5 حالات في الجنوب الشرقي (فابس ومدنين وتطاوين).

سيارة أجرة	2	6,25%
نقل عمومي	1	3,12%
في مكان العمل (عام)	1	3,12%
زملاء/زميلات العمل	1	3,12%
الجيران	1	3,12%
أعوان الشرطة	1	3,12%
سيارة لواج	1	3,12%
عائلة الخبيب	1	3,12%
الادارة العامة للديوانة بالقصرين	1	3,12%
صاحب.ة العمل	1	3,12%
رئيس مكتب اقتراع	1	3,12%
الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بالقصرين	1	3,12%
مسؤولة موارد بشرية بشركة	1	3,12%
مريضة بمستشفى	1	3,12%

حق والدها في الأولوية رغم استظهاره ببطاقة إعاقة. لم تتم العناية بشخص بعد اكتشاف اصابته بفيروس نقص المناعة. كما أفادت مستجيبة حاملة لإعاقة حركية عن تعرضها للتمييز من قبل مريضة داخل مستشفى.

في إطار العمل، تعرض شخصان للتمييز من قبل صاحب.ة العمل: رفض توظيف شاب رغم قدرته على العمل بسبب قصوره الكلوي. كما مارس مسؤول موارد بشرية التمييز على مستجيبة.ة آخر/أخرى. تعرضت ضحية للتمييز في مكان العمل (عام) وأخرى من قبل زملائها/زميلاتها في العمل. تعرض 3 أشخاص للتمييز في الوسط المدرسي، وهذا يعني الحرمان من الدراسة. كما أفاد رجل حامل لإعاقة حركية أن أعوان الشرطة رفضوا تجديد جواز سفره. وأخيرا، تعرضت ضحية للتمييز في وسائل النقل وأخرى من قبل الجيران.

القيمة	التردد	النسبة
مؤسسة عمومية	6	18,75%
فرد/أفراد	4	12,5%
العائلة	4	12,5%
مستشفى	3	9,38%
الوسط المدرسي/الجامعي (أساتذة/إداريين)	2	6,25%
زملاء العمل	2	6,25%

طبيعة وتأثير التمييز

من بين الأشخاص الذين/اللاتي تمت مقابلتهم، أشار 18 شخص إلى تعرضهم للعنف النفسي، 17 للعنف اللفظي، 5 للعنف الجسدي و4 للعنف الاقتصادي. تعرض 4 لشكل من أشكال الهرسلة و2 للابتزاز. في مكان العمل، حرمت شخص من التوظيف وتعرضت آخر/أخرى للهرسلة في العمل. بالنسبة للصحة، تعرضت ضحية لمضاعفات صحية ولم تقدم قابلة الرعاية الضرورية لضحية أخرى. حرم بعض الضحايا من حقوقهم إذ لم تتلق ضحية خدمة إدارية ورفض سائق سيارة أجرة نقل ضحية أخرى في حين منعت ضحية ثالثة من المشاركة في منظمة مجتمع مدني. حرمت ضحية من الحصول على جواز سفره. وأخيرا انتهكت الحقوق الانتخابية لضحيتين: الحق في الاقتراع والحق في سرية الاقتراع.

القيمة	التردد	النسبة
نفسى	18	56,25%
لفظى	17	53,12%
أخرى	8	25%
جسدى	5	15,62%
اقتصادي	4	12,5%
هرسلة	4	12,5%

الديوان الوطني للأسرة والعمران البشري، المندوبية الجهوية بمنوبة	1	3,12%
في مكان عام	7	21,88%
مستشفى	5	15,62%
الوسط المدرسي/الجامعي	3	9,38%
في مكان خاص	3	9,38%
نقل عمومي	2	6,25%
حانة/مقهى/مطعم	1	3,12%
سيارة أجرة	1	3,12%
الإدارة العامة للديوانة	1	3,12%
مصحة خاصة	1	3,12%
محطة النقل البري (لواج) بتطاوين	1	3,12%
في شركة	1	3,12%
في مغارة	1	3,12%
الاتحاد الوطني للمرأة بتطاوين	1	3,12%
مركز شرطة القصور	1	3,12%

سوابق واستمرارية التمييز

أفاد 53,1% من المعنّيين.ات بالأمر (17 حالة) أن التمييز الذي تعرضوا.ن له كان مسبوقا بحالات أخرى. أفادت 46,9% (14 حالة) أن هذا التمييز غير مسبوق. 56,2% من ال المعنّيين.ات بالأمر (18 حالة) أفادوا بأن هذا التمييز مستمر. 43,8% (14 حالة) أكدوا أن التمييز الذي تعرضوا له قد توقف.

شهود العيان

أفاد 59,4% من المعنّيين.ات بالأمر (14 حالة) أن شهودا كانوا حاضرين عندما تعرضهم.ن للتمييز. أفاد 40,6% من المعنّيين.ات بالأمر (12 حالة) بعدم وجود شهود. 7 مستجيبين.ات فقط أفادوا/أفدن أن شهودهم على استعداد للإدلاء بشهادتهم. 68,5% (7 أشخاص) أفادوا/أفدن أن الشهود لا يرغبون في الإدلاء بشهادتهم.

الخدمات المقدمة

قامت الغالبية الساحقة للمستجيبين.ات بالتبليغ عن حالات التمييز إلى الهياكل التالية: منظمات غير حكومية أو مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف. توجهت ضحية واحدة إلى جهة رسمية وهي ولاية القيروان.

القيمة	التردد	النسبة
منظمة غير حكومية	20	87,5%
مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف	3	9,4%
ولاية القيروان	1	3,1%

ابتزاز	2	6,25%
رفض التوظيف	1	3,12%
تحرش	1	3,12%
هرسلة في مكان العمل	1	3,12%
مضاعفات صحية	1	3,12%
الحرمان من الحق في المشاركة في المجتمع المدني	1	3,12%
رفض تقديم خدمة إدارية	1	3,12%
الحرمان من حق سرية الاقتراع	1	3,12%
الحرمان من حق الاقتراع	1	3,12%
الحرمان من التنقل بالأجرة	1	3,12%
رفض الرعاية من قبل قابلة	1	3,12%
رفض القيام بإجراءات الحصول على جواز سفر	1	3,12%

تحليل بيانات التمييز القائم على الميل الجنسي والهويّة الجنديّة والتّعبير الجندي والخصائص الجنسيّة

- التتبع القضائي

قامت 4 ضحايا فقط (12,5%) من بين المعنّيين،ات بالأمر بتقديم شكوى. الأغلبية الساحقة – 87,5% أي 28 حالة - لم تقم بذلك.
قام شخصان بسحب الشكاية ومثلت حالة واحدة أمام القضاء.
9,4% فقط من بين المعنّيين،ات بالأمر (3 حالات) يريدون/يردن تقديم شكوى في المستقبل. 90,6% (2 حالة) لا يريدون/يردن ذلك.
7 أفراد يقبلن/تقبلن فرضية أن يقوم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس بإجراءات التتبع القضائي باسم الضحايا.
تفكر ضحية واحدة بطلب اللجوء.

- الخدمات المقدّمة

قال 22 مستجيب (68,7%) إنهم لم يتصلوا،ن على أي خدمة. تحصل 10 على خدمة إنصات، 5 للمساعدة الاجتماعية، 2 للمتابعة النفسية، 4 استفادوا،ن من مساعدة في الجانب القانوني: 3 من مساعدة قانونية و1 من استشارة قانونية. وأخيرا، تحصلت فرد على دعم اقتصادي.
نشر القضية إعلاميا
يقبل أكثر من نصف المستجيبين،ات (53,1%) أن يتم نشر قضاياهم إعلاميا.

تم الإبلاغ عن 76 حالة من حالات التمييز على الأشخاص المثليين.ات ومعياري.ات الجنس والعابرين.ات جنديًا والكوير ++ إلى الأقطاب التابعة لمرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بين أكتوبر وديسمبر 2022. وتأتي أشكال التمييز المختلفة على النحو التالي: 57 شخصًا (75%) تعرضوا.ن للتمييز على أساس هويتهم من الجندرية، 31 بسبب ميلهم من الجنسي (40,79%) و 1 بسبب الخصائص الجنسية (1,32%). وكما ذكرنا في المقدمة، تمثل بعض أشكال التمييز على أساس الجندر نوعًا من العنف على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية، والعكس بالعكس.

الجندر

من بين 76 حالة تم تجميعها، كان التوزيع حسب جندر الشخص، المذكور أو المفترض، على النحو التالي:

القيمة	التردد	النسبة
رجل	18	23,68%
امرأة عابرة جندريًا	18	23,68%
الكوير	12	15,79%
لا معياري	12	15,79%
رجل عابر جندريًا	8	10,53%
النساء	6	7,89%
بيني.ة الجنس	1	1,32%
آخر	1	1,32%

إن الرجال المتوافقين جنديًا والنساء العابرات جنديًا ممثلون.ات تمثيلاً زائدا مقارنة بالنساء المتوافقات جنديًا والرجال العابرين جنديًا. كل الرجال المستجوبين هنا يعرفون بأنفسهم كمثليين. قد يكون هذا بسبب زيادة ظهور الرجال المثليين، أو إلى الإجراءات نفسها التي تجعل التمييز الذي يعاني منه الرجال المثليون والنساء العابرات جنسياً أكثر وضوحًا، أو إلى التمييز المرئي أو غير المرئي (العلاقات الاجتماعية الصريحة أو الضمنية) التي يفترض أنها أكثر تواترا بين الرجال المثليين والنساء العابرات جنديًا.

لكن كثيرا من الكويريين.ات (12 حالة) واللا معياريين.ات (12 حالة) هم عرضة للتمييز، إذ يُستهدف هؤلاء بشكل عام بسبب تعبيرهم عن هويتهم الجندرية، الأمر الذي يشكل موضوع تمييز. تعرض 8 رجال عابرون جنديًا و6 نساء إلى التمييز. أخيرا، نجد من بين ضحايا التمييز شخص بيني.ة الجنس وشخص انسيابي الجندر.

تقاطع أشكال التمييز

أفاد 11 شخصًا أنهم.ن تعرضوا/تعرضن للتمييز في تقاطع مع تمييز على أساس ميولاتهم الجنسية. و5 مع هويتهم الجندرية، فيما تعرض 4 أشخاص إلى تمييز في تقاطع مع جنسياتهم. كما تعرض شخصان إلى تمييز على أساس حمل فيروس نقص المناعة البشرية والانتماء الإثني.

القيمة	التردد	النسبة
الميل الجنسي	11	14,47%
الهوية الجندرية	5	6,58%
الجنسية	4	5,26%

مكان / مرتكب التمييز

القيمة	التردد	النسبة
عائلة	16	21,05%
شخص / أفراد	15	19,74%
أعوان الشرطة	13	17,11%
في مكان عام	13	17,11%
في الوسط المدرسي / الجامعي (زملاء / زميلات)	7	9,21%
في مكان خاص	3	3,95%
صاحب العمل	3	3,95%
مؤسسة عمومية	3	3,95%
زملاء / زميلات العمل	3	3,95%
في مكان العمل (عام)	2	2,63%
في الوسط المدرسي / الجامعي (أساتذة وإداريين)	2	2,63%
سائق سيارة أجرة	2	2,63%

المتعايشين.ات مع فيروس نقص المناعة البشرية	1	1,32%
الانتماء الإثني	1	1,32%

السن:

متوسط العمر 23,9 سنة. وتراوحت اعمار الضحايا بين 9 و 48 عاما. ذكرت 4 حالات تتعلق بقصر. فمثلا يتعرض/تعرض طفلة عابرة إلى الهرسلة من قبل زملائها/زميلاتهما. التوزيع حسب الجهة الجغرافية

توزيع الجهات الجغرافية التي قدمت فيها التقارير هو كما يلي:

القيمة	التردد	النسبة
الشمال الشرقي	57	75%
الوسط الشرقي	8	10,53%
الشمال الغربي	6	7,89%
الجنوب الشرقي	5	6,58%

وقعت أغلب حالات التمييز (57 حالة) في الشمال الشرقي (تونس أريانة وبن عروس) ثم في الوسط الشرقي (صفاقس المهدية وسوسة) بواقع 10,53% من الحالات. تعرض 6 أشخاص للتمييز في الشمال الغربي (سليانة الكاف جندوبة وباجة) و5 في الجنوب الشرقي (ذابس ومدنين).

1,32%	1	أشخاص ينتمون بين لمجتمع
32,89%	25	في مكان عام
27,63%	21	في مكان خاص
14,47%	11	حانة / مقهى / مطعم
14,47%	11	أخرى
11,84%	9	في الوسط المدرسي والجامعي
7,89%	6	نقل عمومي
2,63%	2	على شبكة الانترنت
2,63%	2	سيارة أجرة
3,95%	3	نزل ماركو بولو الحمامات
2,63%	2	في صالون تجميل
1,32%	1	نزل
1,32%	1	كلية العلوم الانسانية والاجتماعية بتونس
1,32%	1	في مركز تجاري

2,63%	2	نقل عمومي
1,32%	1	على الانترنت
1,32%	1	الجيران
1,32%	1	صاحبة المسكن
5,26%	4	حارس بملهي ليلي
3,95%	3	عون حراسة بنزل
2,63%	2	مدير مقهى
2,63%	2	موظفون.ات بنزل
1,32%	1	عون إداري بولاية صفاقس
1,32%	1	عضو نقابة أمنية بصفاقس
1,32%	1	شركاء/شريكات بالمسكن
1,32%	1	مسؤولون بمحطة مترو ساحة الجمهورية
1,32%	1	موظف بشركة النقل بـابس
1,32%	1	عون حراسة بمركز تجاري

طبيعة وتأثير التمييز

القيمة	التردد	النسبة
لفظي	59	77,63%
نفسى	42	55,26%
هرسلة	33	43,42%
جسدى	23	30,26%
أخرى	9	11,84%
إفصاح قسرى	8	10,53%
طرد من المنزل	7	9,21%
رفض التوظيف	6	7,89%
تحرش جنسى	6	7,89%
اعتداء	5	6,58%
عمل الجنس	4	5,26%
طرد	4	5,26%

الحرس الوطني بؤابس	1	1,32%
في العمل	1	1,32%

جزء كبير من التمييز (25 حالة) يحصل في مكان عام، غالبا في المقاهي أو المحطات والمطارات. جزء كبير آخر من التمييز يتم من قبل الأسرة (16 حالة). كما تم سرد العديد من أشكال العنف الأخرى، بما في ذلك العنف اللفظي والجسدي والاقتصادي، وهو ما يقع عادة في حالات العنف المنزلي. أعوان الشرطة مسؤولون عن 13 حالة تمييز. تم التبليغ عن عضو نقابة أمنية بصفاقس وتم رصد حالة في مركز شرطة. تم رصد 7 حالات تمييز في الوسط المدرسي/الجامعي. تم ارتكاب 15 حالة تمييز من قبل أفراد. كما يجب التنويه أنه تم رصد حالة تمييز من قبل شخص ينتمي/تنتمي إلى مجتمع الميم عين ++. وقعت 11 حالة تمييز في خانات/مقاهي/مطاعم، حالة من قبل موظفي محطة المترو «الجمهورية»، حالة من قبل موظف شركة نقل بؤابس وسيارة أجرة. تم رصد حالة من قبل موظف بنزل و3 حالات تفتيش عشوائي من قبل أعوان حراسة بنزل. مارس عون حراسة بمركز تجاري عنفا لفظيا ومنع شخصا من الدخول. أما في الوسط المهني، فتعرض 3 أشخاص إلى العنف من قبل أصحاب/صاحبات العمل، 2 في مكان العمل (عام) و3 من قبل زملاء/زميلات العمل. وقعت 5 حالات في مكان خاص. تعرضت 3 ضحايا للتمييز في مؤسسة عمومية وتعرضت ضحية أخرى إلى عنف لفظي من قبل عون إداري بمقر ولاية. وأخيرا، تعرضت ضحية للتمييز على الانترنت.

تهديد	4	5,26%
اقتصادي	3	3,95%
تهديد بالإفصاح القسري	2	2,63%
مضايقة إلكترونية	2	2,63%
محاولة اغتصاب	2	2,63%
اغتصاب	2	2,63%
هرسلة في مكان العمل	1	1,32%
ابتزاز	1	1,32%

من بين الأشخاص الذين تمت مقابلتهم، أفادت 59 أشخاص أنهم تعرضوا/تعرضن للإساءة اللفظية أي 77,63% من الحالات؛ 42 لعنف نفسي؛ 23 لعنف جسدي و تم الاعتداء على 5 أشخاص؛ 5 لعنف اقتصادي. تعرضت 33 للهرسلة و6 للتحرش الجنسي. كما تعرضت ضحيتان للاغتصاب وضحيتان لمحاولة اغتصاب. تلقت 4 ضحايا للتهديد منها 3 بالإفصاح القسري. تعرضت 8 ضحايا للإفصاح القسري. في الوسط الأسري، تم طرد 7 أشخاص من مساكنهم. في الوسط المهني، تم طرد أربع أشخاص وهرسلة ضحية. وأخيرا، تعرضت 3 ضحايا لتفتيش عشوائي منها حالة عنف معنوي. كما تعرضت ضحايا تباعا إلى الابتزاز، المضايقة الرقمية، الإكراه على علاج التحويل، المنع من دخول مركز تجاري، المنع من صعود المترو والمنع من دخول مقهى.

هذا العنف المسلط على الضحايا دفعهم إلى التفكير في الانتحار.

سوابق واستمرارية التمييز

أفاد 72,37% من المعنّيين.ات بالأمر (55 حالة) أنهم.ن تعرضوا/تعرضن لهذا النوع من التمييز من قبل. يعتقد 58 من المعنّيين.ات بالأمر أن هذا التمييز مستمر، مما يبرز الطبيعة النظامية والمنتظمة للعنف الذي يعانون/يعانين منه.

أفاد 27,3% من المعنّيين.ات بالأمر (21 حالة) أنهم تعرضوا/تعرضن لهذا التمييز لأول مرة. أمّا 23,68% من أفراد نفس العينة، فيعتقدون أنهم.ن لا يتعرضوا/يتعرضن للتمييز بشكل مستمر.

شهود العيان

أفاد 71,05% من المعنّيين.ات بالأمر (54 حالة) أن شهودا كانوا حاضرين عند تعرّضهم.ن للتمييز 41 شخصا، أي 53,95% يقولون إن الشهود على استعداد للإدلاء بشهاداتهم. 22 من المعنّيين.ات بالأمر أفادوا/أفدن بعدم وجود شهود.

الخدمات المقدمة

قامت الغالبية الساحقة للمستجيبين.ات بالتبليغ عن حالات التمييز إلى المنظمات غير الحكومية والجمعيات كمرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف وجمعية تفعيل الحق في الاختلاف ومحامون بلا حدود ودمج. قامت 4 ضحايا بالإدلاء بشهادات لدى محامية.

التتبع القضائي

قام 7 أشخاص فقط (9,21%) من بين المعنّيين.ات بالأمر بتقديم شكوى. قام شخصان بسحب الشكوى. الغالبية الساحقة 90,97%، أي 69 حالة، لم تفعل ذلك.

مثلت 7 حالات أمام القضاء، منها حالة وصلت إلى المحكمة الابتدائية بتونس.

يخطط 19,74% فقط من المستجيبين (15 حالة) لتقديم شكوى في المستقبل. الغالبية، أي 80,26% (61

تحليل بيانات التمييز على أساس حرية الضمير وحرية التعبير والحالة المدنية والسجل العدلي

حالة) لا يخطون/يخطون لذلك.
يخط 5 أشخاص لطلب اللجوء.
43,42% من المستجيبين.ات, أي ثلث الحالات, يقبلون/يقبلن أن يقوم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف
ببدء إجراءات قانونية باسمهم.

- الخدمات المقدمة

أفاد 51 شخصا أنهم تلقوا خدمة إنصات, أي 67,11% من الضحايا. في الجانب القانوني, استفادت 8 ضحايا
من مساعدة قانونية و5 من استشارة قانونية, 6 من متابعة نفسية, 2 من مساعدة طبية وضحية واحدة
من مساعدة اجتماعية. كما استفادت ضحية من تدخل رقمي.
صرح 21 مستجيب.ة أنهم لم يتلقوا/يتلقين أية خدمة وأنهم تعرضوا/تعرضن للتمييز.
نشر القضية إعلاميا
يقبل أكثر من نصف المستجيبين.ات (53,95%) أن يتم نشر قضاياهم إعلاميا.

حرية التنقل	1	2,56%
الصحة	1	2,56%
الطبقة الاجتماعية	1	2,56%
لبس الحجاب	1	2,56%
الأمية	1	2,56%
اللقب	1	2,56%

الجنس

من بين 76 حالة تم تجميعها، كان التوزيع حسب جنس الشخص، المذكور أو المفترض، على النحو التالي:

القيمة	التردد	النسبة
رجل	19	56.58%
امرأة	17	35.53%
لامعيارية	1	3.95%
امرأة عابرة جنسيا	1	2.63%

يشكل الأشخاص المتوافقون جنسيا الأغلبية (56.6%) من المستجيبين.

تم إدراج 39 حالة تمييز على أساس عدة أشكال من التمييز: حرية التعبير؛ حرية الضمير؛ حرية التظاهر والحريات الفردية والسجل العدلي؛ الحالة المدنية، التعايش مع فيروس نقص المناعة البشرية إلخ. من بين المستجيبين، أبلغت 11 عن تعدد على حرية الضمير و10 على حرية التعبير.

تعرضت 5 ضحايا للتمييز بسبب حرياتهم الفردية و5 بسبب حرية الفكر، 3 لأسباب تتعلق بحالتهم الصحية، 2 على أساس حالتهم المدنية و2 بسبب معتقداتهم.

تعرضت بقية الضحايا لعنف يعتدي على حرية التنقل، للتمييز على أساس المرض، الطبقة الاجتماعية، لبس الحجاب، الأمية وحتى اللقب.

القيمة	التردد	النسبة
حرية الضمير	11	28,21%
حرية التعبير	10	25,64%
حريات فردية	7	17,95%
حرية الفكر	5	12,82%
الصحة	3	7,69%
الحالة المدنية	1	2,56%
المعتقد	2	5,13%

تقاطع أشكال التمييز

من بين المعنيتين، الأمر يعتقد 6 أشخاص أن التمييز الممارس عليهما كان في تقاطع مع المعتقد؛ 4 مع الهوية الجندرية؛ 3 مع العرق؛ 2 مع الميل الجنسي؛ 1 مع حمل إعاقة؛ 1 مع حمل مرض جلدي و 1 مع حرية التجمع.

القيمة	التردد	النسبة
المعتقد	6	15,38%
العرق	3	7,69%
الهوية الجندرية	3	7,69%
الميل الجنسي	2	5,13%
حمل إعاقة	1	2,56%
حرية التجمع	1	2,56%

السن

متوسط العمر 30,4 سنة، وتراوحت اعمار الضحايا بين 10 و52 عاما. وقع ذكر حالة تخص قصر.

التوزيع حسب المنطقة

توزيع الجهات الجغرافية التي قدمت فيها التقارير هو كما يلي:

القيمة	التردد	النسبة
الوسط الشرقي	11	28,21%
الشمال الشرقي	11	28,21%
الجنوب الشرقي	8	20,51%
الشمال الغربي	8	20,51%
الوسط الغربي	1	2,56%

وقعت أغلب حالات التمييز (11 حالة) في الشمال الشرقي (تونس أريانة وبن عروس ونابل ومنوبة) ثم 11 في الوسط الشرقي (صفاقس المهدية وسوسة والمنستير). تعرض 9 أشخاص للتمييز في الجنوب الشرقي (ذابس ومدنين) و8 في الشمال الغربي (سليانة الكاف جندوبة وباجة) و1 في الوسط الشرقي (القيروان).

مكان / مرتكب التمييز

يرتكب أعوان الشرطة نسبة كبيرة من حالات التمييز (28,21% من الحالات) خاصة أثناء المظاهرات. كما تم رصد حالتين تمييز داخل مركز شرطة.

وقعت 7 حالات تمييز من قبل مؤسسة عمومية وحالة من قبل والي القيروان وحالة أخرى من قبل مدير دار ثقافة.

وقعت 14 حالة في مكان عام. تم رصد حالة في حانة/مقهى/مطعم، حالة داخل سيارة أجرة، 7 حالات

5,13%	2	مركز شرطة
5,13%	2	في الوسط المدرسي /الجامعي (أساتذة وإداريين)
5,13%	2	مستشفى
2,56%	1	سيارة اجرة
2,56%	1	الجيران
2,56%	1	على الانترنت
2,56%	1	صاحبة العمل
5,13%	2	صديق
2,56%	1	المعهد الثانوي هادي خفشة المنستير
2,56%	1	عم/خال الضحية
2,56%	1	والدا وأخ الضحية
2,56%	1	والي القيروان
2,56%	1	عون حراسة بنزل
35,9%	14	في مكان عام

عنف من قبل أفراد، كما تم رصد حالة عنف من قبل الجيران. تم رصد 5 حالات عنف في الوسط العائلي كما تعرضت ضحية للتهديد من قبل عائلتها بسبب تغيير دينه. واضطرت للهروب من المنزل.

في الوسط المدرسي، تعرضت 5 ضحايا للتمييز: 3 من قبل زملاء/زميلات و2 من قبل الأساتذة أو الإدارة. تعرضت شابة يهودية إلى التمييز أثناء الدروس والامتحانات في معهدنا الثانوي بالمنستير بسبب معتقدها.

في الوسط المهني، تعرضت ضحية للتمييز من قبل صاحبة العمل وضحية أخرى للتمييز من قبل الزملاء/الزميلات.

تعرضت ضحيتان للتمييز في مستشفى. وأخيرا تعرضت بقية الضحايا إلى التمييز تباعا على الانترنت، من قبل عون حراسة بنزل ومن قبل صديق.تين.

القيمة	التردد	النسبة
أعوان الشرطة	11	28,21%
أخرى	7	17,95%
مؤسسة عمومية	7	17,95%
شخص/أفراد	7	17,95%
في الوسط المدرسي/الجامعي (الزملاء/الزميلات)	3	7,69%
العائلة	3	7,69%

للتهديد.

في الجانب القانوني، تعرضت ضحيتان للملاحقة القانونية وتم إيقاف شخص بطريقة اعتباطية. في الجانب المهني، تعرضت ضحية للعنف في مكان عملها بوكالة أسفار بسبب ارتدائها للحجاب. تعرضت ضحية للطرد من مبيت جامعي.

تعرض شخص إلى الإفصاح القسري وآخر للتهديد بالإفصاح القسري، كما منعت ضحية من السباحة وطردت من نزل بسبب ارتدائها للحجاب.

القيمة	التردد	النسبة
لفظي	27	69,23%
نفسي	15	38,46%
جسدي	6	15,38%
هرسلة	5	12,82%
تهديد	2	5,13%
اعتداء	2	5,13%
طرد من المنزل	2	5,13%
اقتصادي	2	5,13%
ملاحقة قانونية	1	2,56%

في مكان خاص	5	12,82%
مستشفى	3	7,69%
حانة / مقهى / مطعم	2	5,13%
نقل عمومي	1	2,56%
على الانترنت	1	2,56%
المعهد الثانوي هادي خفشة المنستير	1	2,56%
في وكالة أسفار	1	2,56%
في إدارة تونسية	1	2,56%
في نزل بناابل	1	2,56%
في العمل	1	2,56%
تنسيقية حراك 25 جويلية	1	2,56%

طبيعة وتأثير التمييز

من بين الذين تم استجوابهم، أفادت غالبية الحالات (70%) بأنها تعرضت لإساءة لفظية. أفاد 38,46% من المعنّين.ات بالأمر أنهم.ن تعرضوا/تعرضن للعنف النفسي (15 حالة). 6 حالات مصحوبة بعنف جسدي وحالات اعتداء. تعرضت ضحية إلى عنف اقتصادي وتم حرمان ضحية من الميراث. تمثل الهرسلة 15% من حالات العنف الملاحظة (6 حالات). تعرضت ضحية للتحرش الجنسي وشخصان

حرمان من الميراث	1	2,56%
هرسلة في مكان العمل	1	2,56%
إفصاح قسري	1	2,56%
تهديد بالإفصاح القسري	1	2,56%
رفض التوظيف	1	2,56%
أنا شخصيا (عبر شبكة معارف شخصية) وكموثق	1	2,56%
ملاحظة قضائية	1	2,56%
رفض مد بوثيقة إدارية	1	2,56%
المنع من السباحة والطرده من نزل بسبب الحجاب	1	2,56%
إيقاف عشوائى	1	2,56%
طرده من مبيت جامعي	1	2,56%

سوابق واستمرارية التمييز

أفاد 35% من المعنّيين.ات بالأمر (14 حالة) أنهم.ن تعرضوا/تعرضن لهذا النوع من التمييز من قبل 45% منهم.ن يعتقدون/يعتقدن أن هذا التمييز مستمر.

أفاد 65% من المعنّيين.ات بالأمر (26 حالة) أنهم.ن تعرضوا/تعرضن لهذا التمييز لأول مرة. 55% من أفراد العينة (25 حالة) يعتقدون/يعتقدن أن التمييز ليس مستمرا.

شهود العيان

62,5% من المعنّيين.ات بالأمر (25 حالة) أفادوا/أفدن أن شهودا كانوا حاضرين عند تعرّضهم.ن للتمييز، مما يؤكد الطبيعة العموميّة للتمييز. 37,5% من المعنّيين.ات بالأمر (15 حالة) أفادوا/أفدن بعدم وجود شهود. أشارت 40% من المعنّيين.ات بالأمر (16 حالة) أن شهودهم على استعداد للإدلاء بشهادتهم. 60% من المعنّيين.ات بالأمر (24 حالة) أفادوا/أفدن أن الشهود لا يرغبون في الإدلاء بشهادتهم. الخدمات المقدمة أبلغ 90% من المستجيبين.ات عن حالات التمييز لمنظمات حكومية واتصلت 3 أشخاص بمحاميه.

التتبع القضائي

3 أشخاص (7,5%) فقط من بين المعنّيين.ات بالأمر قدموا/قدّموا شكوى. الأغلبية - 92,5% أي 37 حالة - لم تفعل ذلك. لم تسحب أي منهم.ن شكواها.ا ومثلت 3 حالات أمام القضاء. 20% من المستجيبين.ات، أي 8 أشخاص، يقبلون/يقبلن أن يقوم مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف ببدء إجراءات قانونية باسمهم. يخطط 12,5% من المعنّيين.ات بالأمر (5 حالات) لتقديم شكوى في المستقبل. 87,5% من المعنّيين.ات بالأمر (43 حالة) , لا يفكرون/تفكرن في ذلك. شخص واحدة فقط تفكر في تقديم طلب لجوء.

- الخدمات المقدمة

الخدمة الرئيسية المقدمة ل 19 ضحية (47,5%) هي الإنصات. تحصل 10 ضحايا لدعم نفسي، 2 لمساعدة اجتماعية وحالة واحدة لمساعدة طبية. تم توجيه ضحية إلى الجمعية الوطنية للنساء الديمقراطيات.

في الجانب القانوني، استفادت 3 ضحايا من استشارة قانونية و2 من مساعدة قانونية. لم يتمتع 17 شخصاً بأية متابعة. يقبل أكثر من نصف المستجيبين، ات (55%) أن يتم نشر قضاياهم إعلامياً.

تحليل بيانات التمييز/ خطاب الكراهية على شبكات التواصل الاجتماعي

تم الإبلاغ عن 10 حالات تمييز وخطاب كراهية على شبكات التواصل الاجتماعي إلى أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بين أكتوبر وديسمبر 2022. وتستند حالات التمييز المرصودة إلى العرق والجنسية والحالة المدنية والجنس وحتى حرية التعبير والحريات الفردية. يتمثل التمييز وخطاب الكراهية على وسائل التواصل الاجتماعي في منشورات ورسائل وتعليقات تحرض على الكراهية على وسائل التواصل الاجتماعي والتي تستند عادة إلى الجندر والعرق والجنسية وغالبا ما تنتهك الحريات الفردية وحرية التعبير. تستهدف الكراهية على وسائل التواصل الاجتماعي المجموعات بانتظام، لذا فإن عامل السن والموقع ليس ذا صلة بشكل عام.

1. الأشخاص / الضحايا المستهدفون.ات بخطاب الكراهية

من المهم ملاحظة أي الأشخاص المستهدفين.ات بهذا النوع من المنشورات في حالات التمييز على وسائل التواصل الاجتماعي. ونرى هنا أن 3 حالات تتعلق بأشخاص سود و3 تتعلق بالنساء. وتستهدف حاليان الرجال وتستهدف واحدة جميع الفئات. وبالتالي فإن نصف الحالات التي تم تحديدها تتعلق بالعرق/الجنسية والجندر.

2. أساس التمييز

ومن بين هذه الحالات الـ 10، تتعلق 5 - أو نصف الحالات - بالعرق و3 بالجنسية. ومن أمثلة التمييز الإهانات ضد اللاعبيين السود في فريق فرنسا أو رسائل الكراهية ضد الأفارقة من جنوب الصحراء الذين يعيشون في تونس وكذلك الجمعيات التي يرتبط عملها بالهجرة. واستهدف نوعان من المنشورات النساء وانتهك منشور واحد حقوق المرأة. وأخيرا، تستند حالة تمييز واحدة إلى الجهويات.

3. تقاطع التمييز

ومن بين الحالات التي تم تسجيلها، يتقاطع نصفها، على التوالي مع الجندر وحرية تكوين الجمعيات والعرق وحرية التعبير.

4. مكان / مرتكب التمييز

ترتكب حالات التمييز بشكل رئيسي من قبل مجموعات من مستخدمي الإنترنت أو الأفراد. ويمكن أيضا مشاهدة مناشير الكراهية على صفحات المجموعات أو الأحزاب السياسية أو في الرسائل الخاصة. بعض الأشخاص الذين يتمتعون بسمعة كبيرة على وسائل التواصل (شخصية عامة، صفحة حزب) مسؤولون أيضا عن بعض التمييز. حتى أن بعض الصفحات يتم إنشاؤها لنقل رسائل الكراهية مثل تلك التي تهدف إلى الدفاع عن «القومية التونسية» التي يفترض أنها مهددة بالهجرة من جنوب الصحراء.

5. الخدمات المقدمة

في هذه الحالة، يتم تقديم خدمات قليلة للضحايا. إذا كان المنشور التمييزي يتعلق بمجموعة من الأفراد - الذين ليس من الضروري الاتصال بهم، مثل اللاعبيين السود في فريق فرنسا - فإن مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف سيسعى إلى طلب الإجراءات القانونية أو الإبلاغ عن المنشورات بدلا من طلب المساعدة للضحايا. وفي حالة استهداف الأفراد على وجه التحديد، يجب أن يكون من الممكن الاتصال بالشخص المعني، وهو ما تم في مناسبتين فقط. ولم تقدم أي خدمات في كلتا الحالتين.

- المتابعة القضائية

تم تقديم شكوى في قضية سندس، التي تعرضت للتهديد عبر الإنترنت ولتهديد جسدي بعد إعلانها أنها تخطط للزواج من رجلين. توضح قضيتها مخاطر الشبكات الاجتماعية وعواقبها، بما يتجاوز العنف الناجم عن الرسائل المنشورة على الإنترنت. يتم النظر في تقديم شكوى لـ 50% من الحالات المدرجة.

إن التقييم الذي يرسمه هذا التقرير الذي يعتمد على 286 حالة مرصودة، والذي يواجه الوضع الراهن للحقوق والحريات الفردية على المستوى القانوني وكذلك على مستوى تطبيق القوانين، يذهب إلى نفس الملاحظات والانتقادات التي تناولها التقرير السابق، وذلك في التذكير بالوضع القانوني المحفوف بالمخاطر للأشخاص ضحايا للتمييز.

ولفهم هذه الأشكال من التمييز بشكل معمق، وخاصة تلك التي تتعلق بحرية التظاهر، يجب أخذ السياق السياسي والاجراءات القمعية ضد المجتمع المدني والصحفيين بعين الاعتبار. إذ أن هذا له تأثير كبير على حرية التظاهر وحرية التعبير والحقوق والحريات الفردية. بالإضافة إلى ذلك، فإن المجتمع المدني يندد بالتهميش المتميز للأقليات والذي يساهم في تفاقم هشاشة وضعهم. ساهمت التدابير والإجراءات التي وضعها قيس سعيد، مثل تجفيد وحل البرلمان، في التضيق على فضاءات النقاش وحدت من إمكانية المجتمع المدني في التعبير عن المسائل المتعلقة بحقوق الإنسان. دون برلمان أو نقاش مجتمعي يصبح النضال من أجل تطوير التشريعات وتسييل الضوء على التمييز أكثر صعوبة. رغم أنها لا تدعى الشمولية، تتيح هذه التحليلات فهم اتجاهات التمييز على أساس الجندر؛ الانتماء الإثني / الجهة الجغرافية؛ العرق / الجنسية؛ الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية (SOGICs)؛ حمل إعاقة، إلخ. اعتماداً على نوع العنف الذي عانت منه الضحايا، وعلى مرتكبي التمييز ومتابعاتهم القانونية والخدمات التي تقدمها المنظمات غير الحكومية، فمن الممكن وضع تقييم حسب فئة الأشخاص الذين يتعرضون للتمييز ومن ثم تقديم تقييم شامل. التقييم حسب الفئات:

- على عكس التقرير السابق، ليست النساء المتوافقات جندياً فقط هن المذكورات في قسم العنف على أساس الجندر. قدمت عدد من الرجال العابرين جندياً والنساء العابرات جندياً شهادتهن، إضافة إلى رجال متوافقين جندياً وكويريين.ات وأشخاص لامعياريين.ات. يأخذ العنف المبلغ عنه من قبل الضحايا عادة أشكالاً لفظية، نفسية، اقتصادية، إلخ. كما تم الإبلاغ عن التحرش الجنسي وحتى الاغتصاب في عدة مناسبات خاصة من قبل النساء. وقعت أغلب حالات

تقييم التحاليل- مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف بتونس

العنف، نحو 40%، في الفضاء الخاص، من قبل العائلة. تتعلق عدة حالات بمظالم تتعرض لها النساء فيما يخص الميراث. تنضوي حالات التمييز المتعلقة بالشريكة، الحالية أو السابقة، عادة على تهديدات وعنف.

تقدم الضحايا شكايات تبعا للعنف المسلط. هذا الرقم المتدني ليس مفاجئا عندما نعرف أن الشرطة نفسها مسؤولة عن العديد من أشكال التمييز المبلغة إلى المرصد (عنف، رفض تلقي شكايات، إلخ). استفادت الضحايا أساسا من الإنصات والمساعدة النفسية. تم توجيه نحو 10 ضحايا إلى المنظمة الشريكة محامون بلا حدود للحصول على مساعدة واستشارة قانونية. كما تم توجيه 5 أشخاص إلى الجمعية التونسية للوقاية الإيجابية.

جميع المعنيات بالأمر اللاتي عانين من التمييز على أساس الجندر هم من النساء. وهن تنددن بشكل أساسي العنف النفسي والاقتصادي المسلط في ثلث الحالات من طرف أسرهم، ثم من العلاقات التي تربطهم بمن حولهم، مثل صاحب العمل أو الشريك أو زملاء العمل. فيما يقارب 3 من أصل 4 حالات، يتم التعرض لهذا التمييز بشكل مستمر بمرور الوقت، مما يؤكد طبيعته البنيوية.

- كما جاء في التقرير السابق، معظم المعنيتين بالأمر الذين تعرضوا للتمييز على أساس الجهة الجغرافية / الانتماء الاثني هم من الرجال، بعد أن عانوا بشكل أساسي من النزعة الجهوية. وجاءت معظم الحالات المرصودة في الجنوب الشرقي حيث أبلغ الضحايا عن تعرضهم للسخرية والإهانة وحتى الطرد من المسكن بسبب لكنتهم أو أصلهم الجهوي. في كثير من الحالات، يتقاطع هذا العنف مع تمييز قائم على المعتقد والجندر. في هذا السياق مثلا، تعرضت امرأة للتحرش الجنسي من قبل سائق سيارة أجرة قام بذكر لكنتها.

تمثل وسائل النقل أكثر الأماكن التي يقع فيها هذا النوع من التمييز. تم رصد ثلث حالات عنف في سيارة أجرة. كما وقعت 5 حالات تمييز في الوسط المدرسي. كما يقع التمييز على أساس الأصل الجهوي والانتماء الإثني عادة في الأماكن العامة وأماكن تجمع الناس وفي الأماكن بصفة أقل تواترا. في ثلاثة أرباع الحالات، يترجم هذا التمييز إلى عنف لفظي ويصل حتى العنف النفسي والجسدي والاقتصادي.

يبدأ معظم المعنيتين.ات بالأمر إلى المنظمات غير الحكومية وقام شخص واحد فقط بتقديم شكوى. أبلغ شخص واحد فقط عن التمييز الذي تعرض له لمركز الشرطة، وهو يفسر بفقدان الأمل في الاجراءات القانونية رغم أن هذا النوع من التمييز يعاقب عليه القانون. لذلك، فإن الضحايا يفضلون/تفضلن خدمة الإنصات ونشر القضية إعلاميا بدلا عن الاجراءات القانونية.

- يشكل التونسيون.ات السود والسود من دول جنوب الصحراء أكبر عدد من الحالات المبلغ عنها في أقطاب المرصد، وتظهر الأرقام أن العديد من الضحايا يتعرضون/تتعرضن للتمييز بسبب لون البشرة بغض النظر عن البلد الأصلي. كما تمثل اللغة والهوية الجندرية عوامل تزيد التمييز سوءا. بلغت النساء عن تحرش جنسي ينجر عن هذا التمييز في حين بلغ الرجال عن عديد حالات العنف الاقتصادي (رفض دفع الأجور أو التوظيف). تقع الكثير من الحالات في أماكن عامة، مما يسلب الضوء على انتشار الأحكام المسبقة في المجتمع.

كما يمثل رفض المد ببطاقة إقامة دون سبب مقبول نوعا من التمييز المسلط عن مواطني.ات جنوب الصحراء القاطنين.ات في تونس. يمثل هذا الضغط الإداري عنفا نفسيا يؤثر سلبا على ثقة هؤلاء الشخص في السلطات. فمثلا، تعرضت امرأة لأشكال من العنف لكنها لم ترد تقديم شكاية خشية طردها من البلاد رغم أن وثائقها سليمة. يؤكد هذا المثال الخوف من التوجه إلى السلطات وتأثير ذلك على الحقوق، وهو ما جعل 3 أشخاص فقط يتقدمون/تتقدمن بشكاية في حين لا يخطط 80% من المستجيبين.ات للقيام بذلك. كما أن ضحايا التمييز القائم على العرق /الجنسية هم أقل فئة تريد نشر قضاياها إعلاميا، حتى دون ذكر أسماء. ويؤكد هذا حالة الخوف التي تعيشها هذه الفئة حول وضعيتها إزاء السلطات ووسائل الإعلام.

بالنسبة للأشخاص الذين يتعرضون/يتعرضن للتمييز بسبب حمل إعاقة، فإن التمييز الذي يعانون/يعانين منه يتعلق في المقام الأول بالأفراد الحاملين.ات لإعاقة حركية. مرة أخرى، يأتي التمييز قبل كل شيء من المؤسسات العمومية التي لا تمتلك البنى التحتية والهيكل الضرورية والشاملة للأشخاص الحاملين.

ات لإعاقة والضامنة لحقوقهم. ومثل بقية ضحايا التمييز على أساس الجندر والعرق والجنسية والهوية الجنسية والميل الجنسي، يؤكد/تؤكد المستجيبون. أن هذا النوع من التمييز مستمر ويقع بشكل متواصل، مما يؤكد الطبيعة النظامية لهذا النوع من العنف.

خلافًا للشهادات التي تم جمعها في التقرير الأخير، يمثل/تمثل المستجيبون.ات الذين/اللواتي قدموا.ن شكاية أو يخطط.ون لفعل ذلك نسبة ضئيلة. يبرز هذا عدم ثقة الأشخاص الحاملين.ات لإعاقة في العدالة رغم ترسانة قانونية داعمة نسبيًا.

عدد حالات الأشخاص الذين تعرضوا.ن للتمييز على أساس الميول الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية هو 76 ، نحو 3 أضعاف الحالات في البحث السابق. يشهد توزيع المعنيين.ات بالأمر حسب الجندري، والذي يشمل نسبة كبيرة من الرجال وغير المعياريين.ات، وكويريين.ات على نموذج التمييز الذي يميل إلى استهداف الرجال المثليين، الذين غالبًا ما يكونون أكثر وضوحًا، أو استهداف التعبير الجندري بشكل خاص في حالة الأشخاص غير المعياريين.ات.

لكن النساء العابرات جندريا ممثلات بشكل زائد في هاته العينة وتتعرض لعدة أنواع من العنف. في بعض الحالات، تتعرضن إلى عنف لفظي ونفسي وهرسلة وطرد من المسكن. تعرضت 15 ضحية من إجمالي 18 إلى عنف متعدد الأشكال إذ أن ثلاثة أرباع الحالات، 76 إجمالًا، أبلغن أن التمييز مستمر مع الزمن مما يؤكد الطابع النظامي لهذا العنف وهشاشة هاته الفئات.

فيما يتعلق بالمتابعة القانونية، تتوجه الغلبة الساحقة للمنظمات غير الحكومية، وهو أمر غير مفاجئ بسبب الترسانة القانونية التي تدين المثلية. ورغم ذلك قام 7 أشخاص بتقديم شكاية.

- استنكرت الأشخاص الـ 40 الآخرون الذين تمت مقابلتهم.ن الاعتداء على حقوقهم الأساسية مثل حرية التظاهر؛ حرية التعبير، حرية الصحافة؛ حرية الضمير. ويعود انخفاض هذا الرقم مقارنة بالتقرير السابق على الأرجح لانخفاض عدد المظاهرات. لكن معظم الردود تتعلق بالعنف الذي وقع والتعرض له في سياق

المظاهرات من قبل أعوان الشرطة. ولا يعني هذا تراجعًا في هذا النوع من العنف: العدد المتدني للتظاهرات يمكن أن يكون أيضًا شكلًا من أشكال تقوية الاستبداد والاستسلام للرقابة الذاتية.

في هذا السياق، جزء كبير من العنف المرصود لا يزال يمارس من قبل الشرطة، خاصة أثناء المظاهرات، تليه المؤسسات العمومية بـ 8 حالات. في حالات العنف في الفضاء الخاص والوسط العائلي، يأتي التمييز على أساس مسائل أخلاقية ودينية: نجد مثلًا حالة نبذ أم عزباء من قبل أقاربها وحالة تمييز تعرضت لها ضحية بسبب معتقدها (مسيحية). كما تعرضت ضحية أخرى للتمييز في مكان عملها بسبب لبسها للحجاب.

-وأخيرًا، تمثل الحالات العشر للتمييز في شبكات التواصل الاجتماعي أمرا جديدا في هذا التقرير. تم رصد هاته المنشورات وخطاب الكراهية من قبل موثقي.ات المرصد في إطار عمل اليقظة وهي تقوم أساسا على الهوية الجندرية، العرق والحريات الفردية. هنا، تهم نصف الحالات تهجما على مجتمعات معينة بسبب لون البشرة، 2 ضد النساء من خلال خطاب كاره للنساء. من بين الحالات العشر المرصودة، تقدمت ضحية واحدة بشكاية. ومن المهم دراسة كيفية تعامل المرصد مع هذا النوع من المحتوى قانونيا.

التقرير الشامل:

- كما جاء في التقرير السابق، تظهر هذه التحليلات أن الترسانة القانونية الموجودة في تونس غير كافية لحماية الأفراد من التمييز. يمثل التمييز على أساس الجندر أو العرق/الجنسية أكثر أنواع التمييز المرصودة رغم وجود القانون 58 أو القانون المتعلق بالقضاء على التمييز العرقي. يظهر العدد المتدني للشكايات المزمع تقديمها ضعف الثقة في العدالة. يمكننا أن نفترض أن هذا الوضع سيزداد سوءًا.

تظهر التقارير أيضا نواقص المؤسسات العمومية ولا سيما تلك التي تختبرها ضحايا التمييز على أساس حمل إعاقة. هذه الهياكل هي أول من مارس التمييز ضد هذه الفئة من السكان في حين أنه من المفترض أن تلبى احتياجاتهم.ن. هذا واضح بشكل خاص في وقت الانتخابات، وهو حدث متوقع: إذ شهد

التوصيات

العديد من المعنيتين.ات بالأمر المنع من ممارسة حقهم.ن في التصويت.
- في رصد التمييز، تعتبر المنظمات غير الحكومية هيكل الانصات الأساسي للأشخاص الذين تعرضوا للتمييز. يعتني المرصد بتحسين الرعاية المقدمة للضحايا بدءا بالمقابلة. يتم التأكد من رضا الضحية بشكل آلي؛ كما تم وضع حزمة من الممارسات الفضلى من قبل المرصد الذي يلعب دورا أكثر إيجابية في الاجراءات المتخذة لاحقا. بالنسبة للـ286 حالة في هذا التقرير، تم اقتراح تقديم شكاية أو نشر القضية إعلاميا باسم الضحية بشكل آلي على كل الضحايا، دون ذكر الأسماء طبعاً. هذا النوع من الإجراءات ات من شأنه حماية الضحايا الذين/اللواتي يكونون/يكن في وضعية هشّة سلفاً بسبب التمييز المسلط عليهم من مسار صعب ومؤلم، وإيجاد طرق أخرى للدفاع عنهم بالنشر للرأي العام مثلاً. في هذا السياق، تم التكفل بالرعاية النفسية والاجتماعية والطبية والقانونية من قبل أعضاء الشبكة مثل محامون بلا حدود، دمج، والجمعية التونسية للوقاية الإيجابية. لكن يجب التنويه أنه لم يتم التكفل بعدد الأشخاص؛ ومن المهم دراسة ما إن كان ذلك بسبب قصور في الخدمات المقدمة أو بسبب رغبة الضحايا.

1. توصيات للمؤسسات التونسية:

نظرا للسياق السياسي المضطرب والمشهد المؤسساتي المعاد تشكيله, تعتمد هذه التوصيات قبل كل شيء على حسن نية رئاسة الجمهورية التي تتمتع بسلطة مهيمنة في إطار الدستور الجديد.

- ضمان التحقيق في جميع مزاعم التعذيب والعنف التي ارتكبتها قوات الأمن أثناء المظاهرات بشكل نزيه وسريع وجدي ومستقل !

التطبيق الصارم للضمانات الأساسية للموقوفين.ات المنصوص عليها في القانون رقم (5) لسنة 2016

- ضمان تنفيذ القانون رقم 2017-58 بشأن القضاء على العنف ضد النساء !

ضمان تنفيذ القانون رقم 2018-50 المؤرخ 23 أكتوبر 2018 بشأن القضاء على جميع أشكال التمييز العنصري:

اعتماد مشروع قانون المساواة في الميراث المقدم منذ 2018 !

إنشاء المحكمة الدستورية التي يجب أن تضمن قيامها بدورها الكامل في حماية الحقوق والحريات وإنشاء قانون قضائي جريء يحترم حقوق الإنسان !

على المشرع الجديد أن يحرص على صيانة القوانين التي تحمي الحقوق والحريات واقتراح واعتماد نصوص تضمن هذه الحقوق والحريات , استمرارا لروح دستور 2014 !

مواءمة القوانين مع المواثيق الدولية لحقوق الإنسان المصادق عليها !

الرجوع إلى توصيات لجنة الحريات الفردية والمساواة وكذلك تلك الواردة في تقرير هيئة الحقيقة والكرامة في صياغة القوانين المتعلقة بحماية وتعزيز الحريات الفردية ! إلغاء المادة 230 ووقف جميع أشكال تجريم مجتمع الميم-عين !

تطوير واعتماد سياسة جنائية تحترم كونيّة حقوق الإنسان بالتعاون الوثيق بين المؤسسات العموميّة المختصة والمجتمع المدني, والتحديد الواضح للمسؤولية والمساءلة لمختلف الروابط في سلسلة إدارة وتنفيذ السياسة المذكورة !

اعتماد الآليات اللازمة لتنفيذ قوانين مكافحة التمييز (مثل القانون رقم 50-2018 المؤرخ 23 أكتوبر 2018 بشأن القضاء على جميع أشكال التمييز العنصري وكذلك القانون الأساسي رقم 58-2017 الصادر في أوت. 11 , 2017 بشأن القضاء على العنف ضد النساء): تفعيل مرسوم اللجنة الوطنية لمكافحة التمييز العنصري ! حصص تدريبية للوحدات المتخصصة للتحقيق في جرائم العنف ضد المرأة وكذلك للقضاة !

تضمين البرامج التعليمية على جميع المستويات بمكونات تتعلق بالصحة والحقوق الجسدية والجنسية والإنجابية , والمسائل الجنسية والحق في الاختلاف ! - إنشاء وحدات مراقبة من قبل الدولة بالشراكة مع المجتمع المدني على غرار مراكز توثيق مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف للإبلاغ عن التمييز وضمان المتابعة اللازمة !

دعم الحق في حرية الدين أو المعتقد من أجل جعل الممارسة متوافقة مع الأحكام الدستورية ومع المادة 18 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية , ولا سيما من خلال الاعتراف بمجتمعات مثل البهائيين , وكذلك الحق في عدم ممارسة أي دين أو تغييره !

ضمان إدراج المستفيدين.ات من خدمات الجمعيات (الاجتماعية , القانونية , المساعدة النفسية , إلخ) كشركاء/شريكات مباشرين.ات وفاعلين.ات في تطوير المشاريع لصالحهم وفي تنفيذ مختلف أنشطة المجتمع المدني.

دمج التمكين القانوني للمستفيدين.ات كهدف أساسي إلى جانب بناء قدرات مختلف الفاعلين والفاعلات في المجتمع المدني, فمعرفة قوانين مكافحة التمييز وضمان آليات الحماية يمكن أن يعيد ثقة أولئك الذين/اللاتي يتعرضون/يتعرّضن للتمييز في نظام العدالة وهو ما من شأنه أن يعزز الإرادة في السعي لتحقيق العدالة ؛

الرجوع إلى الآليات الدولية لحقوق الإنسان , مثل المراجعة الدورية الشاملة لمعرفة مدى احترام الدولة التونسية لالتزاماتها الدولية في مجال حقوق الإنسان.

المصادقة على الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال.ات المهاجرين.ات وأفراد أسرهم وضمان ظروف معيشية كريمة ؛

تعديل القانون رقم 83-2005 لا سيما من خلال تضمين تعريف الإعاقة الوارد في الاتفاقية الدولية لحقوق الأشخاص الحاملين.ات للإعاقة.

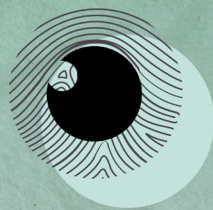
توصيات للمجتمع المدني:

يجب على المجتمع المدني أن يضاعف جهوده ويقظته في مواجهة دستور 2022 الجديد لمجابهة تهديدات الانحدار ذات العواقب الوخيمة.

الدعوة لإحداث قوة ضغط على تونس, إقليميًا ودوليًا, حتى تفي الدولة بالتزاماتها الدولية في مجال حقوق الإنسان وتحترمها

مرافقة المؤسسات الجديدة في توليها السلطة / الوظيفة بحيث يتم ذلك بشكل مستقل عن السلطة التنفيذية مع الاحترام الكامل للحقوق والحريات ؛

توجيه أعمال التوعية وبناء القدرات نحو الطبقة السياسية الجديدة للمساعدة في إضفاء قيم حقوق الإنسان عليها ؛



OBSERVATOIRE
pour la Défense du Droit
à la Différence en Tunisie